

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ALLFUNDS BANK SAU

Société anonyme unipersonnelle de droit espagnol enregistrée sur le registre officiel des institutions financières de la Banque d’Espagne sous le code 0011
Calle de los Padres Dominicos 7 Madrid – Espagne

Adresse de la succursale en France :
18-20 Place de la Madeleine 75008 PARIS

Etats financiers au 31 décembre 2024

RAPPORT D’AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS ETABLI PAR UN AUDITEUR INDEPENDANT

Traduction d’un rapport et d’états financiers initialement publiés en espagnol. En cas de divergence, la version espagnole prévaut.

Rapport sur les états financiers

Avis

Nous avons vérifié les états financiers de ALLFUNDS BANK, S.A.U. (la Société), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le compte de résultat, l’état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes pour l’exercice clos à cette date.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des capitaux propres et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l’exercice clos à cette date, conformément au cadre réglementaire applicable à l’information financière en Espagne (identifié dans la Note 1.b des états financiers) et, en particulier, aux principes et critères comptables qui y sont énoncés.

Base de l’opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux règles d’audit en vigueur en Espagne. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport consacrée aux *Responsabilités de l’auditeur en matière de contrôle des états financiers*.

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux exigences éthiques, y compris celles relatives à l’indépendance, qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers en Espagne, comme l’exige la réglementation en vigueur en matière d’audit. A cet égard, nous n’avons pas fourni de services autres que d’audit et il ne s’est produit aucune situation ou circonstance susceptible de compromettre notre indépendance obligatoire d’une manière interdite par les exigences susmentionnées.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre avis.

Questions clés de l’audit

Les questions clés de l’audit sont celles qui, selon notre jugement professionnel, ont eu le plus d’importance dans notre audit des états financiers de la période en cours. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble et de la formation de notre opinion d’audit sur ceux-ci, et nous ne fournissons pas d’avis différent sur ces questions.

Comptabilisation des revenus pour les commissions provenant de la commercialisation des fonds d’investissement

Description	Comme expliqué dans la note 20 des états financiers, les commissions perçues pour la commercialisation des fonds d’investissement s’élèvent à 442 467 milliers d’euros. Les principes et critères d’évaluation utilisés pour l’enregistrement de ces commissions sont fournis dans la note 2.I) des états financiers susmentionnés. Compte tenu de l’importance de ces commissions dans les revenus de la Société, tant en raison de leur montant que du volume élevé des transactions sur lesquelles elles ont été perçues, nous considérons que la comptabilisation des revenus provenant des commissions est une question clé de l’audit.
Notre réponse	Notre approche d’audit a consisté à analyser et à évaluer l’environnement de contrôle interne associé au processus de comptabilisation des produits pour les commissions provenant de la commercialisation des produits. Nos procédures relatives à l’analyse et à l’évaluation de l’environnement de contrôle interne se sont concentrées sur la

	<p>mise en œuvre, entre autres, des procédures suivantes :</p> <p>► Comprendre les systèmes d’information et les applications utilisés par la Société pour la gestion, le suivi et l’enregistrement comptable des revenus issus de la commercialisation des produits.</p> <p>► Evaluer la conception des contrôles pertinents mis en place dans les systèmes d’information et les applications susmentionnés. Entre autres procédures, nous avons examiné le Rapport d’expert indépendant décrivant les contrôles, la conception et l’efficacité opérationnelle dans l’environnement technologique (ISAE 3402) pour l’exercice 2024, qui comprenait les systèmes d’information et les applications utilisés pour la gestion, le suivi et l’enregistrement des revenus provenant de la commercialisation des fonds d’investissement.</p> <p>En outre, nous avons mis en œuvre, entre autres, les procédures de corroboration suivantes :</p> <p>► Examen d’un échantillon de contrats, provenant à la fois de distributeurs et de gestionnaires de fonds d’investissement, afin d’évaluer les conditions contractuelles qui requièrent la comptabilisation des revenus.</p> <p>► Pour les commissions provenant de la commercialisation de fonds d’investissement gérés via une application spécifique, nous avons recalculé les commissions perçues au cours de l’exercice 2024 et, pour un échantillon représentatif des transactions enregistrées dans cette application au cours de l’exercice précité, nous avons rapproché les données des transactions sélectionnées avec les pièces justificatives correspondantes.</p> <p>► Pour un échantillon de recettes, nous avons obtenu des confirmations de tiers afin de vérifier le montant enregistré des revenus provenant des commissions perçues en 2024.</p> <p>► Examen des recouvrements ultérieurs pour un échantillon de commissions perçues en attente de recouvrement à la fin de l’exercice.</p> <p>► Examen, le cas échéant, des ajustements apportés à l’estimation des revenus de commissions effectuée au quatrième trimestre 2024.</p>
--	---

Evaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles résultant de regroupements d’entreprises

Description	<p>Comme indiqué dans la note 9 des états financiers, la Société a comptabilisé au bilan un goodwill, net d’amortissements cumulés, d’un montant de 185 453 milliers d’euros, qui correspond à différentes unités génératrices de trésorerie (UGT). Ces UGT comprennent également des actifs incorporels identifiés à partir des différents regroupements d’entreprises qui ont donné naissance aux UGT, pour un montant de 192 691 milliers d’euros. La valeur recouvrable de chaque UGT a été estimée sur la base de sa valeur d’usage, pour laquelle la direction de la Société s’est appuyée sur l’assistance d’un expert. Ces valeurs recouvrables sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés qui nécessitent l’application de jugements par la direction de la Société concernant certaines hypothèses clés, telles que les développements futurs liés au volume d’actifs intermédiés, les commissions générées par cette intermédiation, le taux d’actualisation et le taux de croissance à long terme.</p> <p>Les informations concernant les critères appliqués par la direction et les principales hypothèses utilisées pour déterminer les dépréciations du goodwill sont incluses dans les notes 2.h) et 9 des états financiers susmentionnés.</p> <p>L’évaluation de ces actifs implique l’application de jugements et d’hypothèses significatifs qui, combinés à l’ampleur et à la pertinence de ces actifs dans le bilan de la Société, déterminent l’évaluation de leur valeur en tant que question clé de l’audit.</p>
Notre réponse	<p>Nos procédures d’audit, qui ont été menées avec la participation de nos experts en évaluation, ont principalement consisté en ce qui suit :</p> <p>► Comprendre le processus mis en place par la Société pour l’évaluation du goodwill et des actifs incorporels identifiés lors des regroupements d’entreprises.</p> <p>► Examiner les critères utilisés pour définir les unités génératrices de trésorerie (UGT) associées au goodwill et, le cas échéant, les immobilisations incorporelles identifiées dans chaque regroupement d’entreprises.</p> <p>► Evaluer la méthodologie utilisée pour évaluer l’existence d’une dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles et, le cas échéant, quantifier les pertes.</p> <p>► Evaluer les principales hypothèses et variables utilisées par la direction pour établir les projections financières (entre autres, le volume des actifs intermédiés, les commissions générées et les taux de croissance de l’activité).</p> <p>► Examiner les rapports d’évaluation préparés par un expert externe, qui servent de base à l’évaluation par la direction</p>

	<p>de la dépréciation du goodwill et des actifs incorporels identifiés dans chaque regroupement d'entreprises, et évaluer les hypothèses et les variables utilisées pour déterminer le taux d'actualisation et le taux de croissance à perpétuité.</p> <p>► Examiner l'analyse de sensibilité réalisée par la direction pour évaluer l'impact des changements des principales variables sur les résultats des tests de dépréciation effectués.</p> <p>► Vérifier l'exactitude arithmétique des calculs effectués dans le modèle d'évaluation.</p> <p>En outre, nous avons évalué si les informations détaillées dans les états financiers sont adéquates, conformément aux critères établis dans le cadre applicable en matière d'information financière.</p>
--	---

Evaluation de la dépréciation de l'investissement dans Allfunds Digital, S.L.U.

Description	<p>Au 31 décembre 2024, la Société détient une participation dans Allfunds Digital, S.L.U. d'un montant de 207 577 milliers d'euros, comme expliqué dans la note 7 des états financiers.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2.p) des états financiers ci-joints, les participations dans les capitaux propres des filiales sont évaluées à leur coût d'acquisition, diminué, le cas échéant, du montant cumulé des ajustements pour dépréciation, estimé sur la base de la valeur recouvrable de la participation. Pour estimer la valeur recouvrable de cette participation, la Société s'est appuyée sur l'assistance d'un expert qui, compte tenu des caractéristiques de l'entreprise détenue et des activités dans lesquelles elle opère, a utilisé le procédé de l'actualisation des flux de trésorerie sur la base des flux de trésorerie attendus de ces activités.</p>
Notre réponse	<p>La détermination de la valeur recouvrable dépend, dans certains cas, d'estimations complexes qui nécessitent l'application de critères, de jugements et d'hypothèses par la direction de la Société. Nous avons déterminé qu'il s'agissait d'une question clé de notre audit, en raison de l'importance de l'investissement et de la complexité inhérente à la détermination de la valeur recouvrable.</p> <p>Nos procédures d'audit, qui ont été menées avec la participation de nos experts en évaluation, ont principalement consisté en ce qui suit :</p> <p>► Comprendre le processus mis en place par la Société pour déterminer la dépréciation des investissements dans les filiales.</p> <p>► Examiner les projections financières préparées pour les différentes activités dans lesquelles Allfunds Digital, S.A.U. opère.</p> <p>► Examiner le rapport d'évaluation préparé par un expert externe et évaluer le caractère raisonnable de la méthodologie utilisée et l'adéquation du modèle d'évaluation employé, ainsi qu'examiner les hypothèses financières, telles que le taux d'actualisation et le taux de croissance à perpétuité.</p> <p>► Vérification de l'exactitude arithmétique des calculs effectués dans le modèle d'évaluation</p> <p>En outre, nous avons évalué si les informations fournies dans les notes annexes aux états financiers ont été préparées conformément aux critères établis dans le cadre applicable en matière d'information financière.</p>

Autres questions

Le 22 mars 2024, les autres auditeurs ont publié leur rapport d'audit sur les états financiers de l'exercice 2023, dans lequel ils ont exprimé une opinion sans réserve.

Autres informations : rapport de gestion

Les autres informations se réfèrent exclusivement au rapport de gestion 2024, dont la préparation relève de la responsabilité des administrateurs de la Société et ne fait pas partie intégrante des états financiers.

Notre opinion d'audit sur les états financiers ne couvre pas le rapport de gestion. Notre responsabilité concernant le rapport de gestion, conformément aux exigences du cadre réglementaire pour le contrôle des comptes, consiste à :

- a. Vérifier uniquement que la déclaration d'informations non financières a été fournie conformément à la législation applicable et, si ce n'est pas le cas, le signaler.
- b. Evaluer et signaler si les autres informations incluses dans le rapport de gestion sont cohérentes avec les états financiers, sur la base des connaissances de la Société obtenues lors de l'audit de ces états financiers, ainsi qu'évaluer et signaler si le contenu et la présentation de cette section du rapport de gestion sont conformes aux réglementations en vigueur. Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous

concluons à l'existence d'inexactitudes significatives, nous sommes tenus de le signaler.

Sur la base des travaux effectués, tels que décrits ci-dessus, nous avons constaté que les informations décrites au point a) ci-dessus ont été fournies conformément à la législation applicable et que les autres informations contenues dans le rapport des administrateurs sont cohérentes avec celles contenues dans les états financiers pour 2024 et que leur contenu et leur présentation sont conformes à la réglementation applicable.

Responsabilités des Administrateurs et du Comité des risques et d'audit concernant les états financiers

Les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers ci-joints afin qu'ils donnent une image fidèle des capitaux propres, de la situation financière et des résultats de la Société, conformément au cadre réglementaire de l'information financière applicable à la Société en Espagne, ainsi que du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs sont responsables de l'évaluation de la capacité de la Société à poursuivre son activité, de la divulgation, le cas échéant, des questions liées à la continuité de l'exploitation et de l'application du principe de continuité de l'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou s'ils n'ont pas d'autre solution réaliste que d'agir ainsi.

Le Comité des risques et d'audit est chargé de superviser le processus de préparation et de présentation des états financiers.

Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit comprenant notre opinion.

L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux règles d'audit en vigueur en Espagne permettra toujours de détecter une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou globalement, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux règles d'audit en vigueur en Espagne, nous exerçons un jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. De même, nous devons

► Identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, concevoir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions intentionnelles, des déclarations inexactes ou le contournement du contrôle interne.

► Bien comprendre le contrôle interne pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.

► Évaluer l'adéquation des principes comptables utilisés et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par la direction.

► Déterminer le bien-fondé de l'utilisation par le directeur du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants obtenus, sur l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son activité. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport d'audit, sur les informations fournies à ce sujet dans les états financiers ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les preuves d'audit obtenues jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou des conditions futurs peuvent amener la Société à ne plus être en situation de continuité d'exploitation.

► Évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations à fournir, et déterminer si les états financiers représentent les transactions et les événements sous-jacents de manière à donner une image fidèle. Nous communiquons avec le Comité des risques et d'audit de la Société en ce qui concerne, entre autres, l'étendue et le calendrier prévus pour l'audit et les constatations d'audit importantes, y compris toute déficience significative du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous fournissons également au Comité des risques et d'audit de la Société une déclaration attestant que nous nous sommes conformés aux exigences éthiques pertinentes en matière d'indépendance, et nous lui communiquons toutes les questions dont on peut raisonnablement penser qu'elles ont une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, les mesures prises pour éliminer les menaces ou les sauvegardes appliquées.

Parmi les questions communiquées au Comité des risques et d'audit de la Société, nous déterminons celles qui ont été les plus importantes pour l'audit des états financiers de la période en cours et qui constituent donc les questions clés de l'audit.

Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou la réglementation n'interdise de les rendre publiques.

Rapport sur les autres exigences légales et réglementaires

Rapport complémentaire au Comité des risques et d'audit

L'opinion exprimée dans le présent rapport d'audit est cohérente avec le rapport complémentaire que nous avons remis au Comité des risques et d'audit le 28 mars 2025.

Durée de la mission

L'actionnaire unique de la Société, selon le procès-verbal des résolutions en date du 25 mars 2024, nous a nommés auditeurs pour 3 ans, à compter de l'exercice fiscal clos le 31 décembre 2024.

ERNST & YOUNG, S.L.

(Inscrit au registre officiel des commissaires aux comptes sous le n° S0530)

(Signature sur la version originale en espagnol)

Hector Martin Diaz

(Inscrit au Registre officiel des commissaires aux comptes sous le n° 21679)

28 mars 2025

ETATS FINANCIERS

BILAN AUX 31 DECEMBRE 2024 ET 2023

(en milliers d'euros)

ACTIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023 (*)
TRESORERIE, SOLDES DE TRESORERIE AUPRES DES BANQUES CENTRALES ET AUTRES DEPOTS A VUE	5	2 609 487	2 087 100
ACTIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE	17	927	2 859
Produits dérivés		927	2 859
Postes pour mémoire : Prêt ou livraison à titre de garantie assortis de droits de cession ou de nantissement		—	—
ACTIFS FINANCIERS NON NEGOCIES OBLIGATOIREMENT A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT		11 235	11 275
Titres de créance		—	—
Instruments de capitaux propres	2	11 235	11 275
Postes pour mémoire : Prêt ou livraison à titre de garantie assortis de droits de cession ou de nantissement ACTIFS		—	—
FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CUMUL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :		—	—
Postes pour mémoire : Prêt ou livraison à titre de garantie assortis de droits de cession ou de nantissement		—	—
ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI :	6	272 313	279 960
Titres de créance		—	4 937
Prêts et avances -		272 313	275 023
Aux banques centrales		—	12 80
Aux établissements de crédit		93 034	123 839
Aux clients		179 279	138 377
Postes pour mémoire : Prêt ou livraison à titre de garantie assortis de droits de cession ou de nantissement		—	—
COUVERTURE DES PRODUITS DERIVES		—	—
VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES POSTES COUVERTS DANS LE PORTEFEUILLE DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTERET		—	—
INVESTISSEMENTS DANS DES FILIALES ET DES ET ASSOCIES	7	244 527	232 309
Filiales		244 527	232 309
Coentreprises		—	—
Entreprises associées		—	—
ACTIFS CORPORELS :	8	22 341	29 423
Immobilisations corporelles - Pour usage propre		22 341	29 423
Postes pour mémoire : autres actifs loués dans le cadre contrat de location-financement		—	—
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	9	622 443	885 496
Goodwill		185 453	369 469
Autres immobilisations incorporelles		436 990	516 027
ACTIFS FISCAUX :	11	47 146	94 570
Courantes		4 661	2 658
Différé		42 485	91 920
AUTRES ACTIFS :	12	117 768	105 456
Reste		117 768	105 456
ACTIFS NON COURANTS ET GROUPES A CEDER		—	—
DETENUS EN VUE DE LA VENTE		—	—
TOTAL DE L'ACTIF		3 948 187	3 728 456
POSTES POUR MEMOIRE :			
Engagements de prêts donnés		—	—
Garanties financières accordées		—	—
Autres engagements pris	16	122 324	114 283

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	Notes	31/12/2024	31/12/2023 (*)
PASSIF :			
PASSIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION :	17	1 896	1 266
Dérivés de transaction		1 896	1 266
PASSIFS FINANCIERS DESIGNES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT		—	—
Poste pour mémoire : passif subordonné		—	—
PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI :	13	2 364 995	1 964 905
Dépôts -		1 784 827	1 558 498
Etablissements de crédit		556 492	431 091
Clients		1 228 335	1 127 407
Autres passifs financiers		580 168	406 407
Poste pour mémoire : passif subordonné		—	—
COUVERTURE DES PRODUITS DERIVES		—	—
VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES POSTES DANS LES COUVERTURES DE PORTEFEUILLE DES RISQUE		—	—
PROVISIONS	10	5 388	3 637
Obligations au titre des pensions et autres prestations définies postérieures à l'emploi		4 842	3 437
Autres avantages à long terme du personnel		—	—
Questions juridiques en suspens et litiges fiscaux		—	—
Engagements et garanties donnés		—	—
Autres provisions		546	200
PASSIFS D'IMPOTS :	11	29 042	51 212
Courantes		27 624	26 004
Produits différés		1 418	25 208
CAPITAL SOCIAL REMBOURSABLE SUR DEMANDE		—	—
AUTRES PASSIFS	12	48 720	57 791
PASSIFS INCLUS DANS DES GROUPES A CEDER CLASSES COMME DETENUS EN VUE DE LA VENTE		—	—
TOTAL DU PASSIF		2 450 04	2 078 811
CAPITAUX PROPRES :			
CAPITAUX PROPRES :			
Capital	14	1 501 139	1 609 886
Capital libéré		81 048	80 448
Capital non libéré		81 048	80 448
Postes pour mémoire : Capital non appelé		—	—
Primes d'émission	14	—	—
Autres composantes des capitaux propres		1 197 992	1 186 592
Résultats non distribués	15	84 816	45 567
Profit		238 279	237 357
Moins : Dividendes intérimaires	3	(45 496)	115 922
CUMUL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :		(55 500)	(57 000)
Postes non susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat		(2 993)	39 759
Profits ou (-) pertes actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies		(2 231)	(1 729)
Postes susceptibles d'être reclassés en résultat		(2 231)	(1 729)
Conversion de devises étrangères		(762)	41 488
		(762)	41 488
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1 498 14	1 649 645
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		3 948 18	3 728 456

* Présenté à des fins de comparaison uniquement. Chiffres comparatifs retraités comme indiqué dans la note 1.e).

Les notes 1 à 27 et les Annexes I et II ci-jointes font partie intégrante du bilan 2024.

COMPTES DE RESULTAT
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2024 ET 2023
(en milliers d'euros)

	Notes	Recettes/(dépendances)	
		2024	2023 (†)
REVENUS D'INTERETS	18	102 559	76 402
<i>Actifs financiers à la juste valeur avec variations dans les autres éléments du résultat global</i>		—	—
<i>Actifs financiers au coût amorti</i>		102 559	76 402
<i>Autres produits d'intérêts</i>		—	—
CHARGES D'INTERET	19	(1 754)	(1 683)
DEPENSES SUR LE CAPITAL SOCIAL REMBOURSABLE SUR DEMANDE		—	—
REVENUS NETS D'INTERETS		100 805	74 719
REVENUS DE DIVIDENDES		3	3
PRODUITS DES HONORAIRES ET DES COMMISSIONS	20	519 383	454 093
FRAIS D'HONORAIRES ET DE COMMISSIONS	21	(23 080)	(17 992)
GAINS OU PERTES SUR LA DECOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT, NETS		—	—
GAINS OU PERTES NETS SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION, NETS		(969)	1 592
GAINS OU PERTES SUR LES ACTIFS FINANCIERS NON NEGOCIES OBLIGATOIREMENT A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT, NETS		747	698
GAINS/(PERTES) SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DESIGNES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT, NETS		—	—
GAINS OU PERTES RESULTANT DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE, NETS		—	—
ECARTS DE CHANGE (nets)		871	(1 639)
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	23	10 451	7 959
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	23	(4 607)	(5 492)
REVENU BRUT		603 604	513 941
FRAIS D'ADMINISTRATION :	22	(203 766)	(184 610)
<i>Frais de personnel</i>		(120 687)	(105 834)
<i>Autres charges administratives</i>		(83 079)	(78 776)
DEPRECIATION	8 et 9	(161 033)	(128 181)
PROVISIONS OU REPRISES SUR PROVISIONS	10	106	—
DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS FINANCIERS NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT OU DES GAINS NETS PAR MODIFICATION	6	(3 922)	(1 152)
<i>Actifs financiers évalués au coût amorti</i>		(3 922)	(1 152)
DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS FINANCIERS OU DE PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES, COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS		—	—
GAINS/(PERTES) SUR LA DECOMPTABILISATION D'ACTIFS NON FINANCIERS, NETS	8	(169 032)	(39)
GOODWILL NEGATIF COMPTABILISE EN RESULTAT		—	—
GAINS OU PERTES PROVENANT D'ACTIFS NON COURANTS ET DE GROUPES A CEDER CLASSES COMME VENTE NON QUALIFIEE D'ACTIVITE ABANDONNEE		—	—
BENEFICE D'EXPLOITATION AVANT IMPOTS		65 957	199 959
CHARGE OU PRODUIT D'IMPOT LIE AU RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES	11	(111 453)	(84 037)
BENEFICE DES ACTIVITES POURSUIVIES		(45 496)	115 922
BENEFICE DES ACTIVITES ABANDONNEES (net)		—	—
PROFIT		(45 496)	115 922

† Présentés à des fins de comparaison uniquement. Chiffres comparatifs retraités comme indiqué dans la Note 1.e). Les Notes 1 à 27 et les Annexes I et II ci-jointes font partie intégrante du compte de résultat de l'exercice 2024.

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2024 ET 2023
(en milliers d'euros)

	Recettes/(dépendances)	
	2024	2023 (†)
BENEFICE COMPTABILISE DANS LE COMPTE DE RESULTAT	(45 496)	115 922
AUTRES PRODUITS (CHARGES) COMPTABILISES	(42 752)	13 115
Postes non susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat :		
Gains et pertes actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies	(502)	(2 661)
Actifs non courants et groupes à céder d'éléments détenus en vue de la vente	(502)	(2 661)
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur résultat global		-
Gains ou (-) pertes résultant de la comptabilisation des couvertures d'instruments de capitaux à la juste valeur avec les variations d'autres éléments du résultat global, nets.		-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste d'autres éléments du résultat global (poste couvert)		-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste d'autres éléments du résultat global (instrument de couverture)		-
Variations de la juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de aux variations du risque de crédit		-
Impôt sur le revenu relatif à des postes non susceptibles d'être reclassés dans le compte de		-
Postes susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat :	(42 250)	15 776
Couverture d'investissements nets dans des activités à l'étranger (part effective)		-
Conversion de devises étrangères	(42 250)	15 776
Gains ou (-) pertes de change comptabilisés en capitaux propres	(4 976)	15 776
Transférés au profit ou à la perte	(37 274)	
Autres reclassements		-
Couvertures de flux de trésorerie (part effective)		-
Instruments de couverture (postes non désignés)		-
Instruments de dette à la juste valeur avec variations d'autres éléments du résultat global :		-
Gains ou pertes d'évaluation pris en compte dans les capitaux propres		-
Actifs non courants et groupes à céder classés comme détenus en vue de la vente		-
Impôt sur le revenu relatif aux postes susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat		-
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES	(88 248)	129 037

† Présentés à des fins de comparaison uniquement.

Les Notes 1 à 27 et les Annexes I et II ci-jointes font partie intégrante de l'état des produits et charges comptabilisés pour 2024.

ETATS DES VARIATIONS DU TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2024 ET 2023
(en milliers d’euros)

2024

	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES							
	Capital libéré	Primes d’émission	Autres composantes des capitaux propres	Résultats non distribués	Profit ou perte	Dividendes intérimaires	Cumul des autres revenus globaux	Total Capitaux propres
SOLDE D’OUVERTURE (AVANT REVISION)	80 448	1 186 592	46 567	237 357	115 922	(57 000)	39 759	1 649 645
Effets des corrections d’erreurs	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets des modifications des principes comptables	—	—	—	—	—	—	—	—
SOLDE INITIAL AJUSTE AU 1 ^{ER} JANVIER 2024 (§)	80 448	1 186 592	46 567	237 357	115 922	(57 000)	39 759	1 649 645
Total du résultat global de l’exercice	—	—	—	—	(45 496)	—	(42 752)	(88 248)
Autres variations des capitaux propres :	600	11 400	38 249	922	(115 922)	1 500	—	(63 251)
Emission d’actions ordinaires (Note 14)	600	11 400	—	—	—	—	—	12 000
Distribution de dividendes (Note 3)	—	—	—	—	(58 000)	(55 500)	—	(113 500)
Transferts entre composantes des capitaux propres	—	—	—	922	(57 922)	57 000	—	—
Autres augmentations ou diminutions des capitaux propres (Note 9 et Note 22)	—	—	38 249	—	—	—	—	38 249
SOLDE FINAL AU 31 DECEMBRE 2024	81 048	1 197 992	84 816	238 279	(45 496)	(55 500)	(2 993)	1 498 146

2023 (*)

	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES							
	Capital libéré	Primes d’émission	Autres composantes des capitaux propres	Résultats non distribués	Profit ou perte	Dividendes intérimaires	Cumul des autres éléments du résultat global	Total Capitaux propres
SOLDE D’OUVERTURE (AVANT REVISION)	77 234	1 045 807	9 217	227 387	89 493	(15 000)	26 644	1 460 782
Effets des corrections d’erreurs	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets des modifications des principes comptables	—	—	—	—	—	—	—	—
SOLDE D’OUVERTURE AJUSTE AU 1 ^{ER} JANVIER 2023	77 234	1 045 807	9 217	227 387	89 493	(15 000)	26 644	1 460 782
Total du résultat global de l’exercice	—	—	—	—	115 922	-	13 115	129 037
Autres variations des capitaux propres :	3 214	140 785	37 350	9 970	(89 493)	(42 000)	—	59 827
Emission d’actions ordinaires	3 214	140 785	—	—	—	—	—	144 000
Distribution de dividendes	—	—	—	—	(64 500)	(57 000)	—	(121 500)
Transferts entre composantes des capitaux propres	—	—	—	9 993	(24 993)	15 000	—	—
Autres augmentations ou diminutions des capitaux propres	—	—	37 350	(23)	—	—	—	37 327
SOLDE FINAL AU 31 décembre 2023	80 448	1 186 592	46 567	237 357	115 922	(57 000)	39 759	1 649 645

§ Présenté à des fins de comparaison uniquement.
Les Notes 1 à 27 et les Annexes I et II ci-jointes font partie intégrante de l’état des variations du total des capitaux propres pour 2024.

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2024 ET 2023

(En milliers d'euros)

	2024	2023 (*)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION :		
Bénéfice de l'exercice	(45 496)	115 922
Ajustements pour obtenir le flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation-	448 023	223 259
Amortissement	161 033	128 181
Autres ajustements	286 990	
Augmentation/diminution nette des actifs d'exploitation-		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 932	(2 517)
Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	40	(8 563)
Actifs financiers au coût amorti	3 724	168 768
Autres actifs d'exploitation	(12 312)	(42 107)
Augmentation/diminution nette des dettes d'exploitation-	(6 616)	(115 581)
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	630	508
Passifs financiers au coût amorti	400 093	196 335
Autres dettes d'exploitation	(4 407)	68 526
Perception/paiements de l'impôt sur le revenu	396 31	265 36
Total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	(84 916)	(52 482)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT :	707 311	667 649
Paielements -		
Immobilisations corporelles		
Immobilisations incorporelles	(2 029)	(13 726)
Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées	(70 047)	(42 989)
Autres paiements liés aux activités d'investissement	(12 219)	(152 018)
Recouvrements-		
Total des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(84 295)	(208 733)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT :		
Investissement		
Dividendes	(113 500)	(121 500)
Recouvrements-		
Emission d'instruments de capitaux propres	12 000	144 000
Total des flux de trésorerie provenant des activités de financement	(101 500)	22 500
EFFET DES VARIATIONS DES TAUX DE CHANGE	871	(1 639)
AUGMENTATION/DIMINUTION NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE :	522 38	479 77
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	2 087 100	1 607 322
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	2 609 487	2 087 100
POINTS POUR MEMOIRE		
COMPOSANTES DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE :		
Trésorerie	3	3
Equivalents de trésorerie auprès des banques centrales	1 606 377	1 337 233
Autres actifs financiers	1 003 107	749 864
TOTAL DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 609 487	2 087 100

(*) Présenté à des fins de comparaison uniquement.

Les Notes 1 à 27 et les Annexes I et II ci-jointes font partie intégrante du tableau des flux de trésorerie pour 2024.

Traduction des états financiers publiés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre réglementaire d'information financière applicable à la Société (voir Notes 1 et 27). En cas de divergence, la version espagnole prévaut.

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

1. Description de la Banque, base de présentation des états financiers et autres informations

a) Description de la Banque

Allfunds Bank, S.A.U. (« la Banque ») a été constituée à Madrid le 14 décembre 2000 pour une durée indéterminée. La Banque est une entité de droit privé soumise aux règles et réglementations applicables aux banques opérant en Espagne. Le 4 février 2019, la Banque a transféré son siège social à calle de los Padres Dominicos 7 (Madrid), où les statuts et d'autres informations publiques sur la Banque peuvent être consultés. La Banque est inscrite au Registre officiel des institutions financières de la Banque d'Espagne sous le code 0011.

Les activités qui constituent les objectifs de la Banque sont les suivantes :

- a. L'exercice de toutes sortes d'activités, d'opérations et de services bancaires en général, qui y sont liés ou qui sont autorisés par la législation en vigueur.
- b. L'acquisition, la détention, l'utilisation, l'administration et la cession de titres négociables espagnols et étrangers, d'actions et de participations dans des sociétés, conformément à la législation en vigueur.
- c. La fourniture de services d'investissement et toute activité complémentaire applicable dans le cadre de la législation actuelle.

Au 31 décembre 2024, la Banque exerce ses activités par l'intermédiaire d'un bureau en Espagne, de huit succursales à l'étranger (Italie, Royaume-Uni, Singapour, France, Pologne, Luxembourg, Suisse et Suède) et de quatre bureaux de représentation à l'étranger (Colombie, Chili, Emirats arabes unis et Etats-Unis). Outre les opérations qu'elle exerce directement, la Banque est à la tête d'un groupe de filiales (voir Note 7) qui exercent diverses activités commerciales et qui composent, avec elle, le groupe Allfunds (« le Groupe »).

Le 21 novembre 2017, Liberty Partners, S.L.U. (une société appartenant au groupe Hellman & Friedman) a acquis toutes les actions de la Banque. En conséquence, le 21 novembre 2017, le statut d'actionnaire unique nouvellement acquis par la Banque a été déclaré publiquement.

Les actionnaires importants d>Allfunds Group Plc. au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 (détenant plus de 5 % du capital social) étaient les Entités LHC3 Limited et BNP Paribas.

b) Base de présentation des états financiers

Les états financiers de la Banque pour l'exercice 2024 ont été établis par les administrateurs de la Banque lors de la réunion du Conseil d'administration du 25 mars 2025, conformément au cadre réglementaire d'information financière applicable à la Banque, qui est celui établi dans la circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, du 27 novembre, dans le Code de commerce espagnol et dans d'autres lois espagnoles sur les sociétés et le commerce, et d'autres lois obligatoires approuvées par l'Institut espagnol de comptabilité et d'audit (ICAC) et la Banque d'Espagne, et, par conséquent, ils présentent fidèlement les capitaux propres et la situation financière de la Banque au 31 décembre 2024, ainsi que les résultats de ses opérations et les flux de trésorerie au cours de l'exercice clos à cette date. Ces états financiers, établis à partir de la comptabilité de la Banque, n'ont pas encore été approuvés par l'actionnaire unique lors de l'Assemblée générale annuelle. Toutefois, le Conseil d'administration de la Banque estime qu'ils seront approuvés sans modification. Les états financiers de la Banque pour 2023 ont été approuvés par les actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle de la Banque le 25 mars 2024 et ont été déposés au Registre du commerce de Madrid.

Comme indiqué à la Note 1.a), la Banque est à la tête d'un Groupe composé de plusieurs entités. Cependant, elle n'a pas préparé de comptes annuels consolidés car elle a bénéficié de l'exemption de consolidation pour être dans une consolidation supérieure conformément à ce qui est permis par l'article 43 du Code de commerce. Selon les informations internes préparées conformément aux Normes internationales d'information financière adoptées par l'Union européenne (IFRS - UE), le montant total des actifs consolidés de la Banque et des Filiales (le « Groupe ») aux 31 décembre 2024 et 2023 s'élève à 4 038 371 et 4 457 324 milliers d'euros, respectivement, les capitaux propres consolidés à la fin de 2024 et 2023 s'élèvent à 1 552 053 et 1 756 510 milliers d'euros, respectivement, et le résultat net consolidé pour 2024 et 2023 à (96 848) et 140 565 milliers d'euros, respectivement.

Les principaux principes comptables et bases d'évaluation appliqués pour la préparation des états financiers de la Banque pour 2024 sont indiqués à la Note 2. Tous les principes comptables et bases de mesure obligatoires ayant un effet significatif sur les états financiers pour 2024 ont été appliqués lors de leur préparation. Aucun principe comptable non obligatoire n'a été appliqué.

Aucune prise de position qui ait eu un impact sur les comptes annuels de cette année n'est entrée en vigueur.

c) Utilisation d'estimations

Les informations contenues dans ces états financiers relèvent de la responsabilité des administrateurs de la Banque. Dans les états financiers de la Banque pour 2024, des estimations ont été faites par les cadres supérieurs de la Banque, puis ratifiées par les administrateurs, afin de quantifier certains actifs, passifs, produits, charges et engagements mentionnés dans le présent document. Les principales estimations faites qui présentent un degré élevé de complexité et/ou d'incertitude et qui sont plus susceptibles d'avoir un impact significatif sur les états financiers si les hypothèses utilisées devaient être révisées sur la base d'événements futurs sont les suivantes :

A) Estimations faites dans l'application des principes comptables

1. Classification des instruments financiers en fonction du modèle économique et de la conformité ou non aux tests SPPI (voir Note 6).
2. Durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie limitée : Les administrateurs font preuve de discernement pour estimer la durée de vie utile de ces actifs et déterminer le procédé d'amortissement le plus approprié. Toute modification de la durée de vie utile estimée ou des avantages économiques attendus des actifs pourrait avoir un impact sur les états financiers (voir Notes 8 et 9).
3. Preuve de la dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie résultant de regroupements d'entreprises. La direction

générale de la Banque analyse s'il existe des indices de dépréciation de ces actifs. Si la direction de la Banque conclut qu'il existe des indices de dépréciation, elle effectue le test de dépréciation de la même manière que pour le goodwill (voir Note 9).

4. Tests de dépréciation des actifs non financiers : Des tests de dépréciation sont effectués chaque année ou lorsque les administrateurs considèrent qu'il existe des indices de dépréciation (voir Notes 7 et 9).

5. Actifs d'impôts différés résultant de pertes fiscales : Ces actifs ne sont comptabilisés que s'il est jugé probable que les entités consolidées disposeront à l'avenir de bénéfices imposables suffisants sur lesquels ces actifs pourront être imputés. Les administrateurs ont donc recours à des jugements importants pour déterminer le montant des actifs d'impôts différés résultant de pertes fiscales qui peuvent être comptabilisés dans le bilan, en se fondant sur le délai dans lequel ils s'attendent à ce que les actifs soient utilisés, sur les avantages fiscaux futurs et sur les stratégies fiscales adoptées par la Banque (voir la Note 11).

6. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels : La Banque comptabilise les provisions conformément à l'IAS 37. Le montant estimé de ces provisions est soumis à l'interprétation d'événements qui se sont produits, à l'estimation d'événements futurs et à l'estimation de l'impact économique de ces événements sur la Banque (voir Notes 2, j, 9 et 10).

7. Estimations des produits à recevoir et à différer et des charges à payer et prépayées relatives à l'activité de la Banque à la fin de chaque exercice (voir Notes 12, 13 et 22).

B) Principaux éléments pris en compte dans les estimations

1. Regroupements d'entreprises La Banque comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une entreprise acquise est affecté aux actifs acquis et aux passifs repris, évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent du prix d'achat sur les actifs acquis et les passifs pris en charge est comptabilisé en tant que goodwill. La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris nécessite des estimations et l'utilisation de méthodes d'évaluation lorsque les valeurs de marché ne sont pas observables.

2. Provision pour pertes attendues sur les actifs financiers au coût amorti : La Banque a estimé la provision sur la base d'informations sectorielles et de sa propre expérience, en regroupant les actifs en segments ayant un comportement de défaut similaire. Etant donné que ces actifs arrivent à échéance à court terme et que la Banque a utilisé l'approche simplifiée en vertu de la Circulaire 4/2017, les pertes de valeur du crédit et les informations prospectives estimées n'ont pas d'impact significatif, mais l'analyse de la corrélation entre les taux de défaut historiques et la perte attendue constitue une estimation importante. L'expérience historique des pertes de valeur peut donc ne pas être représentative des pertes futures.

Bien que ces estimations aient été réalisées sur la base des meilleures informations disponibles au 31 décembre 2024, des événements futurs pourraient nécessiter des modifications au cours des exercices ultérieurs. Le cas échéant, ces modifications seraient apportées de manière prospective conformément à la Circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, en comptabilisant les effets de tout changement d'estimation dans les comptes de résultat des périodes futures concernées.

d) Accords d'agence

Ni à la clôture des exercices 2024 ou 2023, ni à aucun autre moment au cours de ces exercices, la Banque n'avait de contrats d'agence en vigueur, tels que définis à l'Article 21 du Décret royal 84/2015, du 13 février, portant application de la Loi 10/2014, du 26 juin, sur la réglementation, la surveillance et l'adéquation des fonds propres des établissements de crédit.

e) Informations comparatives

Les administrateurs de la Banque présentent, à des fins de comparaison uniquement, outre les chiffres pour 2024 pour chaque poste du bilan, du compte de résultat, de l'état des produits et charges comptabilisés, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et des notes annexes, les chiffres pour 2024, obtenus par l'application des dispositions de la Circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne et de ses modifications ultérieures en vigueur.

La principale activité de la Banque est l'intermédiation de fonds d'investissement par le biais de sa plateforme B2B (« Business to Business »). A cet égard, les sociétés de gestion d'actifs commercialisent des fonds d'investissement via la plateforme et rémunèrent les banques, les compagnies d'assurance et d'autres entités non financières pour la distribution des fonds d'investissement par le biais d'un transfert partiel des frais de gestion (« rabais »). La Banque reçoit et/ou conserve une commission ou une marge pour les services complémentaires offerts sur la plateforme.

A la mi-2022, la Banque a lancé un projet stratégique visant à l'amélioration globale de la gestion de ses activités d'intermédiation. Cette initiative s'appuie sur un outil pluridisciplinaire appelé « Kondo », qui permet d'unifier les conditions contractuelles et économiques. La mise en œuvre de cet outil a été achevée au premier trimestre 2024. Les informations disponibles grâce à cet outil, qui fournit un niveau de détail plus élevé concernant les frais d'intermédiation, ainsi que l'examen des contrats conclus avec les Gestionnaires de fonds et les Distributeurs, ont permis à la direction d'analyser plus en profondeur son rôle dans l'intermédiation des fonds d'investissement. Suite à cette analyse, il a été identifié que, pour que les commissions perçues soient remises aux Distributeurs (commissions de distribution), la Banque agirait en tant que « Mandataire »

et non en tant que « Mandant » (voir Note 2.I.ii). Suite à ce changement, ces commissions et leurs charges à payer sont désormais présentées sur une base nette dans les comptes annuels de la Banque.

A cet égard, les informations comparatives pour l'exercice 2023 ont été retraitées, sans incidence sur les résultats, les capitaux propres ou les flux de trésorerie de l'exercice 2023 ou des exercices précédents.

Vous trouverez ci-dessous un récapitulatif du rapprochement entre le bilan et le compte de résultat approuvés et les bilans et comptes de résultat retraités au 31 décembre 2023.

ACTIF	Milliers d'euros		
	31 décembre 2023	Retraitement	31 décembre 2023 Retraitement
TRESORERIE, SOLDES DE TRESORERIE AUPRES DES BANQUES CENTRALES ET AUTRES DEPOTS A VUE	2 087 100	—	2 087 100
ACTIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION :	2 859	—	2 859
ACTIFS FINANCIERS NON NEGOCIES OBLIGATOIREMENT A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT	11 275	—	11 275
ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	279 960	—	279 960
INVESTISSEMENTS DANS DES FILIALES, DES COENTREPRISES ET SOCIETES ASSOCIEES	232 309	—	232 309
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	29 423	—	29 423
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	885 496	—	885 496
ACTIFS FISCAUX :	94 578	—	94 578
AUTRES ACTIFS	666 133	(560 677)	105 456
TOTAL DE L'ACTIF	4 289 133	(560 677)	3 728 456

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	Milliers d'euros		
	31 décembre 2023	Retraitement	31 décembre 2023 Retraitement
PASSIF			
PASSIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION	1 266	—	1 266
PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	1 964 905	—	1 964 905
PROVISIONS	3 637	—	3 637
DETTES FISCALES :	51 212	—	51 212
AUTRES PASSIFS	618 468	(560 677)	57 791
TOTAL DU PASSIF	2 639 488	(560 677)	2 078 811
CAPITAUX PROPRES			
CAPITAUX PROPRES :	1 609 886	—	1 609 886
Capital	80 448	—	80 448
Primes d'émission	1 186 592	—	1 186 592
Bénéfices non distribués et autres réserves	283 924	—	283 924
Profit	115 922	—	115 922
Dividendes intérimaires	(57 000)	—	(57 000)
CUMUL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	39 759	—	39 759
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 649 645	—	1 649 645
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	4 289 133	(560 677)	3 728 456

	Milliers d'euros		
	31/12/2023	Retraitement	31/12/2023 Retraitement
REVENUS D'INTERETS	76 402	—	76 402
CHARGES D'INTERET	(1 683)	—	(1 683)
DEPENSES SUR LE CAPITAL SOCIAL REMBOURSABLE SUR DEMANDE	—	—	—
REVENUS NETS D'INTERETS	74 719	—	74 719
REVENUS DE DIVIDENDES	3	—	3
PRODUITS DES HONORAIRES ET DES COMMISSIONS	2 744 025	(2 289 932)	454 093
FRAIS D'HONORAIRES ET DE COMMISSIONS	(2 307 924)	2 289 932	(17 992)
GAINS OU PERTES SUR LA DECOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT, NETS	—	—	—
GAINS OU PERTES NETS SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION, GAINS OU PERTES SUR LES ACTIFS FINANCIERS NON NEGOCIES OBLIGATOIREMENT A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT, NETS	1 592	—	1 592
GAINS/(PERTES) SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DESIGNES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU OU PERTES, NETS	698	—	698
GAINS OU PERTES RESULTANT DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE, NETS	—	—	—
ECARTS DE CHANGE (nets)	(1 639)	—	(1 639)
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	7 959	—	7 959
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	(5 492)	—	(5 492)
REVENU BRUT	513 941	-	513 941
FRAIS D'ADMINISTRATION :	(184 610)	—	(184 610)
<i>Frais de personnel</i>	(105 834)	—	(105 834)
<i>Autres charges administratives</i>	(78 776)	—	(78 776)
DEPRECIATION	(128 181)	—	(128 181)
PROVISIONS OU REPRISES SUR PROVISIONS	—	—	—
DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS FINANCIERS NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT OU DES GAINS NETS PAR MODIFICATION	(1,152)	—	(1,152)
Actifs financiers évalués au coût amorti	(1,152)	—	(1,152)
DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS FINANCIERS OU DE PARTICIPATIONS DANS	—	—	—
DES FILIALES, COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES	—	—	—
DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS	(39)	—	(39)
GAINS/(PERTES) SUR LA DECOMPTABILISATION D'ACTIFS NON FINANCIERS, NETS	—	—	—
GOODWILL NEGATIF COMPTABILISE EN RESULTAT	—	—	—
GAINS OU PERTES PROVENANT D'ACTIFS NON COURANTS ET DE GROUPES A CEDER CLASSES COMME DETENUS A DES FINS DE	—	—	—
BENEFICE D'EXPLOITATION AVANT IMPOTS	199 959	—	199 959
CHARGE OU PRODUIT D'IMPOT LIE AU RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES	(84 037)	—	(84 037)
BENEFICE DES ACTIVITES POURSUIVIES	115 922		115 922
BENEFICE DES ACTIVITES ABANDONNEES (net)	-	—	-
PROFIT	115 922		115 922

f) Impact environnemental

Compte tenu des activités exercées par la Banque, celle-ci n'a pas de passif, de dépenses, d'actifs, de provisions ou d'éventualités en matière d'environnement qui pourraient être significatifs au regard de ses fonds propres, de sa situation financière ou de ses résultats. Par conséquent, aucune information spécifique relative aux questions environnementales n'est incluse dans les présentes Notes aux états financiers.

g) Capital et gestion du capital

Le 26 juin 2013, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont approuvé le Règlement (UE) n° 575/2013, relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014, en même temps que la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, entrée en vigueur en juillet 2013. Ces règlements, connus sous le nom de CRR/CRD IV, impliquent la mise en œuvre de l'accord de Bâle III sur les fonds propres avec un calendrier de transition progressif jusqu'à la mise en œuvre complète le 1^{er} janvier 2019.

Le 2 février 2016, la Banque d'Espagne a publié la Circulaire 2/2016 aux établissements de crédit concernant la surveillance et la solvabilité, qui intègre l'adaptation de la réglementation juridique espagnole à la Directive 2013/36/UE et au Règlement (UE) n° 575/2013, tous deux applicables à la Banque.

Le 20 mai 2019, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont approuvé le règlement (UE) 2019/876, dit CRR II, qui modifie le CRR dans des domaines tels que les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le ratio de levier (LCR), le ratio de financement stable net (NSFR), le risque de crédit, le risque de crédit de contrepartie (CCR), le risque de marché, les expositions aux contreparties centrales, les expositions aux organismes de placement collectif, les grands risques, ainsi que les exigences en matière de déclaration et d'information, et le Règlement (UE) 648/2012.

Le 24 juin 2020, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont approuvé le Règlement 2020/873, modifiant le Règlement 575/2013 et le Règlement 2019/876. Ce règlement, applicable à partir du 27 juin 2020, modifie le CRR et le CRR II avec certains ajustements en réponse à la pandémie de COVID-19. Les principaux changements concernent les domaines suivants : couverture du risque de crédit, ratio de levier, expositions accordées aux employés/pensionnés, facteur de soutien aux PME, exemption de déduction pour certains actifs logiciels, ainsi que l'établissement d'un filtre prudentiel temporaire qui neutralise l'impact des pertes non réalisées sur la dette publique et le risque de marché.

Le règlement communautaire susmentionné introduit une révision du concept et des composantes des exigences réglementaires en matière de fonds propres pour les entités. Ils sont composés de deux éléments : Fonds propres de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres de catégorie 1 sont eux-mêmes divisés en Common Equity Tier 1 (CET1) et en Additional Tier 1. Les fonds propres de catégorie 1 sont constitués d'instruments capables d'absorber les pertes pendant que l'entité fonctionne, tandis que les éléments de fonds propres de catégorie 2 absorbent principalement les pertes dans les cas où l'entité devient non viable.

Les exigences minimales en matière de fonds propres sont calculées en fonction de l'exposition de la Banque au risque de crédit, au risque de contrepartie et au risque de dilution (concernant les actifs, les engagements et les autres éléments hors bilan présentant ces risques), au risque de position, au risque de change et au risque lié aux matières premières, au risque d'ajustement de la valeur du crédit (CVA), au risque lié au portefeuille de négociation et au risque opérationnel. En outre, la Banque est soumise au respect de limites de concentration des risques, de limites de ratio de levier, ainsi qu'au respect d'obligations internes de gouvernance d'entreprise, d'auto-évaluation des fonds propres, de mesure du risque de taux d'intérêt et d'obligations d'information du public. Pour assurer la réalisation des objectifs susmentionnés, la Banque met en œuvre une gestion intégrée des risques conformément aux politiques susmentionnées.

Allfunds Bank S.A.U. doit à tout moment satisfaire aux exigences suivantes en matière d'adéquation des fonds propres :

- i. Un ratio Common Equity Tier 1 de 4,5 % (CET 1).
- ii. Un ratio de fonds propres de catégorie 1 (fonds propres et fonds propres complémentaires) de 6 %.
- iii. Un ratio de fonds propres total (%) de 8 %.

En outre, sur la base de la décision du processus de révision et d'évaluation prudentielle (SREP), la Banque d'Espagne a informé le groupe qu'il devait maintenir une exigence de capital de 7 % (pilier 2), dont au moins 56,25 % doivent être couverts par des fonds propres ordinaires de catégorie 1 (CET 1) et 75 % par des fonds propres de catégorie 1 (Tier 1). Cependant, dans la dernière décision du PRES, il a été établi qu'à partir du 1^{er} janvier 2025, la nouvelle exigence pour les fonds propres devant être maintenus au-delà du minimum sera de 1,5 %. En conséquence, le nouveau ratio d'exigence en matière de fonds propres totaux fixé par le PRES sera de 9,5 % (précédemment fixé à 15 %).

En plus de ces exigences, la Banque doit, en vertu de la législation susmentionnée, respecter les exigences suivantes en matière de fonds propres :

- Détenir un volant de conservation du capital, qui a été fixé à 2,5 % pour les fonds propres de catégorie 1 (Common Equity Tier 1).
- Détenir un volant contracyclique de fonds propres de catégorie 1 (Common Equity Tier 1) pouvant atteindre 2,5 % des actifs pondérés en fonction des risques (RWA). A partir de 2016, le niveau que ce volant doit atteindre sera fixé par les autorités nationales compétentes, à l'aide de variables macroéconomiques, lorsqu'une période de croissance excessive du crédit susceptible d'entraîner une accumulation du risque systémique est observée. A cet égard, le volant de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement correspond à la moyenne pondérée des volants de fonds propres contracycliques qui s'appliquent dans les juridictions où se situent les expositions de crédit pertinentes de l'établissement. Plus précisément, l'exigence de volant de fonds propres contracyclique d'Allfunds Bank, S.A.U., basée sur ses expositions géographiques, était de 0,2266 % et de 0,3892 % aux 31 décembre 2024 et 2023, respectivement.
- Maintien d'un volant en tant qu'établissement d'importance systémique en cas de désignation comme tel. La Banque n'a pas été désignée comme un établissement d'importance systémique et aucun volant de fonds propres n'a été établi pour 2024 ou 2023.

Avec tout ce qui précède, elle est tenue de maintenir un ratio CET1 total de 17,73 %. En ce sens, aux 31 décembre 2024 et 2023, et tout au long de ces deux exercices, le ratio CET1 d'Allfunds Bank SAU se situe à un niveau confortable, supérieur aux niveaux requis par la réglementation.

Les principaux chiffres relatifs aux ratios de fonds propres applicables à la Banque en vertu du Règlement (UE) 575/2013, aux 31 décembre 2024 et 2023, sont les suivants :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Common Equity Tier 1 (I)	850 677	711 543
Fonds propres Additional Tier 1 (II)	—	—
Total fonds propres de catégorie 1 (III = I + II)	850 677	711 543
Fonds propres de catégorie 2 (IV)	—	—
Total des fonds propres éligibles (V= III + IV)	850 677	711 543
Actifs pondérés en fonction des risques	2 272 929	2 756 806
Ratio Common Equity Tier 1	37,4 %	25,8
Ratio de solvabilité global	37,4 %	25,8 %

Le Common Equity Tier 1 comprend essentiellement les fonds propres et les réserves de la Banque, nets de déductions.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les fonds propres éligibles de la Banque dépassent le minimum requis par la réglementation en vigueur.

Un rapprochement des principaux chiffres entre le capital comptable et le capital réglementaire aux 31 décembre 2024 et 2023 est présenté ci-dessous :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Capital	81 048	80 448
Primes d'émission	1 197 992	1 186 592
Résultats non distribués	323 095	283 924
Bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société mère	(45 496)	115 922
Dividendes intérimaires	(55 500)	(57 000)
Capitaux propres	1 501 139	1 609 886
Cumul des autres éléments du résultat global	(2 993)	39 759
Total des capitaux propres	1 498 146	1 649 645
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	(621 025)	(860 288)
Autres ajustements et déductions	(26 444)	(77 815)
Equity Tier 1 capital	850 677	711 543
Total des fonds propres (Tier 1 et Tier 2)	850 677	711 543

Le 19 juin 2024, la Commission européenne a publié le Paquet bancaire comprenant la Directive sur l'adéquation des fonds propres mise à jour (directive 2013/36/UE) et le Règlement sur l'adéquation des fonds propres mis à jour (Règlement n° (UE) 2013/575). L'un des principaux objectifs du paquet bancaire est la mise en œuvre intégrale des normes internationales de Bâle III dans la réglementation bancaire européenne, afin de garantir que les banques du monde entier soient mieux capitalisées et plus résistantes aux ralentissements économiques.

La Directive 2024/1619 (CRD6) modifie la CRD (Directive 2013/36/UE) en ce qui concerne les pouvoirs de surveillance, les sanctions, les succursales d'établissements de pays tiers et les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance.

La CRD 6 vise à renforcer le cadre prudentiel de l'UE en s'attaquant aux risques émergents pour les banques (en particulier ceux découlant de la crise climatique).

Le Règlement 2024/1623 (CRR3) modifie le CRR (Règlement (UE) n° 575/2013) en introduisant de nouvelles exigences concernant le risque de crédit, le risque d'ajustement de la valeur du crédit, le risque opérationnel, le risque de marché et le plancher de production pour les actifs pondérés en fonction des risques. Elle s'appliquera à partir du 1^{er} janvier 2025 (certains points sont applicables à partir du 9 juillet 2024 mais sans impact sur les activités d'Allfunds).

Ratio de levier

Le ratio de levier est calculé sur la base de la réglementation indiquée dans la section précédente, établissant un ratio de 3 % pour toutes les entités, calculé comme un quotient entre les fonds propres Tier 1 divisé par l'exposition au levier, qui est ajusté de manière à ne pas inclure les éléments considérés comme des déductions dans les fonds propres Tier 1.

Le tableau suivant présente le détail du ratio de levier aux 31 décembre 2024 et 2023 :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Fonds propres Equity Tier 1 (a)	850 677	595 919
Exposition au ratio de levier (b)	3 299 316	3 017 592
Ratio de levier (a)/(b)	25,8 %	19,8 %

Gestion du capital

Les objectifs stratégiques fixés par la direction de la Banque en matière de gestion des fonds propres sont les suivants :

- Respecter à tout moment, tant sur le plan individuel que sur le plan consolidé, les réglementations applicables en matière d'exigences minimales de fonds propres.
- Rechercher l'efficacité maximale dans la gestion des fonds propres, en veillant à ce que la consommation des fonds propres soit considérée, à côté d'autres variables de rentabilité et de risque, comme une variable fondamentale dans les analyses liées au processus de prise de décision en matière d'investissement de la Banque.

Pour atteindre ces objectifs, la Banque a mis en place une série de politiques et de procédures de gestion des fonds propres, dont les principales lignes directrices sont les suivantes :

- la banque surveille, contrôle et analyse les niveaux de conformité avec les règlements concernant les fonds propres ;
- dans le cadre de la planification stratégique et commerciale de la banque, l'impact des décisions sur les fonds propres calculables de la banque et le ratio consommation-profitabilité-risque est considéré comme un facteur clé dans le processus de prise de décision.

Par conséquent, la Banque considère que les fonds propres et les exigences réglementaires en matière de fonds propres établies par les règlements susmentionnés constituent un élément fondamental de la gestion de la Banque, influençant, entre autres, les décisions d'investissement ou l'analyse de la faisabilité des opérations.

h) Fonds de garantie des dépôts et Fonds de résolution unique

i. Fonds de garantie des dépôts

La Banque participe au Fonds de garantie des dépôts.

En 2024 et 2023, les comptes de résultat ci-joints n'incluaient aucune charge à ce titre puisqu'il n'y avait pas d'obligation de contribution à cet égard, conformément à l'Article 4 du Décret royal 2606/1996, du 20 décembre, relatif aux fonds de garantie des dépôts des établissements de crédit.

ii. Fonds de résolution unique

En 2024, la Banque n'a engagé aucune dépense au titre de la contribution au Fonds de résolution unique. Cette contribution s'élève à 2 024 milliers d'euros pour l'exercice 2023 et est comptabilisée sous le poste « Autres charges d'exploitation » dans le compte de résultat ci-joint (voir Note 23).

i) Rapport annuel du service d'assistance à la clientèle

Conformément aux dispositions de l'Article 17 de l'Arrêté ECO/734/2004, du 11 mars, émis par le Ministère de l'Economie, concernant les départements et les Bureaux de service à la clientèle et le Médiateur pour les institutions financières, le rapport annuel a été présenté au Conseil d'administration de la Banque lors de sa réunion du 25 mars 2025. Le rapport indique qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le Service a reçu vingt-neuf plaintes et quinze revendications, dont vingt-deux et neuf, respectivement, ont été admises au traitement. Toutes les plaintes et revendications reçues ont été dûment traitées en temps utile.

j) Investissements dans le capital social des établissements de crédit

Conformément à l'Article 20 du Décret royal 1245/1995 du 14 juillet, aux 31 décembre 2024 et 2023, Allfunds Bank, S.A.U., ne détenait pas de participation supérieure à 5 % du capital social ou des droits de vote d'un établissement de crédit espagnol ou étranger (voir Note 7).

k) Autres questions**Transactions d'entreprises****Allfunds Hong Kong Limited**

Les 18 janvier et 23 octobre 2024, Allfunds Hong Kong Limited a procédé à des augmentations de capital s'élevant respectivement à 18 000 et 20 000 milliers de dollars de Hong Kong (respectivement 2 116 et 2 389 milliers d'euros) par le biais d'une augmentation de la valeur nominale des actions. Le 20 avril 2023, Allfunds Hong Kong Limited a procédé à une nouvelle augmentation de capital d'un montant de 15 000 milliers de dollars de Hong Kong (1 748 milliers d'euros), également en augmentant la valeur nominale des actions. Par conséquent, au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, le capital social d'Allfunds Hong Kong Limited s'élevait à 100 000 et 62 000 milliers de dollars de Hong Kong (11 482 et 6 977 milliers d'euros), représenté par 1 000 actions d'une valeur nominale de 100 000 et 62 000 dollars de Hong Kong respectivement (11 482 et 6 977 euros par action), entièrement souscrites et payées.

Allfunds Investment Solutions

Les 2 avril et 18 septembre 2024, Allfunds Investment Solutions a procédé à deux augmentations de capital, chacune d'un montant de 2 000 milliers d'euros, par le biais d'une augmentation de la valeur nominale des actions. Par conséquent, au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, le capital social d'Allfunds Investment Solutions s'élevait respectivement à 11 500 et 7 500 milliers d'euros, représenté par 15 000 actions nominatives d'une valeur nominale de 767 euros et 500 euros chacune, entièrement souscrites et libérées par l'actionnaire.

Allfunds Blockchain, S.L.U.

Le 5 mars 2024, Allfunds Bank, S.A.U., l'actionnaire unique d'Allfunds Blockchain, S.L.U., a décidé d'augmenter le capital social de 350 000 euros par l'émission de 350 000 actions d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune, assorties d'une prime d'émission de 3 150 000 euros. Les actions et la prime d'émission ont été entièrement souscrites et payées par Allfunds Bank, S.A.U. au 31 décembre 2024.

Allfunds (Middle) East Limited

Le 7 mars 2024, la Banque a créé Allfunds (Middle East) Limited, une société à responsabilité limitée à un seul membre, enregistrée à Dubaï, pour une durée indéterminée. Son objectif principal est la gestion d'organismes de placement collectif. Le capital social initial s'élevait à 100 dollars américains (92 euros), représenté par 100 actions nominatives d'une valeur nominale de 1 dollar américain chacune, entièrement souscrites et libérées par la Banque.

Le 19 juillet 2024, Allfunds (Middle East) Limited a procédé à une augmentation de capital d'un montant de 499 milliers de dollars américains (459 milliers d'euros) en augmentant la valeur nominale des actions. Par conséquent, au 31 décembre 2024, le capital social d'Allfunds (Middle East) Limited s'élevait à 500 milliers de dollars américains (459 milliers d'euros), représenté par 500 000 actions nominatives d'une valeur nominale de 1 dollar américain (0,9 euro) chacune, entièrement souscrites et payées par l'actionnaire.

Restructuration du Groupe Digital

Le 27 juin 2023, les conseils d'administration (i) d'Allfunds Digital, S.L.U., filiale à 100 % de la Banque, en tant que société absorbante, et (ii) d'Allfunds Tech Solutions, S.A.U., (en tant que société absorbée), ont signé un plan de fusion commun pour l'absorption de Allfunds Tech Solutions, S.A.U. (anciennement connue sous le nom de Web Financial Group, S.A.).

La société absorbante, Allfunds Digital, S.L.U., a acquis tous les actifs, passifs, droits et obligations de la société absorbée par le biais de la succession universelle. La société absorbée a été dissoute sans liquidation. La fusion a été inscrite au Registre du commerce le 3 octobre 2023, avec une date d'effet comptable au 1^{er} janvier 2023, date à partir de laquelle tous les actes accomplis par la société absorbée sont considérés comme ayant été accomplis par la société absorbante.

Acquisitions en 2024

Au cours de l'exercice 2024, la Banque n'a pas effectué d'opérations d'acquisition.

Acquisitions en 2023**Activité LPA de la Banque Iccrea**

Le 1^{er} décembre 2023, Allfunds Bank, S.A.U., a conclu un accord pour acquérir les activités d'agent payeur local du Groupe bancaire Iccrea. Cette transaction a été réalisée par l'intermédiaire de la succursale milanaise d'Allfunds Bank, S.A.U. Le prix de l'acquisition de l'activité d'agent payeur local cédée est de 101 millions d'euros.

Dans le cadre de cette acquisition, l'actionnaire unique de la Banque a décidé de procéder à une augmentation de capital de la Banque, impliquant un apport monétaire (voir Note 14).

Cette opération permettra à la Banque de développer et de renforcer sa position dans l'activité LPA en Italie.

La juste valeur des actifs et des passifs de l'Activité LPA de la Banque Iccrea comptabilisés à la date d'acquisition a été provisoirement comptabilisée comme suit :

	Milliers d'euros
Actif :	
Actifs financiers au coût amorti	2 124
Autres actifs	779
Passif :	
Autres passifs	(867)
Actifs nets acquis	2 036

Actifs résultant de l'acquisition d'une entreprise

Dans cette acquisition d'entreprise, divers actifs ont été identifiés en raison du prix plus élevé payé par rapport aux actifs nets acquis. Au 31 décembre 2024, la Banque avait achevé le processus d'allocation du prix d'achat de l'activité LPA de la Banque Iccrea, en tenant compte du rapport préparé par un expert indépendant. En conséquence, les actifs provisoires suivants ont été présentés à la date d'acquisition :

	Milliers d'euros
Contrepartie transférée	101 364
Moins- Juste valeur des actifs nets acquis	(2 036)
Goodwill émergent provenant d'un regroupement d'entreprises	99 328
Relations avec les clients (Note 9)	41 497
Goodwill émergé (Note 9)	57 831

Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus et inclus dans les autres dépenses. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, 2 810 milliers d'euros ont été comptabilisés en charges.

Les résultats à partir de la date d'acquisition jusqu'au 31 décembre 2023 ne sont pas significatifs.

1) Evénements postérieurs à l'exercice de référence

Depuis le 31 décembre 2024 et jusqu'à la date de publication des présents comptes annuels, il n'y a pas eu d'événements ultérieurs significatifs autres que ceux décrits dans la Note 9.

2. Principes comptables et bases d'évaluation

Les principes comptables et les bases d'évaluation appliqués dans la préparation de ces états financiers sont les suivants :

a) Définitions et classification des instruments financiers

i. Définitions

Un « instrument financier » est un contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité.

Un « instrument de capitaux propres » est un accord qui met en évidence un intérêt résiduel dans les actifs de l'entité émettrice après déduction de tous ses passifs.

Un « produit dérivé » est un instrument financier dont la valeur varie en fonction de la variation d'une variable spécifiée, parfois appelée actif sous-jacent (comme un taux d'intérêt, le prix d'un instrument financier, le prix d'une marchandise, un taux de change, une notation de crédit ou l'indice correspondant), qui ne nécessite pas d'investissement initial ou dont la valeur est très faible par rapport à d'autres instruments financiers ayant une réaction similaire aux variations des facteurs du marché, et qui est généralement réglé à une date future.

ii. Classification des actifs financiers à des fins d'évaluation

Les actifs financiers sont initialement classés dans les différentes catégories utilisées à des fins de gestion et d'évaluation, sauf s'ils doivent être présentés comme « Actifs non courants et groupes à céder classés comme détenus en vue de la vente », ou s'ils concernent, le cas échéant, les « Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue », « Variations de la juste valeur des éléments de couverture dans les couvertures de portefeuille du risque de taux d'intérêt », « Dérivés de couverture » ou « Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées », qui sont comptabilisés séparément.

Conformément à la Norme 22 de la circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, les actifs et passifs financiers sont classés sur la base du modèle d'entreprise que la Banque établit pour les gérer et en tenant compte de ses flux de trésorerie contractuels, tels que définis ci-dessous :

- Le modèle de gestion des actifs financiers est la manière dont la Banque gère les groupes d'actifs financiers pour générer des flux de trésorerie. Le modèle susmentionné peut consister à détenir des actifs financiers pour percevoir des flux de trésorerie contractuels, à vendre ces actifs ou à combiner ces deux objectifs.

- Les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers peuvent être :

- Les conditions contractuelles qui donnent lieu, à des dates précises, à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû, communément appelées « SPPI » et,

- Le reste des caractéristiques.

a) Modèles d'entreprise

Il existe trois types de modèles d'entreprise qui dépendent de la manière dont les flux de trésorerie des instruments financiers sont traités :

- Coût amorti - recouvrement des flux de trésorerie contractuels : Il s'agit de détenir des actifs afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels (principal et intérêts) à des dates spécifiques de l'instrument.

- Mixte - collecte de flux de trésorerie contractuels et vente d'actifs financiers : Le modèle mixte combine l'objectif de détenir des actifs pour collecter des flux de trésorerie contractuels dont les termes répondent également uniquement aux paiements du principal et des intérêts, ainsi que la vente de ces actifs.

- Négociation - vente d'actifs financiers : Le modèle d'entreprise consiste à acheter et à vendre des actifs. La Banque prend ses décisions sur la base de la juste valeur des actifs et gère ces derniers de manière à obtenir leur juste valeur.

b) Test SPPI

Les tests SPPI consistent à déterminer si, conformément aux caractéristiques contractuelles de l'instrument, ses flux de trésorerie ne représentent que le remboursement de son principal et de ses intérêts, entendus essentiellement comme une compensation de la valeur temporelle de l'argent et du risque de crédit du débiteur.

L'objectif principal du test est de distinguer les produits contenus dans les modèles d'entreprise « collecte de flux de trésorerie contractuels » et « collecte de flux de trésorerie contractuels et vente d'actifs financiers » qui peuvent être évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, respectivement, ou qui, au contraire, doivent obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et les instruments de capitaux propres ne sont pas soumis à cette analyse.

Plus précisément, un actif financier, en fonction de son modèle d'affaires et du test SPPI, est classé dans les catégories suivantes :

1. Actifs financiers au coût amorti : si l'instrument est géré de manière à générer des flux de trésorerie sous la forme d'encaissements contractuels pendant la durée de vie prévue de l'instrument et s'il satisfait au test SPPI.

2. Actifs financiers à la juste valeur par le biais du cumul des autres éléments du résultat global : si l'instrument est géré de manière à générer des flux de trésorerie i) sous la forme d'encaissements contractuels pendant la durée de vie prévue de l'instrument et ii) par le biais de la vente de celui-ci et qu'il satisfait au test SPPI.

3. Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat : si l'instrument est géré de manière à générer des flux de trésorerie par le biais de leur vente ou s'il ne satisfait pas aux SPPI avec les modèles d'entreprise susmentionnés. Ces actifs se répartissent en deux catégories :

- Actifs financiers détenus à des fins de transaction ; sont inclus dans cette sous-catégorie les instruments qui répondent à l'une des caractéristiques suivantes : i) ils sont acquis ou encourus principalement en vue d'être vendus ou rachetés à court terme, ii) ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et pour lesquels il existe des preuves d'un schéma récent et effectif de prise de bénéfices à court terme et iii) il s'agit d'un produit dérivé qui ne répond pas à la définition d'un contrat de garantie financière et qui n'a pas été désigné comme un instrument de couverture.

- Actifs financiers non négociés obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ; Les instruments de dette qui ne peuvent être classés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global doivent être classés dans cette sous-catégorie étant donné que, en raison de leurs caractéristiques contractuelles, les flux de trésorerie qu'ils génèrent ne sont pas uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le montant principal restant dû.

Lors de la comptabilisation initiale, la Banque peut choisir irrévocablement d'inclure les instruments de capitaux propres qui ne doivent pas être classés comme détenus à des fins de transaction dans le portefeuille

« Actifs financiers à la juste valeur par le biais du cumul des autres éléments du résultat global ». Il est fait appel à cette option instrument par instrument. En outre, lors de la comptabilisation initiale, la Banque peut choisir irrévocablement de désigner tout actif financier comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat, si cela permet d'éliminer ou de réduire de manière significative une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation (non-concordance comptable) qui résulterait autrement de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation des gains et des pertes y afférents selon des critères différents.

Indépendamment de la fréquence et de l'importance des ventes, certains types de ventes ne sont pas compatibles avec la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction pour recevoir des flux de trésorerie contractuels : il s'agit notamment des ventes dues à des baisses de la qualité du crédit, des ventes conclues à l'échéance de la transaction, de telle sorte que les variations du prix du marché n'auraient pas d'impact significatif sur les flux de trésorerie de l'actif financier, des ventes répondant à un changement de réglementation ou de fiscalité, des ventes répondant à une restructuration interne ou à une acquisition d'entreprise importante, des ventes résultant de la mise en œuvre d'un plan de crise de liquidité lorsque l'événement de crise n'est pas raisonnablement attendu.

La Banque a défini les modèles d'entreprise et divisé son portefeuille d'instruments financiers aux fins du test SPPI, en distinguant : i) les familles d'instruments qui regroupent des produits totalement homogènes (« familles parapluie ») de telle sorte qu'en testant un échantillon de produits du portefeuille, il serait possible d'extrapoler la conclusion selon laquelle le reste des produits de la même famille passe ou non le test et ii) les produits qui, en raison de leur nature, sont analysés au cas par cas, pour lesquels la Banque a effectué le test SPPI sur chacun d'entre eux.

iii. Classification des actifs financiers à des fins de présentation

En plus des catégories incluses dans la section « ii » ci-dessus, les actifs financiers sont classés, par type d'instrument, dans les postes suivants du bilan :

- Trésorerie, soldes de trésorerie dans les banques centrales et autres dépôts à vue : soldes de trésorerie et soldes à recevoir à vue auprès des banques centrales et autres établissements de crédit.

- Prêts et avances : comprend les soldes débiteurs de tous les crédits et prêts accordés par la Banque, autres que ceux représentés par des titres, ainsi que les créances de location-financement et les autres soldes débiteurs de nature financière en faveur de la Banque, tels que les chèques tirés sur des établissements de crédit, les soldes à recevoir des chambres de compensation et des organismes de règlement pour les opérations en bourse et sur les marchés organisés, les obligations données en espèces, les appels de fonds, les frais et commissions à recevoir pour les garanties financières et les soldes débiteurs résultant d'opérations n'ayant pas pour origine des opérations et services bancaires, tels que l'encaissement de loyers et d'autres éléments similaires, le cas échéant.

Ils sont classés, en fonction du secteur institutionnel auquel appartient l'emprunteur, dans les catégories suivantes :

- Banques centrales : crédit de toute nature, y compris les dépôts et les opérations du marché monétaire au nom de la Banque d'Espagne ou d'autres banques centrales.

- Prêts et avances aux établissements de crédit : crédits de toute nature, y compris les crédits reçus et les opérations du marché monétaire au nom des établissements de crédit.

- Clients : comprend le crédit restant, y compris les opérations sur le marché monétaire par l'intermédiaire de contreparties centrales, le cas échéant.

- Instruments de dette : obligations et autres titres qui créent une dette pour leur émetteur, qui génèrent un rendement d'intérêt implicite ou explicite à un taux convenu contractuellement et qui se présentent sous la forme de certificats ou d'inscriptions en compte, quel que soit l'émetteur.

- Instruments de capitaux propres : instruments financiers émis par d'autres entités, tels que les actions et les parts de capital sans droit de vote, le cas échéant, qui ont la nature d'instruments de capitaux propres pour l'émetteur, à moins qu'il ne s'agisse d'investissements dans des filiales, des entités contrôlées conjointement ou des entreprises associées. Les parts de fonds d'investissement sont incluses dans ce poste, le cas échéant.

- Produits dérivés : comprend la juste valeur en faveur de la Banque des produits dérivés qui ne font pas partie de la comptabilité de couverture.

iv. Classification des passifs financiers à des fins d'évaluation

En ce qui concerne les passifs financiers, ils sont classés, à des fins d'évaluation, dans l'une des catégories suivantes :

- Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat : ils comprennent les passifs financiers désignés comme tels dès leur comptabilisation initiale, dont la juste valeur peut être estimée de manière fiable et qui remplissent les mêmes conditions que les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat décrits ci-dessus.

- Passifs financiers détenus à des fins de transaction : ils comprennent obligatoirement tous les passifs financiers qui répondent à l'une des caractéristiques suivantes : ils ont été émis dans l'intention d'être rachetés dans un avenir proche, il s'agit de positions courtes, ils appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers identifiés et gérés conjointement, pour lesquels il existe des preuves d'actions récentes dans le but de réaliser un bénéfice à court terme ou il existe des instruments dérivés qui ne répondent pas à la définition d'un contrat de garantie financière et qui n'ont pas été désignés comme des instruments de couverture comptable.

- Passifs financiers au coût amorti : cette catégorie d'instruments financiers comprend tous les passifs financiers à l'exception de ceux qui présentent les caractéristiques mentionnées dans le reste des portefeuilles.

v. Classification des passifs financiers à des fins de présentation

Les passifs financiers sont classés par nature dans les postes suivants du bilan à des fins de présentation, le cas échéant :

- Dépôts : ils comprennent tous les soldes remboursables reçus en espèces par la Banque, y compris ceux qui ont la substance d'un passif subordonné (montant du financement reçu qui, aux fins de la priorité de paiement, prend rang après la dette ordinaire), à l'exception des titres de créance. Ce poste comprend également les bons de caisse et les envois de fonds reçus dont le montant peut être investi sans restriction. Les dépôts sont classés en fonction du secteur institutionnel du créancier :

- Banques centrales : dépôts de toute nature, y compris les crédits reçus et les opérations du marché monétaire reçues de la Banque d'Espagne ou d'autres banques centrales.

- Etablissements de crédit : dépôts de toute nature, y compris les crédits reçus et les opérations du marché monétaire au nom des établissements de crédit.

- Clients : comprend les dépôts restants, y compris les opérations sur le marché monétaire par l'intermédiaire de contreparties centrales.

- Produits dérivés : comprend la juste valeur du passif de la Banque au titre des dérivés qui ne relèvent pas de la comptabilité de couverture.

- Autres passifs financiers : comprend le montant des obligations de paiement ayant la substance de passifs financiers non inclus dans un autre poste.

b) Evaluation des actifs et passifs financiers et comptabilisation des variations de la juste valeur

En général, les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur qui, en l'absence de preuve du contraire, est réputée être leur coût d'acquisition. Les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont ajustés en fonction des coûts de transaction et des frais et commissions qui, en vertu des règles applicables, devraient faire partie du calcul du taux d'intérêt effectif sur les transactions. Les investissements dans les sociétés du Groupe sont initialement évalués au coût d'acquisition. Les actifs et passifs financiers sont évalués ultérieurement à la fin de chaque exercice comme suit :

i. Evaluation des actifs financiers

Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur, sans déduction des coûts de transaction susceptibles d'être encourus lors de leur vente ou autre forme de cession, à l'exception des actifs financiers au coût amorti, des investissements détenus jusqu'à leur échéance, des investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées et des instruments de capitaux propres dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière suffisamment objective et des produits dérivés financiers, le cas échéant, qui ont ces instruments de capitaux propres comme sous-jacents et qui sont réglés par la livraison de ces instruments.

La « juste valeur » d'un instrument financier à une date donnée est le montant pour lequel il pourrait être acheté ou vendu à cette date par deux parties bien informées. La référence la plus objective et la plus courante pour la juste valeur d'un instrument financier est le prix qui serait payé pour cet instrument sur un marché actif organisé, transparent et profond (« prix coté » ou « cours boursier »).

S'il n'existe pas de cours boursier pour un instrument financier donné, sa juste valeur est estimée sur la base du prix établi lors de transactions récentes portant sur des instruments similaires et, à défaut, de techniques d'évaluation communément utilisées par la communauté financière, en tenant compte des caractéristiques spécifiques de l'instrument à évaluer et, en particulier, des différents types de risques qui lui sont associés.

Actifs financiers au coût amorti

Les « actifs financiers au coût amorti » sont évalués après leur acquisition au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti s'entend comme le coût d'acquisition d'un actif ou d'un passif financier, majoré ou minoré, selon le cas, des remboursements du principal et des intérêts et de l'amortissement cumulé de la différence entre le coût initial et le montant à l'échéance. Dans le cas des actifs financiers, le coût amorti comprend en outre toute réduction pour dépréciation jugée probable. Dans le cas des prêts et créances couverts en juste valeur, les variations de la juste valeur de ces actifs liées au(x) risque(s) couvert(s) sont comptabilisées. Les intérêts perçus sur ces actifs sont comptabilisés dans le compte de résultat sous le poste « Produits d'intérêts ». Les pertes de valeur éventuelles sont comptabilisées sous le poste « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat » du compte de résultat, selon les critères indiqués dans la Note 2-e. Les actifs libellés en devises étrangères sont évalués selon les critères indiqués à la Note 2-k.

Le « taux d'intérêt effectif » est le taux d'actualisation qui fait correspondre exactement le montant initial d'un instrument financier à la valeur actuelle de ses flux de trésorerie estimés pendant sa durée de vie, sur la base des conditions contractuelles, mais sans tenir compte des pertes de crédit futures. Pour les instruments financiers à taux fixe, le taux d'intérêt effectif coïncide avec le taux d'intérêt contractuel établi à la date d'acquisition ajusté, le cas échéant, des commissions et des coûts de transaction qui, en raison de leur nature, devraient être inclus dans le calcul du taux d'intérêt. Dans le cas des instruments financiers à taux variable, le taux d'intérêt effectif coïncide avec le taux de rendement en vigueur dans toutes les connexions jusqu'à la prochaine date de réinitialisation des intérêts de référence.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du cumul des autres éléments du résultat global

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur à partir de leur date de transaction. Les variations de la juste valeur de tous ces actifs sont comptabilisées dans les capitaux propres (« Autres éléments du résultat global »). Lorsqu'il s'agit d'investissements dans des instruments de dette, les variations de valeur cumulées restent dans les capitaux propres jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, date à laquelle elles sont reclassées dans le compte de résultat ; toutefois, lorsqu'il s'agit d'instruments de capitaux propres, les variations cumulées sont reclassées directement dans les réserves lorsque l'actif est décomptabilisé.

Actifs financiers non négociés obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les « actifs financiers non négociés obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat » sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur à partir de leur date de transaction. Les variations de la juste valeur de tous ces actifs sont comptabilisées sous le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers non détenus à des fins de transaction obligatoirement évalués par le biais du compte de résultat, nets » dans le compte de résultat, à l'exception de tout intérêt couru par application du procédé du taux d'intérêt effectif, qui est comptabilisé sous le poste « Revenus d'intérêts » dans le compte de résultat.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, il comprend respectivement 11 235 et 11 275 milliers d'euros correspondant principalement à la détention d'OPCVM de fonds gérés par Allfunds Solutions et à l'achat d'un fonds d'investissement monétaire à la succursale de Londres à des fins réglementaires.

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Tous les produits dérivés classés comme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur à partir de la date de transaction. Si la juste valeur est positive, ils sont comptabilisés comme un actif et si la juste valeur est négative, ils sont comptabilisés comme un passif. La juste valeur à la date de la transaction est réputée, en l'absence de preuve du contraire, être le prix de la transaction. Les variations de la juste valeur des dérivés à partir de la date de transaction sont comptabilisées dans les « Gains ou pertes sur actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, nets » dans le compte de résultat. Plus précisément, la juste valeur de tout produit dérivé financier négocié sur des marchés organisés inclus dans les portefeuilles d'actifs ou de passifs financiers détenus à des fins de transaction est réputée être leur prix coté quotidien et si, pour des raisons exceptionnelles, le prix coté ne peut être déterminé à une date donnée, ces dérivés financiers sont évalués en utilisant des procédés similaires à ceux utilisés pour évaluer les dérivés de gré à gré.

La juste valeur des dérivés de gré à gré correspond à la somme des flux de trésorerie futurs découlant de l'instrument, actualisés à la date d'évaluation (« valeur actuelle » ou « clôture théorique ») à l'aide de techniques d'évaluation acceptées sur les marchés financiers : la « valeur actuelle nette » (VAN), les modèles d'évaluation des options, etc.

Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées

Les investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées sont évalués à leur coût, déduction faite, le cas échéant, des pertes de valeur cumulées. Les pertes de valeur sont calculées comme la différence entre la valeur comptable des investissements et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs de l'investissement. A moins qu'il n'y ait de meilleures preuves de la valeur recouvrable, celle-ci est basée sur la valeur des capitaux propres de l'entreprise détenue, ajustée du montant des plus-values latentes existant à la date de l'évaluation (y compris tout goodwill).

Au moins à chaque date de déclaration, la Banque teste les actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour détecter toute dépréciation. Lorsque cela se produit, la perte de valeur est comptabilisée ou, le cas échéant, reprise dans le compte de résultat. La limite de toute reprise de perte de valeur est la valeur comptable de l'actif financier qui serait comptabilisée à la date de la reprise si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

ii. Evaluation des passifs financiers

En général, les passifs financiers sont évalués au coût amorti, tel que défini ci-dessus, à l'exception de ceux inclus dans les « Passifs financiers détenus à des fins de transaction », qui sont évalués à la juste valeur, selon les mêmes procédés d'évaluation et de comptabilisation que ceux décrits dans la section précédente pour les dérivés présentant un solde favorable pour la Banque.

iii. *Techniques d'évaluation*

La juste valeur reconnue par la Banque pour les instruments financiers inclus dans les postes « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « Passifs financiers détenus à des fins de transaction » du bilan au 31 décembre 2023 est basée sur des « modèles de valorisation internes » utilisant des données tirées du marché. La principale technique utilisée dans les « modèles de valorisation interne » est la méthode de la « valeur actuelle ».

En outre, la juste valeur reconnue par la Banque pour les instruments financiers inclus dans le poste « Actifs financiers non négociables obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat » en ce qui concerne les instruments de capitaux propres non cotés sur des marchés organisés et pour lesquels il n'existe pas d'autres références valables pour l'estimation de la juste valeur, la Banque comptabilise ces instruments au coût dans le bilan car il n'est pas possible d'estimer leur juste valeur de manière fiable et, pour les autres instruments financiers inclus, elle utilise la technique de la VAN (valeur de l'actif net). Dans ces cas, la Banque a estimé la dépréciation potentielle de ces instruments sur la base des capitaux propres de l'entreprise détenue, corrigés du montant des plus-values latentes existant à la date de l'évaluation.

Les administrateurs de la Banque considèrent que le résultat de l'application de ces techniques d'évaluation aux actifs et passifs financiers comptabilisés dans le bilan et aux revenus découlant de ces instruments financiers est raisonnable et reflète leur valeur de marché.

c) Décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs financiers ne sont généralement décomptabilisés que lorsque les flux de trésorerie qu'ils génèrent sont éteints ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents ont été transférés à des tiers. De même, les passifs financiers ne sont décomptabilisés que lorsque les obligations qu'ils génèrent sont éteintes ou lorsqu'ils sont acquis par la Banque (avec l'intention soit de les annuler, soit de les revendre).

En 2024 et 2023, la Banque n'a transféré aucun instrument financier qui n'a pas été décomptabilisé.

d) Compensation des instruments financiers

Les soldes des actifs et des passifs financiers sont compensés, c'est-à-dire inscrits au bilan pour leur montant net, uniquement si la Banque dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de les régler sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. La Banque ne détient pas d'actifs ou de passifs financiers dans les bilans ci-joints aux 31 décembre 2024 et 2023 qui ont été compensés ou qui sont susceptibles d'être compensés.

e) Dépréciation d'actifs financiers

Un actif financier est considéré comme déprécié (et, en conséquence, sa valeur comptable est ajustée pour refléter l'effet de sa dépréciation) lorsqu'il y a des indications objectives que des événements se sont produits qui donnent lieu à :

- Dans le cas des instruments de dette (prêts et titres de créance), un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés lors de la comptabilisation initiale.
- Dans le cas des instruments de capitaux propres, lorsque leur valeur comptable ne peut être entièrement recouvrée.

Le montant de la dépréciation est calculé en fonction de l'augmentation significative ou non du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et de l'existence ou non d'un défaut de paiement. En conséquence, la couverture de la dépréciation doit être égale à ce qui suit :

- Les pertes de crédit attendues sur douze mois lorsque le risque de défaillance n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale.
- Les pertes de crédit attendues sur la durée de vie si le risque de défaillance a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale.
- Les pertes de crédit attendues en cas de défaillance.

Les instruments financiers sont regroupés en trois (3) catégories en fonction de la méthode de dépréciation appliquée, selon la structure suivante :

- Etape 1 - Risque normal : transactions dont le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale. Les dépréciations sont égales aux pertes de crédit attendues sur douze mois. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable brute de la transaction.

- Etape 2 - Risque normal sous surveillance spéciale : transactions dont le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, mais sans défaillance. La dépréciation doit être égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la transaction. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable brute de la transaction.

- Etape 3 - Non performants : transactions dont le crédit est compromis, c'est-à-dire qu'il y a eu défaut de paiement. Il est égal aux pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti (c'est-à-dire ajusté pour tenir compte d'une dépréciation) de l'instrument financier.

L'évaluation de l'augmentation significative ou non du risque de crédit doit se fonder sur des informations raisonnables et justifiables, disponibles gratuitement ou sans effort disproportionné, qui indiquent les augmentations du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et doivent refléter des informations historiques, réelles et prospectives.

Les définitions établies pour mesurer le risque de crédit significatif sont conformes aux critères suivants :

- Baisse de la cote de crédit accordée par les agences de notation de crédit
- Baisse de la notation du pays où opère la contrepartie
- Augmentation des swaps de défaut de crédit (CDS)
- Information publique des résultats et des pertes
- Menace de risque systémique
- Fusion, prise de contrôle ou réduction de capital
- Changements dans l'actionnariat
- Augmentation significative des limites de consommation et de l'expérience de paiement des clients.

Quoi qu'il en soit, l'étape 2 est envisagée pour les instruments dont la défaillance est supérieure à 30 jours.

Procédé de calcul des pertes attendues

Le processus d'évaluation des pertes de valeur potentielles sur ces actifs, résultant de la matérialisation du risque d'insolvabilité des débiteurs (risque de crédit), est mené à la fois collectivement et individuellement. L'évaluation collective est basée sur des informations spécifiques au secteur et sur l'expérience accumulée. Dans ce contexte, la Banque utilise, pour l'analyse collective, le modèle d'estimation des pertes pour dépréciation du risque de crédit établi dans la Circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, sur la base de l'expérience et des informations dont dispose la Banque d'Espagne sur le secteur.

Pour l'estimation de la couverture à l'aide du procédé individualisé, la couverture est déterminée comme la différence entre la valeur comptable brute de la transaction et la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés que l'on s'attend à percevoir. En raison de la nature de ces créances, qui consistent en des commissions de service, les flux de trésorerie ne sont pas actualisés car elles ne sont pas assorties d'un taux d'intérêt contractuel et sont exigibles à court terme.

Le montant des pertes de valeur, estimé selon les critères énoncés ci-dessus, est inscrit dans les postes « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ou des gains nets par modification ».

En règle générale, la réduction de la valeur comptable des instruments financiers pour cause de dépréciation est inscrite dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la dépréciation est apparue. Le cas échéant, les récupérations de pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont reflétées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la perte de valeur est éliminée ou réduite.

Chaque fois que l'on estime que la probabilité de recouvrement d'un montant inscrit est faible, celui-ci est retiré du solde, sans préjudice pour la Banque et ses filiales de tenter de le recouvrer jusqu'à l'extinction définitive de leurs droits, que ce soit en raison de la prescription légale, d'une radiation ou d'une autre raison.

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles de la Banque sont intégralement constituées d'immeubles, d'installations et d'équipements à usage propre et sont présentées à leur coût d'acquisition, moins :

- L'amortissement cumulé correspondant, et
- Toute perte de valeur estimée, calculée en comparant la valeur comptable de chaque actif à sa valeur recouvrable, qui est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

L'amortissement est calculé, selon le procédé linéaire, sur la base du coût d'acquisition des actifs diminué de leur valeur résiduelle. Le terrain sur lequel reposent les bâtiments et autres structures a une durée de vie indéterminée, le cas échéant, et n'est donc pas amorti.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles de la période est comptabilisée dans le compte de résultat et est calculée en utilisant les taux d'amortissement suivants (basés sur les années moyennes de la durée de vie utile estimée des différents actifs) :

	Taux annuel
Mobilier et agencements	10
Matériel informatique	25
Actifs liés au droit d'utilisation	10 - 25

La Banque évalue à la date de clôture s'il existe une indication interne ou externe qu'un actif peut être déprécié (c'est-à-dire que sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable). Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable par imputation au compte de résultat et les charges d'amortissement futures sont ajustées proportionnellement à la valeur comptable révisée et à la nouvelle durée d'utilité résiduelle (si la durée d'utilité doit être réestimée).

De même, s'il existe une indication de reprise de la valeur d'une immobilisation corporelle pour laquelle une perte de valeur a été comptabilisée, la Banque comptabilise la reprise de la perte de valeur comptabilisée au cours des périodes précédentes par un crédit au compte de résultat et ajuste les charges d'amortissement futures en conséquence. La reprise d'une perte de valeur d'un actif ne peut en aucun cas porter sa valeur comptable à un niveau supérieur à celui qu'elle aurait atteint si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des exercices précédents.

Les durées de vie estimées des immobilisations corporelles destinées à un usage propre sont revues au moins à la fin de la période de référence afin de détecter les changements significatifs. Si des changements sont détectés, la durée de vie utile des actifs est ajustée en corrigeant la charge d'amortissement à comptabiliser dans le compte de résultat au cours des années suivantes sur la base de la nouvelle durée de vie utile.

Les frais d'entretien et de maintenance sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

g) Baux

La Banque évalue, au début du contrat, si celui-ci constitue ou contient un contrat de location, c'est-à-dire si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période donnée en échange d'une contrepartie. Conformément à l'IFRS 16, la Banque applique une approche unique de comptabilisation et d'évaluation pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location à court terme et des contrats de location d'actifs de faible valeur. La Banque applique l'exemption de comptabilisation des contrats de location à court terme à ses contrats de location à court terme (c'est-à-dire les contrats de location dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois à compter de la date de commencement et qui ne comportent pas d'option d'achat). Elle applique également l'exemption de comptabilisation pour les contrats de location d'actifs de faible valeur considérés comme peu coûteux. Les paiements pour les contrats de location à court terme et les contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant la durée du contrat de location.

Dans tous les autres cas, la Banque comptabilise un actif lié au droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif loué sous la rubrique « Immobilisations corporelles » du bilan (voir Note 8), et un passif au titre de la location représentant son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location sous la rubrique « Passifs financiers au coût amorti - Autres passifs financiers » du bilan (voir Note 13.3). Aux fins du compte de résultat, l'amortissement de l'actif lié au droit d'utilisation doit être comptabilisé sous le poste

« Amortissements » (voir Note 8), et le coût financier associé au passif du contrat de location sous « Charges d'intérêts » (voir Note 19).

La Banque comptabilise les actifs liés au droit d'utilisation à la date d'entrée en vigueur du contrat de location, c'est-à-dire lorsque l'actif sous-jacent est mis à disposition. Les actifs liés au droit d'utilisation sont évalués à leur coût, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte de la réévaluation des passifs de location. Le coût des actifs liés au droit d'utilisation comprend le montant initial des passifs locatifs comptabilisés, ajusté en fonction des coûts directs initiaux encourus et des paiements effectués au plus tard à la date d'entrée en vigueur, déduction faite des incitations à la location reçues. Les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée la plus courte entre la durée du bail et la durée de vie utile estimée des actifs. Pour les exercices clos le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, ils sont les suivants :

	Années
Véhicules	4 ans
Matériel informatique	5 ans
Bâtiments	2-10 ans

Un paiement effectué lors de la conclusion ou de l'acquisition d'un contrat de location comptabilisé comme un contrat de location simple représente des paiements anticipés au titre de la location qui sont amortis sur la durée du contrat de location conformément au schéma des avantages fournis.

A la clôture des exercices 2024 et 2023, la Banque a contracté avec les bailleurs les loyers minimaux suivants (y compris, le cas échéant, les options d'achat), conformément aux contrats en vigueur, sans tenir compte de la répercussion des charges communes : augmentations futures de l'IPC, ni mises à jour futures des loyers convenus contractuellement :

Crédit-bail Frais minimums	Milliers d'euros	
	2024	2023
	Valeur actuelle	Valeur actuelle
Moins d'un an	5 936	6 632
Entre 1 et 5 ans	10 947	14 966
Plus de 5 ans	611	1 005
	17 494	22 603

h) Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels sont des actifs non monétaires identifiables sans substance physique qui résultent d'une transaction juridique ou qui sont développés en interne par la Banque, le cas échéant. Seuls les actifs dont le coût peut être estimé de manière raisonnablement objective et pour lesquels la Banque considère qu'il est probable que des avantages économiques futurs seront générés sont comptabilisés.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition ou de production et sont ensuite évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie limitée sont amorties sur cette durée de vie en utilisant des procédés similaires à ceux utilisés pour amortir les immobilisations corporelles.

Lorsque la durée de vie des immobilisations incorporelles ne peut être estimée de manière fiable, elles sont amorties sur une période de dix ans. Sauf preuve du contraire, il sera présumé que la durée de vie utile du goodwill est de dix ans.

Enfin, la Banque comptabilise toute perte de valeur sur la valeur comptable de ces actifs par une imputation au poste « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers » du compte de résultat. Les critères utilisés pour comptabiliser les pertes de valeur de ces actifs et, le cas échéant, la reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des années précédentes sont similaires à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles (voir Note 2-f).

Cette catégorie comprend principalement le goodwill, les applications informatiques et les autres immobilisations incorporelles résultant de l'acquisition des activités de Banca Corrispondente (BNP), d'Allfunds Sweden AB et de l'Activité LPA de la Banque Iccrea (voir Note 9).

Les charges annuelles d'amortissement des immobilisations incorporelles sont comptabilisées dans le compte de résultat et correspondent principalement aux taux d'amortissement suivants, qui sont déterminés sur la base de la durée de vie utile moyenne estimée, en années, des éléments respectifs :

	% annuel
Goodwill	10
Développement de la plate-forme	20
Autres immobilisations incorporelles	5-10

Goodwill

L'écart positif entre le coût d'acquisition de l'entreprise et les actifs nets acquis à la date d'acquisition est réparti comme suit :

- Il est attribuable à des actifs et passifs spécifiques des entreprises acquises, en augmentant la valeur des actifs (ou en réduisant la valeur des passifs) dont les justes valeurs étaient supérieures (inférieures) aux valeurs comptables auxquelles il avait été comptabilisé dans les bilans des entités acquises.

- S'il est attribuable à des actifs incorporels spécifiques, en le comptabilisant explicitement dans le bilan, à condition que la juste valeur de ces actifs dans les douze mois suivant la date d'acquisition puisse être mesurée de manière fiable.

- Le montant restant est comptabilisé en tant que goodwill, qui est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (ci-après, « UGT ») (une unité génératrice de trésorerie est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui, du fait d'une activité poursuivie, génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs).

Le goodwill (qui n'est comptabilisé que lorsqu'il est acquis à titre onéreux) représente donc les paiements anticipés effectués par l'acquéreur pour des avantages économiques futurs provenant d'actifs de l'entreprise acquise qui ne sont pas individuellement et séparément identifiables et comptabilisables.

Au moins une fois par an et chaque fois qu'il y a un indice de dépréciation, on estime s'il y a eu une dépréciation réduisant sa valeur recouvrable en dessous de sa valeur comptable et, si c'est le cas, il est déprécié avec une charge de « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers » dans le compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour le goodwill n'est jamais reprise au cours d'un exercice ultérieur.

Conformément à la réglementation applicable, la durée de vie utile du goodwill est estimée à 10 ans et son amortissement est comptabilisé annuellement.

Le goodwill est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (UGT) qui devraient bénéficier des synergies résultant des regroupements d'entreprises. Les UGT représentent les plus petits groupes d'actifs identifiables qui génèrent des flux de trésorerie pour la Banque, lesquels sont largement indépendants des flux de trésorerie générés par d'autres actifs ou groupes d'actifs au sein de la Banque. Chaque UGT ou groupe d'UGT auquel le goodwill est attribué :

- Représente le niveau le plus bas de l'entité auquel le goodwill est contrôlé à des fins de gestion interne.
- N'est pas plus important(e) qu'un secteur d'activité.

Les UGT auxquelles le goodwill a été attribué sont soumises à un test de dépréciation (la part du goodwill attribuée est incluse dans leur valeur comptable). Ce test est effectué au moins une fois par an ou chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Une UGT à laquelle un goodwill a été attribué est soumise à un test de dépréciation en comparant la valeur comptable de cette unité - ajustée du montant du goodwill attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, si la Banque a choisi de ne pas évaluer les participations ne donnant pas le contrôle à la juste valeur - à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'usage est calculée comme la valeur actualisée des projections de flux de trésorerie estimées par la direction pour l'unité et est basée sur les budgets les plus récents disponibles pour les années à venir. Les principales hypothèses utilisées pour calculer la valeur d'usage sont : un taux de croissance durable pour extrapoler les flux de trésorerie et/ou les dividendes à perpétuité, et un taux d'intérêt pour actualiser les flux de trésorerie et/ou les dividendes, qui est égal au coût du capital alloué à chaque unité génératrice de trésorerie et correspond à la somme du taux sans risque et d'une prime reflétant le risque inhérent à l'activité évaluée.

Si la valeur comptable d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable, la Banque comptabilise une perte de valeur qui est affectée, dans un premier temps, à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis, s'il reste des pertes à affecter, à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité, au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT. Lorsque la Banque a choisi d'évaluer les participations ne donnant pas le contrôle à leur juste valeur, la dépréciation du goodwill attribuable à ces participations ne donnant pas le contrôle est comptabilisée. Une perte de valeur comptabilisée pour le goodwill n'est jamais reprise au cours d'un exercice ultérieur.

j) Autres actifs et autres passifs

Le poste « Autres actifs » du bilan comprend le montant des actifs non comptabilisés dans les autres postes, qui concerne essentiellement les produits à recevoir de l'activité de la Banque.

Le poste « Autres passifs » comprend les obligations de paiement ayant la substance de passifs financiers non inclus dans d'autres postes du bilan et principalement les comptes de régularisation résultant des transferts de frais et commissions associés à l'activité principale de la Banque.

j) Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont des obligations actuelles à la date de clôture du bilan, résultant d'événements passés qui pourraient donner lieu à une perte pour la Banque, considérée comme probable et certaine quant à sa nature, mais incertaine quant à son montant et/ou son échéance, et la Banque s'attend à ce qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre ces obligations.

Les passifs éventuels sont des obligations possibles qui résultent d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou plusieurs événements futurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque. Ils comprennent les obligations actuelles de la Banque lorsqu'il est considéré comme possible mais non probable qu'une sortie de ressources de trésorerie représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour les régler ou lorsque leur montant ne peut être quantifié d'une manière suffisamment fiable.

Les états financiers incluent, le cas échéant, toutes les provisions significatives pour lesquelles il est considéré qu'il est plus probable qu'improbable que l'obligation devra être réglée (voir Note 10). Conformément aux normes en vigueur, les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers, mais font l'objet d'une information dans les notes.

k) Transactions en devises étrangères

La devise fonctionnelle de la Banque est l'euro. Par conséquent, tous les soldes et toutes les transactions libellés dans des monnaies autres que l'euro sont réputés être libellés en « devises étrangères ». Le détail, par devise et par poste, de la contre-valeur en euros des principaux soldes d'actif et de passif du bilan libellés en devises étrangères aux 31 décembre 2024 et 2023, compte tenu de la nature des écritures et des devises

étrangères les plus significatives à représenter, est le suivant :

Nature des soldes en devises étrangères	Valeur équivalente en milliers d'euros			
	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Solde en dollars américains				
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières	144 40	—	400 012	—
Actifs financiers non négociés obligatoires à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 502	—	2 270	—
Actifs financiers au coût amorti	425 77	—	72 68	—
Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées	481	—		
Immobilisations corporelles	213	—	219	—
Immobilisations incorporelles	2	—		
Actifs fiscaux	(1)	—	—	—
Autres actifs	17 25	—	98 97	—
Passifs financiers au coût amorti	—	(46 437)	—	396 619
Autres passifs		(2 874)		88 286
	589 626	(463 311)	574 153	484 905
Soldes en livres sterling				
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières	—	—	70 68	—
Actifs financiers non négociés obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de	8 123	—	7 99	—
Actifs financiers au coût amorti	112 335	—	1 76	—
Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées	1	—	1	—
Immobilisations corporelles	1 184	—	2 20	—
Actifs fiscaux	1 938	—	1 20	—
Autres actifs	5 073	—	6 01	—
Passifs financiers au coût amorti	—	(95 215)	—	79 657
Passifs d'impôts	—	—	—	929
Autres passifs		(7 770)		7 390
	128 654	(102 985)	89 866	87 976
Soldes en francs suisses				
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières	32 909	—	54 618	—
Actifs financiers au coût amorti	26 013	—	4 687	—
Immobilisations corporelles	2 116	—	2 506	—
Immobilisations incorporelles	—	—	238 641	—
Actifs fiscaux	9 265	—	45 074	—
Autres actifs	2 795	—	22 196	—
Passifs financiers au coût amorti	—	(24 703)	—	20 381
Passifs d'impôt	—	—	—	24 822
Autres passifs		(3 900)		21 544
	73 09	(28 603)	367 722	66 747
Soldes en couronnes suédoises :				
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières	—	—	11 153	—
Actifs financiers au coût amorti	14 878	—	33	—
Immobilisations corporelles	5	—		
Immobilisations incorporelles	9 204	—	11 370	—
Actifs fiscaux	1 338	—	515	—
Autres actifs	2 482	—	32 954	—
Passifs financiers au coût amorti	—	(6 792)	—	7 790
Passifs d'impôt	—	(368)	—	601
Autres passifs	—	(708)	—	33 643
	27 90	(7 868)	56 02	42 034
Soldes en autres devises :				
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières	71	—	51 969	—
Actifs dérivés	20	—	15	—
Actifs financiers au coût amorti	108 831	—	33 791	—
Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées	13 083	—	8 009	—
Immobilisations corporelles	1 742	—	1 369	—

Immobilisations incorporelles	—	—	—	—
Actifs fiscaux	2 080	—	2 476	—
Autres actifs	1 861	—	17 826	—
Passifs de dérivés	—	(9)	—	8
Passifs financiers au coût amorti	—	(83 230)	—	47 207
Passifs d'impôts	—	(13)	—	53
Autres passifs	—	(3 207)	—	19 791
	127 688	(86 459)	115 455	67 060
Total des soldes de devises	946 163	(689 226)	1 203 222	748 721

En général, les écarts de change résultant de la conversion des soldes en devises étrangères dans la monnaie fonctionnelle sont comptabilisés, étant donné que la quasi-totalité d'entre eux proviennent d'éléments monétaires, pour leur montant net au poste « Ecart de change (nets) » du compte de résultat, à l'exception des écarts de change résultant d'instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat (dans le cas de la Banque, les dérivés classés comme actifs financiers détenus à des fins de transaction), qui sont comptabilisés dans le compte de résultat sans être distingués des autres variations de la juste valeur de ces instruments.

l) Comptabilisation des produits et des charges

Les critères les plus importants utilisés par la Banque pour comptabiliser ses produits et ses charges sont résumés ci-après :

1.1 revenus d'intérêts, charges d'intérêts et éléments similaires.

Les revenus d'intérêts, charges d'intérêts et éléments similaires sont généralement comptabilisés sur la base de la comptabilité d'exercice en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes reçus d'autres sociétés sont comptabilisés en tant que revenus lorsque le droit de les recevoir naît, le cas échéant.

ii. Commissions, honoraires et autres éléments similaires

Les produits et charges de commissions sont comptabilisés dans le compte de résultat selon des critères qui varient en fonction de leur nature. Les principaux critères sont les suivants :

- Les produits et charges de commissions relatifs aux actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés lorsqu'ils sont perçus.
- Ceux qui résultent de transactions ou de services exécutés sur une certaine période sont comptabilisés sur la durée de vie de ces transactions ou services.
- Les commissions pour la commercialisation de parts d'Organismes de placement collectif (OPC), calculées en pourcentage du volume quotidien détenu dans ces parts pour le compte des clients du groupe, sont comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

Comme indiqué à la Section 2.e, et conformément aux normes comptables applicables (Circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, règlements de l'ICAC et IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients), lorsqu'un tiers participe à la fourniture de biens ou de services à un client, l'entité doit déterminer si sa promesse constitue une obligation de prestation consistant à fournir elle-même les biens ou services spécifiés (c'est-à-dire que l'entité agit en tant que mandant) ou à faire en sorte que les biens ou services soient fournis par le tiers (c'est-à-dire que l'entité agit en tant que mandataire). L'entité évaluera si elle agit en tant que mandant ou mandataire pour chaque bien ou service spécifié promis au client. Dans ce contexte, le Groupe a conclu qu'il n'agit pas en tant que mandant dans la distribution de fonds d'investissement et, par conséquent, il comptabilise un revenu ordinaire pour cette obligation. Lorsqu'un tiers est impliqué dans la livraison de biens ou la fourniture de services à un client, une entreprise agissant en tant que mandant contrôle le bien ou le service spécifié avant qu'il ne soit transféré au client. Le contrôle fait référence à la capacité de diriger l'utilisation du bien ou du service et d'en tirer les bénéfices restants. Parmi d'autres facteurs, les indicateurs suivants sont pris en compte :

- Une entité agit en tant que mandant si elle est principalement responsable de l'exécution de la promesse de fournir le bien ou le service spécifié, ce qui inclut la responsabilité de son acceptation et de sa conformité aux spécifications du client.
- Risque d'inventaire : L'entité agit en tant que mandant si elle assume le risque d'inventaire associé au bien ou au service, que ce soit avant ou après le transfert. Cela peut impliquer une exposition aux retours des clients.
- Autorité de tarification : L'entité agit en tant que mandant si elle a le pouvoir de fixer le prix du bien ou du service spécifié, ce qui indique qu'elle a le contrôle de son utilisation et des avantages économiques qui y sont associés.

Le Groupe a déterminé qu'il n'avait pas le contrôle du service fourni par le Distributeur aux Gestionnaires de fonds avant son transfert. Il n'a pas le pouvoir discrétionnaire d'accepter ou de refuser des achats ou des ventes de fonds d'investissement. En outre, il ne peut pas influencer quel distributeur commercialise quel fonds, ni orienter son activité vers un Gestionnaire de fonds ou des fonds spécifiques. Le Groupe n'assume pas les risques d'insolvabilité des Gestionnaires de fonds ou des Distributeurs (il n'est pas non plus responsable des retards de paiement des

commissions). Toute avance faite par le Groupe au Distributeur sans recevoir de remboursement de la part de la CII serait récupérable. De plus, le Groupe n'est pas le premier responsable de l'exécution de la promesse de fournir le bien, puisqu'il ne dispose pas de son propre réseau. Le groupe n'obtient pas ou ne s'engage pas à obtenir le bien ou le service avant que le distributeur ne commercialise le fonds d'investissement, ce qui signifie que le Groupe n'en tire aucun avantage préalable. Par conséquent, Allfunds n'est pas exposée au risque lié aux stocks, car le Distributeur n'est rémunéré que pour les transactions effectivement exécutées. Compte tenu de ces facteurs, ainsi que des restrictions imposées par les Gestionnaires de fonds et les Distributeurs en ce qui concerne la fixation du niveau des commissions de distribution (politiques de tarification des gestionnaires de fonds, accords préexistants et accords bilatéraux), le Groupe a conclu qu'il n'agissait pas en tant que mandant.

- Ceux qui découlent d'une prestation de service effectuée en un seul acte, au moment où cet acte est effectué.

iii. Produits et charges non financiers

Ils sont comptabilisés à des fins comptables sur la base de la comptabilité d'exercice.

iv. Recouvrements et paiements différés

Ils sont comptabilisés au montant résultant de l'actualisation des flux de trésorerie attendus aux taux du marché, lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

m) Avantages postérieurs à l'emploi et autres engagements envers le personnel

En vertu des conventions collectives actuellement en vigueur et d'autres arrangements, la Banque s'est engagée à compléter les prestations du système public de sécurité sociale revenant à certains employés, et à leurs ayants droit, en cas de retraite, d'invalidité permanente ou de décès.

Rémunération postérieure à l'emploi - Régimes à cotisations définies

Les obligations de la Banque à l'égard de ses employés après l'emploi sont considérées comme des « régimes à cotisations définies » lorsque la Banque verse des cotisations prédéterminées à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou effective de verser d'autres cotisations si l'entité distincte n'est pas en mesure de payer les avantages sociaux liés aux services rendus au cours de l'exercice en cours et des exercices précédents.

Les cotisations versées chaque année par la Banque au titre de ses obligations de cotisations définies sont comptabilisées sous la rubrique « Frais d'administration - Charges de personnel » du compte de résultat (voir Note 22.1).

Prestations postérieures à l'emploi : régimes à prestations définies

Au 31 décembre 2024, la Banque avait des obligations de pension envers certains employés des succursales en Italie et en Suisse qui, conformément à la législation applicable, remplissent les conditions pour être considérées comme des obligations à prestations définies.

La Banque comptabilise la valeur actuelle nette de ces obligations au titre des prestations définies postérieures à l'emploi sous la rubrique « Provisions - Pensions et autres obligations au titre des prestations définies postérieures à l'emploi » au passif du bilan.

Les prestations postérieures à l'emploi sont comptabilisées comme suit :

- Le coût des services est comptabilisé dans le compte de résultat et comprend les éléments suivants :

- Le coût des services rendus au cours de l'exercice, c'est-à-dire l'augmentation de la valeur actuelle des obligations résultant des services rendus par les employés au cours de l'exercice, est comptabilisé sous la rubrique « Frais d'administration - Frais de personnel ».
- Le coût des services passés, qui résulte des modifications apportées aux avantages postérieurs à l'emploi existants ou de l'introduction de nouveaux avantages et qui inclut le coût des réductions, est comptabilisé sous la rubrique « Provisions ou (-) Reprises de provisions ».
- Tout gain ou perte résultant de la liquidation du régime est comptabilisé dans la rubrique « Provisions ou (-) reprises de provisions ».
- Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies, c'est-à-dire la variation au cours de l'année du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies qui résulte du passage du temps, sont comptabilisés sous la rubrique « Charges d'intérêts » (« Produits d'intérêts » s'il s'agit d'un produit) dans le compte de résultat.
- La réévaluation du passif/de l'actif net au titre des prestations définies est comptabilisée dans les capitaux propres sous la rubrique « Autres éléments du résultat global » et se compose des éléments suivants :
 - Les gains et pertes actuariels générés au cours de l'exercice, résultant des effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est réellement produit et des effets des changements d'hypothèses actuarielles.
 - Le rendement des actifs du régime, à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets sur le passif/l'actif net au titre des prestations définies.
 - Tout changement dans l'effet du plafonnement de l'actif, à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets sur le passif/l'actif net au titre des prestations définies.

n) Indemnités de fin de contrat

En vertu de la législation en vigueur, la Banque est tenue de verser des indemnités de licenciement aux employés licenciés sans motif valable. Aux 31 décembre 2024 et 2023, il n'y a pas de plan social nécessitant la constitution d'une provision à ce titre.

o) Impôt sur le revenu

La Banque, en tant qu'entité représentative du Groupe fiscal en Espagne, a opté pour l'application du régime de consolidation fiscale (« Régime de consolidation fiscale ») prévu dans le cadre réglementaire de l'Impôt espagnol sur les sociétés.

Le Régime de consolidation fiscale exige que le groupe d'entités formant le groupe fiscal regroupe la base imposable de l'impôt sur les sociétés, à toutes fins utiles, comme un seul contribuable, de sorte que les entités incluses dans le groupe ne remplissent pas de déclarations fiscales individuelles. Toutefois, chacune de ces entités doit calculer l'impôt qui lui correspondrait dans l'hypothèse d'une déclaration individuelle et comptabiliser l'impôt sur les sociétés qui en résulte, soit comme une dette, soit comme une créance, en fonction de la nature de sa contribution.

La charge (le produit) de l'impôt sur les sociétés pour l'année est calculé comme l'impôt à payer sur le résultat imposable ajusté du montant des variations survenues au cours de l'année dans les actifs et les passifs dérivés des différences temporaires, des crédits pour les déductions et les abattements fiscaux, et de tout report de pertes fiscales existant.

Les actifs et passifs d'impôts différé comprennent, le cas échéant, les différences temporelles identifiées comme les montants que l'on s'attend à payer ou à recouvrer en raison des différences entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leurs bases fiscales correspondantes (« valeur fiscale ») qui devraient s'inverser à l'avenir. Ils comprennent également les reports de pertes fiscales en attente de compensation et les crédits pour les déductions fiscales inutilisées et les provisions qui peuvent exister. Ces montants sont comptabilisés en appliquant le taux d'imposition attendu pour les recouvrer ou les régler à la différence temporaire correspondante.

Le poste « Actifs fiscaux » du bilan comprend, le cas échéant, le montant des actifs fiscaux, en distinguant les « Actifs fiscaux courants » (montants à recouvrer au titre des impôts dans les douze mois à venir) et les « Actifs fiscaux différés » (montants des impôts à recouvrer dans les années à venir, y compris ceux provenant des pertes fiscales reportées ou des crédits d'impôt en attente ou des déductions fiscales qui peuvent exister).

Le poste « Passifs d'impôts » du bilan comprend, le cas échéant, le montant des passifs d'impôts, hors provisions pour impôts, qui se décomposent en « Passifs d'impôts courants » (montants à payer au titre de l'impôt sur les sociétés relatif au résultat fiscal de la période et autres impôts à payer dans les douze mois à venir) et « Passifs d'impôts différés » (montants de l'impôt sur les sociétés à payer au cours des périodes futures qui peuvent exister).

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables qui peuvent exister, à l'exception de celles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'autres actifs et passifs dans une transaction qui n'affecte ni le résultat fiscal ni le résultat comptable et qui n'est pas un regroupement d'entreprises.

Par ailleurs, les actifs d'impôts différés identifiés comme des différences temporaires ne sont comptabilisés que s'il est jugé probable que la Banque disposera à l'avenir de bénéfices imposables suffisants sur lesquels ils pourront être imputés, et qu'ils ne résultent pas de la comptabilisation initiale (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises) d'autres actifs et passifs dans le cadre d'une transaction qui n'affecte ni le résultat imposable ni le résultat comptable. Les autres actifs d'impôts différés (reports de pertes fiscales et déductions en attente de compensation, le cas échéant) ne sont comptabilisés que s'il est jugé probable que la Banque disposera de bénéfices imposables futurs suffisants pour les utiliser.

A chaque date de clôture, les impôts différés comptabilisés (actifs et passifs) sont examinés pour s'assurer qu'ils restent valables, et des corrections appropriées sont apportées s'il existe des doutes quant à leur recouvrabilité future. De même, à chaque date de déclaration, les actifs d'impôts différés non comptabilisés, le cas échéant, sont évalués et comptabilisés dans la mesure où leur recouvrement au moyen de bénéfices imposables futurs devient probable.

p) Investissements***Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées***

Les « Filiales » ou « Entités du Groupe » sont définies comme des entités sur lesquelles la Banque a la capacité d'exercer un contrôle ; le contrôle est, en général mais pas exclusivement, présumé exister lorsque la Banque détient directement ou indirectement la moitié ou plus des droits de vote de la société émettrice ou, même si ce pourcentage est inférieur ou nul, lorsque, comme dans le cas d'accords avec les actionnaires de la société émettrice, la Banque se voit octroyer le contrôle. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et d'exploitation d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les « coentreprises » sont réputées être des entreprises qui ne sont pas des filiales mais qui sont contrôlées conjointement par deux ou plusieurs entreprises non liées. En témoignent les accords contractuels par lesquels deux entités ou plus (les coentrepreneurs) acquièrent des participations dans des entités, entreprennent des opérations ou détiennent des actifs, de sorte que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles affectant la coentreprise requièrent le consentement unanime des coentrepreneurs.

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Banque est en mesure d'exercer une influence notable, mais non un contrôle ou un contrôle conjoint, généralement parce qu'elle détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise détenue.

Les investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées sont évalués au coût, déduction faite, le cas échéant, de toute perte de valeur cumulée qu'il pourrait être nécessaire de comptabiliser. Ces pertes sont calculées comme la différence entre la valeur comptable des investissements et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs de l'investissement. A moins qu'il n'y ait de meilleures preuves de la valeur recouvrable, celle-ci est basée sur la valeur des capitaux propres de l'entreprise détenue, ajustée du montant des plus-values latentes existant à la date de l'évaluation. Lorsqu'il n'y a pas d'indication de plus-values latentes, la valeur recouvrable est estimée en tenant compte de l'activité de la société détenue, en utilisant généralement le procédé de l'actualisation des flux de trésorerie basés sur les flux de trésorerie attendus de cette activité.

Les pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle elles surviennent. Les reprises de pertes de valeur précédemment comptabilisées sont comptabilisées immédiatement dans le compte de résultat de l'exercice.

Tout dividende perçu sur ces participations au cours de l'exercice est comptabilisé sous la rubrique « Revenus de dividendes » dans l'état des résultats lorsqu'il est perçu, c'est-à-dire lorsque le droit de la Banque à le percevoir est établi, à savoir à la date à laquelle il est déclaré par les organes de direction des entreprises détenues.

La Note 7 de ces états financiers fournit des informations significatives sur ces sociétés et sur les acquisitions et cessions les plus importantes en 2024 et 2023.

q) Etat des produits et des charges comptabilisés

Il s'agit d'un état qui présente les produits et les charges générés par la Banque dans le cadre de son activité au cours de l'exercice, en distinguant les produits et les charges comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice et les autres produits et charges comptabilisés, conformément à la réglementation en vigueur, directement dans les capitaux propres, et en distinguant parmi ces derniers les éléments qui peuvent être reclassés dans le compte de résultat, conformément à la législation en vigueur, de ceux qui ne peuvent pas l'être.

En conséquence, cette déclaration présente :

- a. Le résultat.
- b. Le montant net des produits et des charges comptabilisés dans les capitaux propres au titre du cumul des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat à l'avenir.
- c. Le montant net des produits et des charges comptabilisés en capitaux propres qui peuvent être reclassés en résultat à l'avenir.
- d. Total des produits et charges comptabilisés, calculé comme la somme des points a) à c) ci-dessus.

r) Etat des variations totales des capitaux propres

Il s'agit d'un état qui comprend toutes les variations des capitaux propres, le cas échéant, y compris celles dues à des changements de principes comptables et à la correction d'erreurs. En conséquence, cet état présente un rapprochement de la valeur comptable au début et à la fin de l'année de tous les éléments de capitaux propres, et les changements effectués sont regroupés sur la base de leur nature dans les postes suivants :

- Ajustements dus aux changements de principes comptables et ajustements dus aux erreurs : comprennent les variations des capitaux propres résultant du retraitement rétrospectif des soldes des états financiers en raison de changements de principes comptables ou de la correction d'erreurs, le cas échéant.

- Total des produits/charges comptabilisés : comprend, sous forme agrégée, le total des éléments susmentionnés comptabilisés dans l'état des produits et charges comptabilisés.

- Autres variations des capitaux propres : comprend les autres éléments comptabilisés dans les capitaux propres, y compris, entre autres, les augmentations et diminutions des fonds propres, la distribution des bénéfices, les transactions portant sur les instruments de capitaux propres, les paiements fondés sur des instruments de capitaux propres, les transferts entre les entrées de capitaux propres et toute autre augmentation ou diminution des capitaux propres, s'il y a lieu.

s) Tableau des flux de trésorerie

Les termes suivants sont utilisés dans les tableaux des flux de trésorerie avec la signification indiquée :

- Flux de trésorerie : entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, qui sont des investissements à court terme, très liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

- Activités d'exploitation : les principales activités productrices de revenus des établissements de crédit et les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

- Activités d'investissement : acquisition et cession d'actifs à long terme et d'autres investissements non inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

- Activités de financement : activités qui entraînent des changements dans la taille et la composition des capitaux propres et des passifs et qui ne sont pas des activités d'exploitation.

Aux fins de la préparation du tableau des flux de trésorerie, la « trésorerie et équivalents de trésorerie » ont été considérés comme faisant partie des « Liquidités, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue » dans le bilan.

3. Répartition du bénéfice de la Banque

Au cours de l'exercice 2024, la Banque a enregistré un résultat négatif de 45 496 milliers d'euros, principalement en raison de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles associée à l'acquisition d'Investlab en 2019. Ce résultat négatif sera intégralement imputé aux pertes cumulées des années précédentes, conformément à la réglementation applicable.

La répartition du bénéfice net de la Banque pour 2024 que le Conseil d'administration proposera à l'approbation de l'actionnaire unique est la suivante :

	Milliers d'euros
Pertes cumulées des exercices précédents	(45 496)
	(45 496)

Dividendes

Le 30 avril 2024, le Conseil d'administration de la Banque a décidé de distribuer un dividende de 8 000 milliers d'euros au titre des résultats de l'exercice 2024. Les états financiers provisoires préparés par les administrateurs de la Banque, conformément à l'Article 277 du Texte consolidé de la loi espagnole sur les sociétés anonymes, démontrant la disponibilité de fonds suffisants pour le paiement des dividendes intérimaires, sont les suivants :

	Milliers d'euros 31/03/2024
Bénéfice après impôt	32 254
A déduire :	
Dividende payé	—
Réserve légale	120
Bénéfice distribuable	32 134
Dividende à distribuer	8 000
Dividende brut par action (euros)	6,68

Le 14 juin 2024, le Conseil d'administration de la Banque a décidé de distribuer un dividende de 25 000 milliers d'euros au titre des résultats de l'exercice 2024. Les états financiers provisoires préparés par les administrateurs de la Banque, conformément à l'Article 277 du Texte consolidé de la loi espagnole sur les sociétés anonymes, démontrant la disponibilité de fonds suffisants pour le paiement des dividendes intérimaires, sont les suivants :

	Milliers d'euros 31 mai 2024
Bénéfice après impôt	45 044
A déduire :	
Dividende versé	(8 000)
Réserve légale	120
Bénéfice distribuable	36 924
Dividende à distribuer	25 000
Dividende brut par action (euros)	20,87

Le 6 août 2024, le Conseil d'administration de la Banque a décidé de distribuer un dividende de 22 500 milliers d'euros au titre des résultats de l'exercice 2024. Les états financiers provisoires préparés par les administrateurs de la Banque, conformément à l'Article 277 du Texte consolidé de la loi espagnole sur les sociétés anonymes, démontrant la disponibilité de fonds suffisants pour le paiement des dividendes intérimaires, sont les suivants :

	Milliers d'euros
	30 juin 2024
Bénéfice après impôt	55 703
A déduire :	
Dividende payé	(33 000)
Réserve légale	120
Bénéfice distribuable	22 583
Dividende à distribuer	22 500
Dividende brut par action (euros)	18,78

Le 26 février 2024, le Conseil d'administration de la Banque a décidé de distribuer des acomptes sur dividendes de 58 millions d'euros sur les bénéfices de 2023 ; ce montant a été entièrement payé à la date d'établissement des présents comptes annuels. Les états financiers provisoires qui, conformément aux dispositions de l'article 277 du Texte consolidé de la loi sur les sociétés de capitaux, ont été préparés par les administrateurs de la Banque, prouvant l'existence de ressources suffisantes pour la distribution de dividendes intérimaires, sont les suivants :

	Milliers d'euros
	31 décembre
Bénéfice après impôt	115 922
A déduire :	
Dividende versé	57 000
Réserve légale	643
Bénéfice distribuable	58 279
Dividende à distribuer	58 000
Dividende brut par action (euros)	21,63

Bénéfice/(perte) par action

La Banque n'est pas la société mère d'un groupe consolidé dominant dont les actions sont cotées et négociées en bourse. C'est pourquoi nous ne fournissons pas d'informations sur le résultat de base par action dans les présents comptes annuels.

4. Rémunération et autres avantages versés aux administrateurs et aux cadres supérieurs de la Banque

a) Rémunération des administrateurs

Les rémunérations perçues par les membres du Conseil d'administration de la Banque en 2024 et 2023 en leur qualité d'administrateurs sont détaillées ci-après.

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Korp, Johannes	60	60
Rangaswami, Jayaprakasa		
Reid, Christopher		
Saurel, Leonora		
Rueda Delfin	48	48
Delgado Mendes, Sofia	48	48
Gioffreda, Alessandro (*)		
Perez Renovales, David	65	65
Schliessler, Ursula	60	60
Dolly, Lisa	65	65
Bennett, David Jonathan	200	129
Benoit, Philippe (**)		
Valier, Andrea (***)		
Alcaraz, Juan		
	546	475

(*) Fin du mandat en mars 2023.

(**) Fin du mandat en mars 2024.

(***) Nomination en tant qu'administrateur en mars 2024.

Au cours de l'exercice 2024 et 2023, respectivement, les administrateurs n'ont pas reçu d'autres rémunérations à court terme, d'avantages postérieurs à l'emploi, d'autres avantages à long terme, d'indemnités de fin de contrat ou de paiements fondés sur des instruments de capitaux propres. Par ailleurs, aux 31 décembre 2024 et 2023, la Banque n'avait pas d'obligations postérieures à l'emploi à l'égard des membres actuels ou anciens de son Conseil d'administration.

De même, les rémunérations des administrateurs exécutifs pour l'exercice de leurs fonctions exécutives au cours des exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 sont détaillées ci-dessous, quelle que soit la date d'entrée au conseil d'administration :

	Juan Alcaraz	
	Milliers d'euros	
	2024	2023
Fixe (*)	1 772	1 658
Variable (**)	1 695	1 381
Incitation à long terme (***)	320	85
Régimes de retraite	121	68
	3 908	3 192

(*) Comprend d'autres compléments de salaire à court terme.

(**) Comprend 530 milliers d'euros de rémunération différée sur 4 ans et un paiement de 50 % en actions pour un montant de 847 milliers d'euros.

(***) Correspond principalement au régime à long terme.

b) Rémunération des cadres supérieurs

Aux fins de la préparation des présents états financiers, les cadres supérieurs de la Banque ont été considérés comme étant tous les membres du Comité exécutif, les autres employés appartenant à la Banque identifiés par celle-ci à l'exclusion des administrateurs conformément à la définition contenue dans la Circulaire 2/2016 de la Banque d'Espagne, du 2 février, qui achève l'adaptation de la législation espagnole à la directive 2013/36/UE et au Règlement (UE) 575/2013, ainsi que certains directeurs régionaux et de zone.

Les rémunérations versées aux cadres supérieurs de la Banque en 2024 et 2023 sont détaillées ci-dessous :

	Nombre de personnes	Milliers d'euros			
		Salaire			
		Fixe (*)	Variable (**)	Long terme (***)	Total
2024	21	7 927	7 346	739	16 012
2023	19	5 667	4 280	210	10 157

(*) Comprend d'autres compléments de salaire à court terme.

(**) Comprend 1 555 milliers d'euros de rémunération différée sur 4 ans et un paiement de 50 % en actions pour un montant de 3 673 milliers d'euros.

(***) Correspond principalement au régime à long terme.

Les membres de la Direction Générale ont reçu une rémunération variable associée à des plans d'intéressement à long terme au cours des exercices 2024 et 2023, comme détaillé dans la Note 22.1.

c) Obligations en matière de pensions, d'assurances et autres

A la clôture de l'exercice 2024, la Banque avait pris des engagements à l'égard de 22 de ses cadres supérieurs actuels au titre de la retraite, de l'invalidité permanente ou du décès, dans le cadre d'obligations à prestations définies postérieures à l'emploi (2023 : 16 membres). Les cotisations versées à ce titre en 2024 s'élevaient à 719 milliers d'euros (2023 : 452 milliers d'euros) (voir Note 22.1).

Le capital garanti par les polices d'assurance-vie pour les cadres supérieurs (y compris ceux qui exercent des fonctions d'administrateur) s'élevait à 19 508 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 14 038 milliers d'euros). La Banque a versé des primes pour un montant de 50 000 euros (31 décembre 2022) : 50 000 euros) aux compagnies d'assurance dans ce cadre en 2023. Aux 31 décembre 2024 et 2023, il n'y avait pas de polices d'assurance-vie couvrant les administrateurs.

d) Prêts

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Banque n'avait aucun risque direct avec les membres anciens ou actuels du Conseil d'administration de la Banque ou avec la Direction générale de la Banque ou les garanties qui leur ont été accordées.

e) Informations concernant les situations de conflit d'intérêts impliquant les administrateurs

A la clôture de l'exercice 2024, les membres du Conseil d'administration de la Banque n'avaient pas notifié aux autres membres du Conseil d'administration un quelconque conflit d'intérêts direct ou indirect qu'eux-mêmes ou des personnes qui leur sont liées au sens de la Loi espagnole sur les sociétés à responsabilité limitée pourraient avoir à l'égard de la Banque.

5. Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue

Le détail des « Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue » dans les bilans ci-joints aux 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Trésorerie	3	3
Soldes de trésorerie auprès des banques	1 606 37	1 337 233
Autres dépôts à vue	1 003 10	749 864
	2 609 487	2 087 100

Le solde comptabilisé sous ce poste aux 31 décembre 2024 et 2023 représente le niveau maximum d'exposition au risque de crédit assumé par la Banque en relation avec ces instruments.

Le solde comptabilisé dans le sous-poste « encaisses auprès des banques centrales » correspond à l'encaisse auprès de la Banque d'Espagne, de la Banque d'Italie, de la Banque du Luxembourg et de la Banque nationale suisse. Ce solde est pris en compte dans les exigences de liquidité et permet à la Banque de réduire la concentration du risque de contrepartie.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Banque respectait le coefficient de réserves obligatoires requis par la législation en vigueur.

La note 24 fournit des informations sur les échéances résiduelles et les taux d'intérêt moyens des instruments d'emprunt classés dans cette catégorie d'actifs financiers.

La note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces instruments financiers aux 31 décembre 2024 et 2023.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Banque ne détenait aucun actif de cette catégorie présentant des montants échus ou dépréciés.

6. Actifs financiers au coût amorti

Le détail, par type d'instrument financier, des « Actifs financiers au coût amorti » aux 31 décembre 2024 et 2023 dans les bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Actifs financiers au coût amorti :		
Titres de créance		4 937
aux banques centrales		12 807
aux établissements de crédit	93 034	123 839
aux clients	179 279	138 377
	272 313	279 960

Le montant comptabilisé sous le poste « Actifs financiers au coût amorti - Titres de créance » au 31 décembre 2023 dans le tableau ci-dessus correspond entièrement à une obligation française, acquise le 1^{er} décembre 2023 et arrivée à échéance au cours de l'exercice 2024.

6.1 Prêts et avances aux établissements de crédit

Le détail, par type et par devise de la transaction, des « Prêts et avances aux établissements de crédit » aux 31 décembre 2024 et 2023 dans les bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Type :		
Dépôts à terme	89 939	122 272
Add : Ajustements de valorisation dont	3 095	1 567
Intérêts courus	3 095	1 567
	93 034	123 839

Devise :		
Euro	10 378	3 929
Devises étrangères	82 656	119 910
	93 034	123 839

La note 24 détaille les échéances de ces actifs à la fin des exercices 2024 et 2023 et les taux d'intérêt moyens en 2024 et 2023. La note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces actifs financiers.

6.2 Prêts et avances aux clients

Le détail, par type et statut de prêt et par zone géographique de résidence, des « Prêts et avances aux clients » aux 31 décembre 2024 et 2023 à l'actif des bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Par type d'opération et par statut :		
Créances à vue et autres (*) Actifs dépréciés (**)	174 512	134 509
Moins : Ajustements de valorisation	16 487	14 707
Dont :	(11 720)	(10 839)
Pertes de valeur	(11 720)	(10 839)
Par zone géographique de l'emprunteur :	179 279	138 377
Espagne	25 683	10 757
Union européenne (hors Espagne)	102 046	111 436
Reste du monde	51 550	16 184
	179 279	138 377

(*) Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, cela comprend respectivement 60 226 et 51 215 milliers d'euros correspondant à des commissions de cession de parts d'Organismes de Placement Collectif en attente d'encaissement non dépréciées à ces dates. Au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023, cela comprend 10 947 et 17 885 milliers d'euros pour des opérations financières en attente de règlement.

(**) Correspond, en totalité, aux commissions de vente de parts d'organismes de placement collectif en attente d'encaissement à ces dates (voir Note 20).

La note 24 détaille les échéances de ces actifs à la fin des années 2024 et 2023 et les taux d'intérêt annuels moyens en 2024 et 2023. La note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces actifs financiers.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, il n'y avait pas de prêts et d'avances à des clients pour des montants significatifs sans date d'échéance fixe.

Les variations des prêts et avances classés comme « Actifs financiers au coût amorti » et les corrections de valeur associées.

On trouvera ci-après le détail de l'évolution du solde des prêts et avances aux établissements de crédit et des prêts et avances à la clientèle comptabilisés sous le poste « Actifs financiers au coût amorti » dans les bilans aux 31 décembre 2024 et 2023, en fonction de leur classification comptable, y compris les corrections de valeur associées :

	Milliers d'euros		
	Stade 1	Stade 2	Stade 3
Solde de base			
Au 31 décembre 2022	239 113	37 200	15 591
Au 31 décembre 2023	117 544	16 965	14 707
Au 31 décembre 2024	133 473	24 552	16 487
Pertes de valeur			
Au 31 décembre 2022	271	223	9 430
Au 31 décembre 2023	230	27	10 331
Au 31 décembre 2024	445	37	10 903

Au 31 décembre 2024, 28 250 milliers d'euros d'exposition ont été analysés sur une base individualisée, les provisions comptabilisées selon le procédé individualisé s'élevant respectivement à 2 483 milliers d'euros pour les soldes de l'étape 3 et à 238 milliers d'euros pour les soldes de l'étape 2.

Pertes de valeur

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la charge encourue par la Banque au titre des pertes de valeur s'est élevée à 3 922 milliers d'euros (31 décembre 2023 : produit de 1 152 milliers d'euros).

Actifs financiers en souffrance mais non dépréciés

La Banque détenait des actifs financiers en souffrance mais non dépréciés dans le bilan ci-joint aux 31 décembre 2024 et 2023 pour des montants respectifs de 61 408 milliers d'euros et 51 215 milliers d'euros, dont l'échéance était inférieure à 30 jours, qui étaient détenus auprès d'autres sociétés financières et qui provenaient de commissions non perçues dans le cadre de la commercialisation de parts d'organismes de placement collectif et de découverts de dépôts à vue à ces mêmes dates.

Actifs dépréciés

Le détail des variations du solde des actifs financiers classés comme actifs financiers au coût amorti et estimés collectivement comme étant dépréciés en raison du risque de crédit aux 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Solde d'ouverture	14 707	15 591
Amortissement	(3 041)	(237)
Ajouts nets de recouvrements	4 821	(647)
Solde de clôture	16 487	14 707

Au 31 décembre 2024, il y a 4 188 milliers d'euros d'actifs dépréciés pour lesquels la couverture a été estimée selon le procédé individualisé.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, il n'y avait pas d'intérêts courus à recevoir sur ces actifs.

En outre, les actifs financiers classés comme actifs financiers au coût amorti et considérés comme dépréciés en raison du risque de crédit aux 31 décembre 2024 et 2023 sont détaillés ci-dessous, classés selon l'ancienneté du montant le plus ancien en souffrance :

	Milliers d'euros					Total
	Avec des soldes échus au plus tard					
	Dans les 6 mois	Dans 6 à 9 mois	Dans 9 à 12 mois	Dans 12 à 24 mois	Dans plus de 24 mois	
Solde au 31 décembre 2024	8 175	4 784	436	3 092	—	16 487
Solde au 31 décembre 2023	5 350	3 861	1 259	4 237	—	14 707

7. Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées

Ce poste comprend les instruments de capitaux propres émis par les entités du Groupe et détenus par la Banque.

Les « Filiales » ou « Entités du Groupe » sont définies comme des entités sur lesquelles la Banque a la capacité d'exercer un contrôle de gestion ; cette capacité se manifeste, en général mais pas uniquement, par la détention, directe ou indirecte, d'au moins 50 % des droits politiques des sociétés détenues ou, dans ce cas, même si ce pourcentage est inférieur ou nul, si, comme dans le cas d'accords avec les actionnaires des sociétés susmentionnées, la Banque se voit accorder ce contrôle. A ces fins, une entité est considérée comme en contrôlant une autre, lorsque :

- Elle a le pouvoir, en vertu de dispositions légales ou réglementaires ou d'accords, de régir les activités importantes de l'entreprise détenue, c'est-à-dire celles qui ont une incidence significative sur ses résultats ;
- Elle a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entreprise investie pour influencer le montant des bénéfices de l'investisseur ; et
- Elle est exposée, ou a des droits, à des rendements variables du fait de son implication dans l'entreprise détenue.

7.1. Sociétés du groupe

Le détail des participations et autres informations pertinentes sur ces entités, aux 31 décembre 2024 et 2023, est le suivant :

31 décembre 2024

Nom de la Société	Site/Siège social	Secteur d'activité	Propriété	Participation au capital	Milliers d'euros			
					Données sur l'entreprise détenue (*)			Valeur comptable nette
					Capital social	Bénéfices non distribués et primes d'émission	Bénéfice/perte	
Allfunds Nominee, Limited	Royaume-Uni	Détention d'actifs	Directe	100 %	1	—	—	1
Allfunds Bank Brasil Representagoes, Ltda.	Brésil	Services de représentation	Directe	100 %	1 043	(499)	(20)	1 043
Allfunds Digital, S.L.U. (**)	Espagne	Programmation informatique	Directe	100 %	3	173 494	(8 484)	207 577
Allfunds Hong Kong Limited	Hong Kong	Services de courtage institutionnel	Directe	100 %	11 482	(5 547)	(1 981)	11 482
Allfunds Blockchain, S.L.U.	Espagne	Activités de programmation informatique et de développement technologique	Directe	100 %	1 212	7 010	(2 185)	12 015
Allfunds Information & Technology Services (Shanghai) Co., Ltd	Chine	Intermédiation institutionnelle	Directe	100 %	450	41	17	450
Allfunds Investment Solutions	Luxembourg	Gestionnaire de fonds d'investissement	Directe	100 %	1 500	4 533	(4 585)	11 500
Allfunds (Middle East) Limited (**)	Arabie Saoudite	Gestionnaire de fonds d'investissement	Directe	100 %	459	—	(55)	459
								244 527

(*) Ces états financiers de ces entités pour 2024 n'ont pas encore été approuvés par leur actionnaire. Toutefois, les administrateurs de la Banque considèrent que les états financiers seront approuvés sans modification.

(**) Entreprise créée en 2024, dont les activités débutent au cours du même exercice fiscal.

(***) Cette société détient une participation de 100 % dans le capital d'Allfunds Data Analytics (anciennement Instihub Analytics Limited) et de 65 % dans Mainstreet Capital Partners Limited. En outre, le 27 juillet 2023, la fusion par absorption d'Allfunds Tech Solutions, S.A.U. (anciennement connue sous le nom de Web Financial Group) dans Allfunds Digital, S.L.U., a été formalisée (voir Note 1.k). Les données fournies reflètent les chiffres consolidés d'Allfunds Digital.

31 DECEMBRE 2023

Nom de la Société	Site/Siège social	Secteur d'activité	Propriété	Participation au capital	Milliers d'euros			
					Données sur l'entreprise			Valeur comptable nette
					Capital social	Bénéfices non distribués et actions	Bénéfice/perte	
Allfunds Nominee, Limited Allfunds Bank Brasil Representagoes, Ltda. Allfunds Digital, S.L.U. (*)	Royaume-Uni	Détention d'actifs	Directe	100 %	1	—	—	1
	Brésil	Services de représentation	Directe	100 %	1 043	(553)	42	1 043
	Espagne	Programmation informatique	Directe	100 %	3	182 255	(8 693)	207 823
Allfunds Hong Kong Limited	Hong Kong	Services de courtage institutionnel	Directe	100 %	6 977	(3 794)	(1 875)	6 977
Allfunds Blockchain, S.L.U.	Espagne	Activités de programmation informatique et de développement technologique	Directe	100 %	862	5 855	(2 098)	8 515
Allfunds Information & Technology Services (Shanghai) Co. Ltd (**)	Chine	Intermédiation institutionnelle	Directe	100 %	450	—	41	450
Allfunds Investment Solutions	Luxembourg	Gestionnaire de fonds d'investissement	Directe	100 %	1 500	4 851	(4 427)	7 500
								232 309

(*) Cette société détient une participation de 100 % dans le capital d'Allfunds Data Analytics (anciennement Instihub Analytics Limited) et une participation de 65 % dans Mainstreet Capital Partners Limited. En outre, le 27 juillet 2023, la fusion par absorption d'Allfunds Tech Solutions, S.A.U. (anciennement connue sous le nom de Web Financial Group) dans Allfunds Digital, S.L.U., a été formalisée (voir Note 1.k). Les données fournies reflètent les chiffres consolidés d'Allfunds Digital.

(**) Entreprise dont les activités ont débuté au cours de l'exercice 2023.

L'Annexe I contient les détails de toutes les sociétés détenues indirectement par la Banque.

Aucune de ces entreprises n'est cotée en bourse.

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, ainsi qu'au cours de cet exercice, aucune perte de valeur n'a été enregistrée sur les participations de la Banque.

8. Immobilisations corporelles

Les variations en 2024 et 2023 du poste « Immobilisations corporelles » dans les bilans ci-joints sont les suivantes :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Coût :		
Solde d'ouverture	63 388	59 817
Entrées	2 029	13 726
Retraits	(13 097)	(9 957)
Autres changements (*)		(198)
Solde de clôture	52 320	63 388
Amortissements cumulés :		
Solde d'ouverture	(33 965)	(34 765)
Charge de l'exercice	(8 952)	(9 118)
Retraits	12 938	9 918
Autres changements (*)		
Solde de clôture	(29 979)	(33 965)
Immobilisations corporelles, nettes	22 341	29 423

(*) Concerne principalement les écarts de change.

Le détail, par type d'actif, des éléments composant les « Immobilisations corporelles » aux 31 décembre 2024 et 2023 dans les bilans ci-joints, par type d'actif, est le suivant :

	Milliers d'euros		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable
Actifs liés au droit d'utilisation	43 249	(21 261)	21 988
Mobilier et agencements	15 813	(9 116)	6 697
Matériel informatique	4 326	(3 588)	738
Solde au 31 décembre 2023	63 388	(33 965)	29 423
Actifs liés au droit d'utilisation	32 788	(16 015)	16 773
Mobilier et agencements	15 325	(10 107)	5 218
Matériel informatique	4 207	(3 857)	350
Solde au 31 décembre 2024	52 320	(29 979)	22 341

Au 31 décembre 2024, les immobilisations corporelles entièrement amorties s'élevaient à environ 5 321 milliers d'euros (31 décembre 2023 : environ 3 739 milliers d'euros). En 2023, la Banque enregistre 39 milliers d'euros de pertes dans le compte de résultat associées à la décomptabilisation d'immobilisations corporelles sous la rubrique « Gains/ ou (pertes) sur décomptabilisation d'actifs non financiers, nets ».

Compte tenu de la nature des actifs corporels de la Banque, ses administrateurs considèrent que leur juste valeur ne diffère pas significativement de leur valeur comptable respective aux 31 décembre 2024 et 2023.

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations corporelles de la Banque destinées à être utilisées aux 31 décembre 2024 et 2023, ni au cours des exercices clos à ces dates.

9. Immobilisations incorporelles

Le détail des « Immobilisations incorporelles » dans les bilans ci-joints aux 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	31-12-2024	31-12-2023
Goodwill :	293 434	518 497
Investlab		182 337
Allfunds Sweden AB	17 033	17 590
Banca Corrispondente Business of BNP	218 570	218 570
LPA Business of Iccrea LP	57 831	100 000
Accord de coopération - Investlab		195 448
Accord d'exclusivité - BNP	104 056	104 056
Relations avec les clients - Iccrea (*)	41 497	
Relations avec les clients - Allfunds Sweden AB	1 489	1 537
Relation avec les clients - BNP	109 231	109 231
Plate-forme technologique - BNP	22 730	22 730
Accord de sous-distribution - PAM (*)	161 000	161 000
Accord de coopération avec les anciens actionnaires	60 000	30 000
Accords LPA Fideuram	24 400	
Moins : Amortissement cumulé Fusions et acquisitions et accords	(294 205)	(348 524)
Développements technologiques	195 774	156 545
Moins : Amortissement cumulé Développements technologiques	(96 963)	(65 024)
Total (net)	622 443	885 496

(*) Voir note 1.K

Au 31 décembre 2024 ou 2023, toutes les immobilisations incorporelles de la Banque avaient une durée d'utilité finie, à l'exception du goodwill.

En décembre 2023 et février 2024, l'option qu'Allfunds détenait pour prolonger le contrat d'exclusivité avec l'ancien actionnaire d'Allfunds Bank, Banco Santander, jusqu'en novembre 2025 a été exercée. Dans ce contexte, un montant de 30 millions d'euros a été déboursé. Etant donné la nature de cet actif non financier qui répond à la définition d'une immobilisation incorporelle non monétaire identifiable et contrôlée par l'entité pour générer des avantages futurs, il a été enregistré en tant qu'immobilisation incorporelle (étant donné que le paiement a été effectué par l'actionnaire unique, compte tenu du contexte économique de la transaction, une augmentation des fonds propres pour le même montant a été enregistrée). Il sera amorti en tenant compte d'une durée de vie utile de deux ans qui coïncide avec la durée contractuelle de l'actif.

Engagement de paiement jusqu'à 60 000 milliers d'euros en montants cumulés, principalement pour établir et développer les conditions d'extension des accords d'exclusivité pour l'achat et la vente de fonds d'investissement à travers les succursales et les réseaux de deux groupes financiers et d'anciens actionnaires. Ces cadres couvrent également les initiatives visant à renforcer la collaboration et à étendre les partenariats. La partie principale des paiements devrait être effectuée au plus tard en décembre 2025.

Vous trouverez ci-dessous les échéances des contrats de coopération/exclusivité :

	Echéance	Prolongation	Echéance après la prolongation
Accord d'exclusivité - BNP (*)	2025	5	2030
Accord de coopération avec les anciens actionnaires	2025	—	(**)

(*) Prorogation à la discrétion d'Allfunds.

(**) Comme indiqué ci-dessus, des accords ont été conclus pour leur prolongation.

Les variations (montants bruts) en 2024 et 2023 des « Immobilisations incorporelles » dans les bilans ci-joints sont les suivantes :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Solde d'ouverture (*)	1 299 044	1 108 355
Entrées		
Développements informatiques	39 283	38 279
Goodwill - Iccrea (Note 1.k)	—	100 000
Accord de coopération avec les anciens	30 000	30 000
Accords LPA Fideuram	24 400	—
Capitalisation des frais de personnel interne	6 364	4 710
Retraits et autres (*)	(354 102)	(5 349)
Ecarts de change	(31 378)	23 049
Solde de clôture	1 013 611	1 299 044

(*) En outre, sous le poste « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers » du compte de résultat de la Banque, un montant de 37 274 milliers d'euros est inclus, correspondant au recyclage dans les résultats des différences de change accumulées depuis la date d'acquisition de l'activité d'Investlab.

Les variations des « Amortissements cumulés » en 2024 et 2023 sont les suivantes :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Solde d'ouverture	(413 548)	(291 864)
Charge de l'exercice	(152 080)	(119 063)
Retraits et autres	147 796	5 349
Ecarts de change	26 664	(7 970)
Solde de clôture	(391 168)	(413 548)

(*) En outre, sous le poste « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers » du compte de résultat de la Banque, un montant de 37 275 milliers d'euros est inclus, correspondant au recyclage dans les résultats des différences de change accumulées depuis la date d'acquisition de l'activité d'Investlab.

Au 31 décembre 2024, les immobilisations incorporelles entièrement amorties s'élevaient à environ 33 530 milliers d'euros (31 décembre 2023 : environ 14 573 milliers d'euros).

Aucune des immobilisations incorporelles de la Banque n'était dépréciée ou ne s'était dépréciée au 31 décembre 2024 ou 2023, ni au cours des exercices clos à cette date, et aucun solde n'a été comptabilisé à ce titre au cours de ces exercices.

9.1. Goodwill

La ventilation du goodwill, en fonction des unités génératrices de trésorerie (UGT) qui en sont à l'origine, est la suivante :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Banca Corrispondente de BNP	125 709	147 565
Investlab	—	112 478
Allfunds Sweden AB	8 230	10 261
LPA Business of Iccrea LP	51 514	99 165
Total	185 453	369 469

Les changements en 2024 et 2023 ont été les suivants :

	Milliers d'euros
Solde au 1^{er} janvier 2023	304 321
Entrées	100 000
LPA Business of Iccrea LP	100 000
Amortissement	(40 659)
Ecarts de change	5 807
Solde au 31 décembre 2023	369 469
Réaffectation	(41 497)
LPA Business of Iccrea LP	(41 497)
Retraits et autres	(95 680)
Amortissement	(43 787)
Ecarts de change	(3 052)
Solde au 31 décembre 2024	185 453

Les UGT détaillées ci-dessus comprennent des actifs incorporels identifiés dans les différents regroupements d'entreprises qui ont donné naissance aux UGT susmentionnées, pour un montant de 192 691 milliers d'euros, dont 279 575 milliers d'euros de valeur brute et 86 985 milliers d'euros d'amortissements cumulés (2023 : 163 236 milliers d'euros, dont 237 519 milliers d'euros de valeur brute et 74 283 milliers d'euros d'amortissement cumulé).

Test de dépréciation

Au moins une fois par an (ou chaque fois qu'il y a une indication de dépréciation), la Banque examine le goodwill pour détecter une éventuelle dépréciation (c'est-à-dire une réduction potentielle de sa valeur recouvrable en deçà de sa valeur comptable) (voir Note 2-h). La première étape à franchir pour réaliser cette analyse est l'identification des unités génératrices de trésorerie, c'est-à-dire les plus petits groupes d'actifs identifiables de la Banque qui génèrent des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs.

La valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant en considération la valeur comptable (y compris tout ajustement à la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entreprise) de tous les actifs et passifs de toutes les succursales composant l'unité génératrice de trésorerie, ainsi que le goodwill correspondant. La valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie à recouvrer est comparée à sa valeur recouvrable afin de déterminer s'il existe une dépréciation.

Les administrateurs de la Banque évaluent l'existence de toute indication qui pourrait être considérée comme une preuve de dépréciation de l'unité génératrice de trésorerie en examinant les informations suivantes : (i) certaines variables macroéconomiques susceptibles d'affecter son investissement (situation politique et économique, entre autres) et (ii) diverses variables micro-économiques comparant l'investissement de la Banque au secteur des services financiers du pays dans lequel l'unité génératrice de trésorerie exerce l'essentiel de ses activités (fonds intermédiés hors bilan, frais et commissions nets, bénéfices, entre autres).

Indépendamment de l'existence d'indices de dépréciation, la Banque calcule à chaque exercice la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté et, à cette fin, elle utilise des estimations internes.

Tout d'abord, la Banque détermine la valeur recouvrable en estimant la juste valeur de chaque unité génératrice de trésorerie et en calculant sa valeur d'utilité à l'aide de projections de flux de trésorerie actualisés. Les principales hypothèses utilisées pour ce calcul sont les suivantes : (i) des projections de bénéfices et de fonds intermédiés couvrant une période de cinq ans et basées sur les budgets financiers approuvés par les administrateurs de la Banque, (ii) des taux d'actualisation déterminés comme le coût du capital en tenant compte du taux de rendement sans risque plus une prime de risque conforme au marché et à l'activité dans laquelle les unités opèrent et (iii) des taux de croissance constants pour extrapoler les bénéfices à perpétuité qui ne dépassent pas le taux de croissance moyen à long terme du marché dans lequel l'unité génératrice de trésorerie en question opère, compte tenu des évolutions attendues et de la croissance nominale à long terme de l'emplacement géographique de l'unité.

Les projections de flux de trésorerie utilisées par la direction de la Banque pour obtenir les valeurs d'usage sont basées sur les budgets financiers approuvés par les administrateurs de la Banque. La direction de la Banque prépare ses budgets en utilisant les hypothèses clés suivantes :

- Variables micro-économiques de l'unité génératrice de trésorerie : la direction prend en considération les fonds intermédiés hors bilan, les commissions nettes générées par ces actifs, la composition des commissions et les décisions commerciales prises à cet égard.

- Variables de performance passée : en outre, la direction prend en considération dans la projection la différence (à la fois positive et négative) entre la performance passée de l'unité génératrice de trésorerie et celle du marché.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable, à la fin de l'année 2024, des unités génératrices de trésorerie évaluées à l'aide du modèle d'actualisation des dividendes sont détaillées ci-dessous.

	2024			2023		
	Période prévue	Taux d'actualisation	Taux de croissance	Période prévue	Taux d'actualisation	Taux de croissance
Allfunds Sweden AB	5 ans	10,6 %	3,1 %	5 ans	10,8 %	2,9 %
Banca Corrispondente	5 ans	10,8	3,1	5 ans	11,5 %	2,9 %
LPA Business of Iccrea LP	5 ans	10,8 %	3,1 %	5 ans		

Compte tenu du degré d'incertitude de ces hypothèses, la Banque procède à une analyse de sensibilité en utilisant des modifications raisonnables des hypothèses clés sur lesquelles repose la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT), afin de confirmer si la valeur recouvrable continue d'être supérieure à la valeur comptable. L'analyse de sensibilité a consisté à ajuster le taux d'actualisation de +/- 50 points de base et le taux de croissance de la perpétuité de +/- 50 points de base. Suite à l'analyse de sensibilité, la valeur d'utilité de toutes les UGT reste supérieure à leur valeur comptable.

Les administrateurs notent que les estimations concernant le taux d'actualisation (Ke ou WACC) et le taux de croissance à l'infini (g) pourraient changer et ont donc jugé approprié d'examiner l'analyse de sensibilité ci-dessous pour chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) :

Allfunds Sweden AB	Augmentation de Ke de 2,0 %	Diminution de Ke de 2,0 %	Augmentation de g de 0,3 %	Diminution de g de 0,3 %
Facteur révisé	12,8 %	8,8 %	3,4 %	2,8 %
Valeur recouvrable (milliers d'euros)	77 900	137 900	103 200	96 600
Dépréciation nécessaire	Non	Non	Non	Non

BNPP LPA Business	Augmentation de Ke de 2,0 %	Diminution de Ke de 2,0 %	Augmentation de g de 0,3 %	Diminution de g de 0,3 %
Facteur révisé	12,8 %	8,8 %	3,4 %	2,8 %
Valeur recouvrable (milliers d'euros)	810 100	1 354 100	1 041 700	982 400
Dépréciation nécessaire	Non	Non	Non	Non

Comme indiqué précédemment, les administrateurs du Groupe évaluent s'il existe des indices qui pourraient être considérés comme des preuves de dépréciation pour les UGT, en examinant diverses données macroéconomiques et micro-économiques. Pour les états financiers actuels, cette évaluation a été réalisée au 31 décembre 2024 :

Unités génératrices de trésorerie	2024		
	Milliers d'euros		
	Valeur comptable	Montant recouvrable	Dépréciation du goodwill
Allfunds Sweden AB Banca	16 677	99 474	
Corrispondente LPA	341,00	1 011 000	
Business of Iccrea LP	104 248	140 566	

En 2019, Allfunds a acquis les activités de la plateforme de distribution de fonds propriétaires et tiers du Crédit Suisse, connue sous le nom d'Investlab, qui comprenait un accord d'exclusivité avec le Crédit Suisse jusqu'en juin 2029. En mars 2023, le Crédit Suisse a été racheté par UBS en raison des problèmes de solvabilité et de gouvernance auxquels l'entité était confrontée depuis plusieurs années. Néanmoins, l'accord d'exclusivité est resté en vigueur malgré le changement de contrôle.

En août 2024, UBS a informé le Groupe de sa décision de changer de service de plateforme de distribution de fonds, avec effet au 1^{er} janvier 2025. Cette communication a déclenché un indicateur de dépréciation clair conformément à la Circulaire 4/2017. En réponse, la direction d'Allfunds a évalué la valeur recouvrable et l'a estimée à zéro, car l'activité dépendait de la distribution exclusive de fonds propres et de fonds de tiers par le Crédit suisse (aujourd'hui UBS). Il convient de noter que le processus de liquidation a été confié au Crédit Suisse-UBS, dont le personnel en Suisse était exclusivement affecté aux activités d'Investlab. En conséquence, la décision d'UBS a entraîné la liquidation totale de cette activité.

En outre, un plan de déconnexion du Crédit Suisse-UBS a été mis en œuvre, avec une date d'achèvement prévue pour mars 2025, confirmant l'arrêt de l'activité. Cela justifie le recyclage des différences cumulées résultant du processus d'allocation du prix d'achat dans la rubrique « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers », conformément aux paragraphes 48 et 49 de l'IAS 21, ainsi que la décomptabilisation de l'actif net de l'entreprise liquidée.

Enfin, la Banque a enregistré dans son compte de résultat une perte de valeur associée à l’activité Investlab, comme décrit ci-dessus. Cette perte est reflétée dans les rubriques correspondantes du bilan et du compte de résultat de la Banque, avec l’impact suivant :

	Milliers d’euros
Goodwill	(95 680)
Autres immobilisations incorporelles	(110 627)
Autres - Conversion de devises	37 275
Charge d’impôt sur le revenu	(17 231)

A la date des présents comptes annuels, la Banque est en cours de négociation pour déterminer la compensation due à la violation des accords d’exclusivité existants en matière de distribution. Si un accord n’est pas conclu, la Banque entamera la procédure d’arbitrage prévue. En tout état de cause, et compte tenu de la nature des actifs éventuels au sens de l’IAS 37, le revenu qui en résulte ne sera comptabilisé qu’au moment de la réception effective de la compensation potentielle.

La Banque n’a pas enregistré de dépréciation associée au goodwill au 31 décembre 2023.

Comme indiqué précédemment, les administrateurs de la Banque évaluent l’existence de tout indice pouvant être considéré comme une preuve de dépréciation pour les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT), en examinant les données macroéconomiques et micro-économiques. A cet égard, les Administrateurs surveillent ces indicateurs et leur impact sur la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles. En outre, la Banque maintient des accords d’exclusivité valides qui restent applicables jusqu’à leur date d’expiration, indépendamment de tout changement dans la structure de contrôle des entités avec lesquelles ils ont été conclus.

10. Provisions

Le détail des provisions du bilan à la clôture de l’exercice 2024, ainsi que les principaux mouvements enregistrés au cours de l’exercice, sont les suivants :

2024

	Milliers d’euros						
	Solde d’ouverture	Autres ajustements dus aux regroupements d’entreprises	Charge de l’exercice	Variation de la valeur comptabilisée dans les capitaux propres	Cotisations et paiements	Ecart de change et autres	Solde final
Provisions							
Obligations au titre des pensions et autres prestations définies postérieures à l’emploi	3 437	—	769	492	185	(41)	4 842
Autres avantages à long terme du personnel	—	—	—	—	—	—	—
Questions juridiques en suspens et litiges fiscaux	—	—	—	—	—	—	—
Engagements et garanties donnés	—	—	—	—	—	—	—
Autres provisions	200	—	346	—	—	—	546
Total	3 637	—	1 115	492	185	(41)	5 388

2023

	Milliers d’euros						
	Solde d’ouverture	Autres ajustements dus aux regroupements d’entreprises	Charge de l’exercice	Variation de la valeur comptabilisée dans les capitaux propres	Cotisations et paiements	Ecart de change et autres	Solde final
Provisions							
Obligations au titre des pensions et autres prestations définies postérieures à l’emploi	716	—	900	2 661	(967)	127	3 437
Autres avantages à long terme du personnel	—	—	-	—	—	—	—
Questions juridiques en suspens et litiges fiscaux	—	—	-	—	—	—	—
Engagements et garanties donnés	—	—	-	—	—	—	—
Autres provisions	200	—	-	—	—	—	200
Total	916	—	900	2 661	(967)	127	3 637

Rémunération à long terme au titre des prestations définies

Le détail de la valeur actuelle des obligations assumées par la Banque en matière d'avantages postérieurs à l'emploi et d'autres avantages à long terme, des actifs du régime correspondants et des montants non comptabilisés à la clôture de l'exercice 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros 2024
Valeur actuelle des avantages du personnel	16 715
Moins - Juste valeur des actifs du régime	(11 873)
Provisions à long terme - Provisions pour obligations à long terme au titre des avantages du personnel	4 842

	Milliers d'euros 2023
Valeur actuelle des avantages du personnel	14 827
Moins - Juste valeur des actifs du régime	(11 390)
Provisions à long terme - Provisions pour obligations à long terme au titre des avantages du personnel	3 437

La valeur actuelle des obligations a été déterminée par des actuaires qualifiés et indépendants en utilisant les techniques actuarielles suivantes :

- Méthode d'évaluation : méthode des unités de crédit projetées, qui considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droit à prestation et évalue chaque unité séparément.
- Hypothèses actuarielles utilisées : non biaisées et compatibles entre elles. D'une manière générale, les principales hypothèses actuarielles utilisées dans les calculs sont les suivantes :

Hypothèses actuarielles	2024	
	Suisse	Italie
Taux d'actualisation	0,95 %	3,18 %
Tables de mortalité et d'espérance de vie	BVG 2020	RG48
Taux d'augmentation salariale ajustable	1,00 %	2,00 %

Hypothèses actuarielles	2023	
	Suisse	Italie
Taux d'actualisation	2,98 %	3,17 %
Tables de mortalité et d'espérance de vie	BVG 2020	RG48
Taux d'augmentation salariale ajustable	0,94 %	2,10 %

Les taux d'actualisation utilisés pour actualiser les flux de trésorerie futurs ont été déterminés par référence à des obligations d'entreprises de haute qualité dans chacune des devises. Le rendement attendu des actifs du régime correspond au taux d'actualisation établi.

L'âge de la retraite pour les engagements est déterminé à la première date à laquelle l'éligibilité à la retraite est établie, par accord contractuel dans le cas de retraites anticipées ou en utilisant les taux de retraite.

Des modifications des principales hypothèses peuvent affecter le calcul des obligations. Le tableau de sensibilité suivant montre l'effet sur les obligations d'une modification des principales hypothèses :

Analyse de sensibilité (milliers d'euros)

	Hypothèses clés	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation	0,25 %	(679)	728
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	269	(261)
Espérance de vie	1 an	272	(267)

2023

	Hypothèses clés	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation	0,25 %	(569)	609
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	167	(162)
Espérance de vie	1 an	228	(226)

Les sensibilités ont été calculées à la date du rapport et se rapportent à des changements distincts de chaque hypothèse alors que les autres restent inchangées et, par conséquent, les effets combinés possibles sont exclus.

Ci-après un résumé des changements dans les obligations qui ont affecté, en 2024, les montants comptabilisés dans le bilan en ce qui concerne les obligations postérieures à l'emploi envers les employés actuels et anciens et les autres avantages à long terme.

2024

	Milliers d'euros		
	Obligation de prestations définie	Actifs du régime	Obligation nette
Solde au 1^{er} janvier 2024	14 827	(11 390)	3 437
Montants imputés directement au compte de résultat :	—	—	—
<i>Frais de personnel - Coût normal pour l'année</i>	733	—	733
<i>Charges d'intérêt relatives aux obligations</i>	190	(154)	36
<i>Recalcul du passif net (de l'actif net) comptabilisé en « Autres résultats globaux cumulés »</i>			
<i>Gains et pertes actuariels</i>	1 159	—	1 159
<i>Rendement des actifs</i>	—	(667)	(667)
<i>Autres ajustements</i>	—	—	—
Ecarts de change et autres	(235)	194	(41)
Cotisations	296	(1 060)	(764)
Prestations payées	(255)	1 204	949
Solde au 31 décembre 2024	16 715	(11 873)	4 842

2023

	Milliers d'euros		
	Obligation de prestations définie	Actifs du régime	Obligation nette
Solde au 1^{er} janvier 2023	10 760	(10 044)	716
Montants imputés directement au compte de résultat :	—	—	—
<i>Frais de personnel - Coût normal pour l'année</i>	905	—	905
<i>Charges d'intérêt relatives aux obligations</i>	328	(333)	(5)
<i>Recalcul du passif net (de l'actif net) comptabilisé en « Autres résultats globaux cumulés »</i>			
<i>Gains et pertes actuariels</i>	2 117	—	2 117
<i>Rendement des actifs</i>	—	544	544
<i>Autres ajustements</i>	—	—	—
Ecarts de change et autres	786	(659)	127
Cotisations	255	(970)	(715)
Prestations payées	(324)	72	(252)
Solde au 31 décembre 2023	14 827	(11 390)	3 437

11. Questions fiscales

La Banque est imposée selon le régime fiscal espagnol consolidé. En particulier, elle forme un groupe fiscal espagnol avec son actionnaire unique, Liberty Partners, S.L.U., en vertu duquel les deux entités sont imposées à un taux de 30 %. La Banque est la société représentative espagnole de ce groupe fiscal.

11.1 Rapprochement des résultats comptables et fiscaux

Le détail du montant total de la charge d'impôt sur le revenu supportée par la Banque et ses succursales aux 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Allfunds Bank, S.A.U.	49 126	24 914
Allfunds Bank Succursale de Milan	51 662	42 690
Allfunds Bank Succursale de Londres	4 077	1 369
Allfunds Bank Succursale de Singapour		
Allfunds Bank Succursale de Paris	6 146	6 308
Allfunds Bank Succursale de Varsovie	100	61
Allfunds Bank Succursale du Luxembourg	9 299	8 197
Allfunds Bank Succursale suisse	68	193
Allfunds Bank Succursale de Stockholm	208	305
Actif d'impôt différé *	(9 233)	
Total de la charge d'impôt sur le résultat	111 453	84 037
(*) Cela correspond à l'actif d'impôt différé comptabilisé pour l'activation des différences temporelles imposables à compenser dans la succursale suisse.		

Bien que la déclaration d'impôt sur les sociétés de la Banque pour 2024 n'ait pas encore été déposée, le rapprochement du bénéfice comptable avec le bénéfice imposable estimé en Espagne et la charge d'impôt sur le revenu courant comptabilisée en Espagne pour 2024 et 2023 se présente comme suit :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Bénéfice avant impôt	65 957	199 959
Ecart :	35 962	(124 341)
Ajouts (*)	250 453	80 739
Réductions (**)	(214 491)	(205 080)
Base imposable	101 919	75 618
Taux d'imposition	30 %	30 %
Total	30 576	22 685
Moins les déductions (***)	(1 655)	(1 252)
Charge d'impôt sur le revenu	28 921	21 433
Impôt brut à payer	28 921	21 433
Paievements anticipés d'impôts effectués par Allfunds Bank S.A. - Espagne	(27 349)	(18 801)
Retenues	(23)	
(Actifs) / Passifs d'impôts courants	1 549	2 632

(*) Cela correspond principalement aux ajustements positifs hors bilan effectués par la banque en relation avec : (i) les dépenses non déductibles (notamment celles liées à l'ajustement permanent relatif à la dépréciation de l'activité Investlab (Suisse), l'ajustement différé de l'amortissement du goodwill et des immobilisations incorporelles associés à cette activité et à l'activité NFM (Suède), et l'ajustement permanent dû à la taxe bancaire), (ii) les revenus négatifs ajustés de façon permanente obtenus à l'étranger par l'intermédiaire des succursales, ainsi que les éliminations et les ajustements comptables d'homogénéisation dans le processus d'intégration des résultats des succursales.

(**) Cela correspond principalement à l'ajustement permanent des résultats des succursales étrangères, qui sont imposées dans chacun des pays où elles sont établies et sont exemptées d'impôts en Espagne.

(***) Cela correspond aux déductions informatiques enregistrées ou à enregistrer dans le modèle d'impôt sur les sociétés de la Banque.

En outre, au cours de l'exercice 2024, la Banque a enregistré une charge fiscale plus élevée s'élevant à 20 205 milliers d'euros, principalement attribuable à : (i) la dépréciation des actifs et passifs d'impôts différés enregistrés au niveau de la Banque dans le cadre de l'activité Investlab (Suisse) - 19 868 milliers d'euros ; (ii) l'ajustement résultant de la différence entre le montant comptabilisé et le montant finalement payé au titre de l'impôt sur les Sociétés pour l'exercice 2023 (favorable de 1 041 milliers d'euros) ; et (iii) les mouvements ordinaires des actifs et passifs d'impôts différés enregistrés dans ses livres individuels (704 milliers d'euros), tels que détaillés ci-dessous.

Au cours de l'exercice 2023, la Banque a comptabilisé une charge fiscale accrue de 3 480 milliers d'euros, principalement en raison (i) de l'ajustement résultant de l'écart entre les montants initialement comptabilisés et le paiement final de l'impôt sur les sociétés pour l'exercice 2022 et (ii) des mouvements des actifs et passifs d'impôts différés enregistrés dans ses comptes individuels.

11.2 Actifs et passifs d'impôts

Le détail des soldes des actifs d'impôts courants et différés aux 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Actifs d'impôts courants :	4 661	2 658
Autres Espagne (TVA)	576	161
Paielements anticipés des taxes - Succursales :	2 395	421
France	524	8
Suisse	5	15
Suède	908	70
Royaume-Uni	958	328
Italie		
Singapour (GST)	1 690	2 076
Actifs d'impôts différés :	42 485	91 920
Ajustement 30 % amortissement des immobilisations (Espagne)		63
Rémunération variable / provision pour primes (Espagne)	455	350
Provision pour l'ILP (Espagne)	2 058	1 355
Pologne : provision (bonus, opérations et autres)	390	400
Goodwill Italie	28 912	43 368
Goodwill fiscal en Suisse - CS-Investlab		45 060
Pertes fiscales reportées (Suisse)	9 260	
Pertes fiscales (Suède)	430	446
Provision pour l'ILP Royaume-Uni	980	878
Total	47 146	94 578

Les « Actifs d'impôts différés » comprennent généralement :

- L'actif d'impôt différé, d'un montant de 28 912 milliers d'euros, correspond à l'amortissement fiscal prévu de 2022 à 2026 (inclus) du goodwill enregistré par la succursale italienne. Le montant initial était de 43 368 milliers d'euros. Ce goodwill provient du regroupement d'entreprises lié à l'acquisition de l'activité de banque correspondante de BNP. Plus précisément, cet amortissement fiscal résulte du fait que la Succursale italienne a opté pour le régime de réévaluation fiscale (« regimi di affrancamento »).

- L'actif d'impôt différé reconnu en relation avec l'utilisation attendue des pertes fiscales disponibles au niveau de la Succursale de Zurich de la Banque.

Auparavant, la Banque avait comptabilisé dans ses livres locaux un actif d'impôt différé provenant du regroupement d'entreprises lié à l'acquisition de l'activité de distribution du Crédit Suisse (Investlab). Cela s'explique par la possibilité d'amortir fiscalement le goodwill associé à l'entreprise acquise (« réserves latentes taxées ») et d'utiliser les pertes fiscales générées par cet amortissement fiscal.

Toutefois, un nouvel actif d'impôt différé a été reconnu, associé à l'utilisation des pertes fiscales générées à ce jour par la succursale suisse susmentionnée.

Le détail des soldes des impôts courants et différés en 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Passifs d'impôts courants :	27 624	26 004
Passifs d'impôts différés :	1 418	25 208
Résultant de regroupements d'entreprises	200	25 050
CS - Activité Investlab		24 822
Nordic Fund Market	200	228
Italie	1 218	158
Total	29 042	51 212

Le poste « Passifs d'impôts différés » comprend : (i) 201 milliers d'euros associés à la comptabilisation de certains actifs incorporels résultant de l'acquisition d'Allfunds Sweden AB (Nordic Fund Market), et (ii) 1 218 milliers d'euros associés à la différence entre le traitement comptable (non amortissable) et le traitement fiscal (amortissable sur une période de 18 ans) du goodwill résultant de l'acquisition de l'activité Iccrea par la Succursale de Milan d'Allfunds.

En outre, le passif d'impôt différé associé aux actifs incorporels identifiés lors de l'acquisition de l'activité Investlab (Suisse) - qui s'élevait à 24 822 milliers d'euros en 2023 - a été entièrement repris en 2024 en raison de la dépréciation de ces actifs incorporels.

Le solde du poste « Passifs d'impôts - Passifs d'impôts courants » comprend principalement l'impôt sur le revenu des sociétés à payer - compensé par des paiements intermédiaires - en Italie (15 574 milliers d'euros), en Espagne (3 183 milliers d'euros), en Pologne (13 milliers d'euros), au Luxembourg (8 284 milliers d'euros) et en Suède (568 milliers d'euros).

11.3 Pertes fiscales reportées

Certaines succursales de la Banque disposent des reports de pertes fiscales suivants en raison de pertes d'années antérieures qui n'ont pas été capitalisées à des fins comptables.

Entité	Pays	Année de survenance	Montant de la base imposable (milliers d'euros)
Allfunds Bank, S.A. Succursale de Singapour	Singapour	2017	2 586
		2018	3 779
		2019	6 777
		2020	6 081
		2021	1 150
		2022	3 512
		2023	3 385
Allfunds Bank, S.A.U. Succursale de Zurich	Suisse	2017	20 437
		2018	12 068
		2019	9 337
		2020	79 996
		2021	66 179
		2022	33 240
		2023	46 309
Total			294 835

11.4 Opérations réalisées en vertu du titre VII, chapitre VII, de la loi espagnole relative à l'impôt sur le revenu

La Banque n'a pas effectué d'opérations relevant du chapitre VII du titre VII de la loi espagnole relative à l'impôt sur les sociétés (loi CIT) au cours de l'exercice 2024.

Toutefois, au cours de l'exercice 2021, certaines transactions ont été effectuées dans le cadre du régime fiscal spécial susmentionné. A cet égard, nous renvoyons au rapport sur les états financiers de 2021 en ce qui concerne ces opérations de restructuration effectuées en 2021, respectant ainsi les exigences énoncées à l'article 86 de la loi sur le CIT.

11.5 Option pour le régime de réévaluation fiscale en Italie (« affrancamento »)

Allfunds Bank Succursale de Milan a procédé aux élections suivantes en juin 2021 :

a) Option pour la réévaluation fiscale ordinaire des actifs incorporels de l'activité LPA de BNP Paribas Securities Services (BP 2S) (activité BNP LPA), en vertu de laquelle a été acquis le droit d'amortir fiscalement les actifs incorporels de BNPP LPA sur leur durée d'utilité (à partir de l'exercice 2021 inclus), en contrepartie du versement de certains acomptes d'impôts d'un montant total de 36 700 milliers d'euros, différés sur 3 ans (2021 à 2023).

b) Option pour la réévaluation fiscale spéciale du goodwill de BNPP LPA, en vertu de laquelle le droit a été acquis d'amortir fiscalement le goodwill de BNPP LPA sur 5 ans à partir de 2022, en échange du versement d'un seul acompte fiscal de 35 millions d'euros en juin 2021.

Le paiement de ces impôts anticipés (à l'exception des intérêts payés pour le report) a été entièrement comptabilisé au cours de l'exercice 2021 et correctement réglé dans les délais légaux.

11.6 Années ouvertes à l'examen des autorités fiscales

Selon la législation en vigueur, les déclarations fiscales ne peuvent être considérées comme définitives tant qu'elles n'ont pas été examinées par l'administration fiscale ou tant que le délai de prescription correspondant n'a pas expiré.

Au cours de l'exercice 2023, la Banque et Liberty (toutes deux imposées sous le régime de la consolidation fiscale au taux de 30 %) ont reçu une notification d'ouverture d'un contrôle fiscal portant sur (i) l'impôt sur les sociétés (pour les exercices 2018 à 2021) et (ii) dans le cas de Liberty, également sur la retenue à la source sur les revenus des non-résidents (pour les exercices 2019 à 2021). Comme l'a confirmé l'inspection fiscale dans l'avis qu'elle a adressé à la Banque, celle-ci a été informée de l'ouverture d'une procédure d'inspection en raison de son rôle de représentant fiscal du groupe fiscal espagnol.

Le contrôle fiscal s'est achevé en juin 2024, avec pour résultat (i) la régularisation des montants négatifs du revenu imposable de Liberty, et (ii) un passif d'impôt sur les sociétés de 3,3 milliers d'euros plus les intérêts de retard, le tout sans imposition de pénalités fiscales.

Au 31 décembre 2024, la Banque restait soumise au contrôle des autorités fiscales pour les impôts applicables à ses activités qui étaient encore dans le délai de prescription de l'examen. Selon la réglementation espagnole, cette période est de quatre ans à compter de la fin de la période de dépôt volontaire.

En outre, en raison des différentes interprétations qui peuvent être faites de certaines réglementations fiscales applicables aux opérations de la Banque pour les exercices ouverts à l'inspection, il pourrait y avoir certains passifs fiscaux éventuels dont la quantification fiable n'est pas possible à l'heure actuelle. Toutefois, de l'avis des administrateurs de la Banque et de ses conseillers fiscaux, le passif fiscal qui pourrait résulter d'éventuelles actions des autorités fiscales ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les présents états financiers.

11.7 Autres contributions

Le 28 décembre 2022, la Loi relative à l'établissement de la taxe temporaire sur les institutions de crédit et les établissements de crédit financier a été publiée au Journal officiel de l'Etat.

Cette loi établit l'obligation de payer un prélèvement économique public non fiscal au cours des années 2023 et 2024 pour les établissements de crédit qui opèrent en Espagne et dont le revenu brut total pour les revenus d'intérêts et les commissions en 2019 est égal ou supérieur à 800 millions d'euros.

Le montant de la prestation à verser sera le résultat de l'application du pourcentage de 4,8 % à la somme de la marge d'intérêt et des revenus et frais de commission dérivés de l'activité exercée en Espagne qui apparaissent dans le compte de pertes et profits du groupe de consolidation fiscale auquel appartient l'établissement de crédit correspondant à l'année civile précédant la naissance de l'obligation de paiement.

L'impact du paiement de cette contribution sur la Banque en 2024 s'élève à 7 millions d'euros (7,2 millions d'euros en 2023), ce qui a été considéré comme une charge non déductible aux fins de l'impôt sur les sociétés. (Voir Note 22.2 Autres charges administratives - Cotisations et taxes).

La Banque a pris les mesures juridiques appropriées pour faire appel de ce prélèvement bancaire.

11.8 Règles types du deuxième pilier

Dans le cadre inclusif de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (« BEPS »), l'OCDE, en collaboration avec le G20, a introduit un plan connu sous le nom de « Deuxième pilier ». L'objectif de ce plan était d'établir un taux d'imposition minimum global de 15 % pour les groupes multinationaux dont le chiffre d'affaires net consolidé a atteint au moins 750 millions d'euros au cours d'au moins deux des quatre exercices fiscaux précédant immédiatement l'ouverture de l'exercice concerné. Dans ce contexte, l'OCDE a publié en 2021 les règles modèles, qui ont été développées en 2022 et 2023 (les « Règles Globe »).

Les groupes concernés sont tenus de calculer leur Taux d'imposition effectif (ETR) pour chaque pays ou territoire où ils opèrent en vertu des Règles Globe. Si ce taux est inférieur au minimum de 15 %, le groupe est généralement tenu de payer un supplément d'impôt sur la différence.

En ce qui concerne Allfunds Group plc (« Group Plc ») et par rapport au Deuxième pilier, Allfunds Group plc (UK) est désignée l'Entité mère ultime (UPE).

En 2023, le Royaume-Uni a adopté une loi visant à mettre en œuvre les règles de l'impôt minimum mondial ainsi qu'un impôt minimum national aligné sur les Règles Globe. Cette législation est en vigueur depuis le 31 décembre 2023. Par conséquent, Allfunds Group plc est responsable de l'impôt complémentaire lié à ses opérations et à ses entités, sauf dans les pays où un impôt complémentaire minimum national bénéficiant d'une sphère de sécurité a été promulgué.

La Banque est considérée comme une entité constitutive de Group Plc.

En mai 2023, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 12 concernant les règles du Deuxième pilier, introduisant une exception obligatoire et rétroactive à l'obligation de comptabiliser et de fournir des informations sur les actifs et passifs d'impôt différé résultant de la mise en œuvre des Règles Globe. Group Plc a adopté cette exception. Toutefois, étant donné qu'aucune nouvelle législation substantielle visant à mettre en œuvre la taxe complémentaire n'avait été adoptée au 31 décembre 2023 dans les juridictions où Group Plc exerce ses activités et qu'aucun impôt différé n'avait été comptabilisé à cette date, l'application rétroactive n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de Group Plc.

Depuis 2023, Group Plc examine la législation applicable dans chaque juridiction où il opère, ainsi que les Règles Globe et les lignes directrices de l'OCDE, afin d'analyser l'impact de ce nouveau régime.

Pour 2024, cette évaluation a été réalisée sur la base des chiffres consolidés de Group Plc pour l'année, en tenant compte de l'analyse des sphères de sécurité transitoires de l'OCDE.

Sur la base de l’analyse effectuée, à la fin de l’exercice 2024, Group Plc ne prévoit pas d’impact économique découlant du deuxième pilier.

12. Autres actifs et autres passifs

Le détail des « Autres actifs » et « Autres passifs » dans les bilans ci-joints aux 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d’euros			
	Actif		Passif	
	2024	2023	2024	2023
Comptes divers	2 000	3 398	5 005	27 465
Charges à payer (*)			43 715	30 324
Honoraires et commissions courus sur la commercialisation de parts d’organismes de placement collectif (Note 20 et 21)	91 761	81 797		2
Autres produits à recevoir	22 855	19 188		
Dépenses payées d’avance	115	1 073		
	117 768	105 456	48 720	57 791

(*) Aux 31 décembre 2024 et 2023, ce poste comprend respectivement 34 089 et 22 954 milliers d’euros relatifs à la rémunération variable payable à ces dates. Les administrateurs de la Banque estiment qu’il n’y aura pas de différences significatives entre ces montants et ceux qui seront finalement payés.

13. Passifs financiers au coût amorti

Le détail, par type d’instrument financier, des « Passifs financiers au coût amorti » aux 31 décembre 2024 et 2023 dans les bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d’euros	
	2024	2023
Passifs financiers au coût amorti :		
Dépôts auprès d’établissements de crédit	556 492	431 091
Dépôts de la clientèle	1 228 335	1 127 407
Autres passifs financiers	580 168	406 407
	2 364 995	1 964 905

13.1 Dépôts auprès d’établissements de crédit

Le détail, par type et par devise, des « Dépôts auprès d’établissements de crédit » aux 31 décembre 2024 et 2023 au passif des bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d’euros	
	2024	2023
Type :		
Comptes à vue	556 492	431 091
Dépôt à terme		
Devise :	556 492	431 091
Euros	298 766	211 709
Devises étrangères	257 726	219 382
	556 492	431 091

La Note 24 détaille les échéances de ces passifs à la clôture des exercices 2024 et 2023 ainsi que les taux d’intérêt annuels moyens en 2024 et 2023, et la Note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces passifs financiers.

13.2 Dépôts de la clientèle

Le détail, par classification, type et devise, des « Dépôts de la clientèle » aux 31 décembre 2024 et 2023 au passif des bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d’euros	
	2024	2023
Type :		
Comptes à vue	1 228 335	1 127 407
	1 228 335	1 127 407

Devise :		
Euros	1 030 598	888 730
Devises étrangères	197 737	238 677
	1 228 335	1 127 407

Le solde des « Dépôts de la clientèle » comprend des comptes courants détenus par le secteur non-résident, pour un montant de 1 214 400 milliers d'euros et 1 104 440 milliers d'euros aux 31 décembre 2024 et 2023, respectivement.

La Note 24 détaille les échéances de ces actifs à la clôture des exercices 2024 et 2023 ainsi que les taux d'intérêt annuels moyens en 2024 et 2023, et la Note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces passifs financiers.

13.3 Autres passifs financiers

Le détail des « Autres passifs financiers » aux 31 décembre 2024 et 2023 dans les bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Dettes de location	17 494	22 603
Comptes de recouvrement des impôts	152 127	61 566
Comptes spéciaux	268 734	202 239
Obligations de paiement	74 380	89 847
Autres	67 433	30 152
	580 168	406 407

Les « comptes spéciaux » figurant dans le tableau ci-dessus se réfèrent essentiellement à des fonds temporairement détenus pour le compte de clients en raison d'ordres de transfert d'investissements dans des organismes de placement collectif reçus, qui n'étaient pas encore réglés à la fin de l'année.

Par ailleurs, le poste « Obligations de paiement » comprend 38 353 milliers d'euros et 70 046 milliers d'euros relatifs aux honoraires et commissions à payer au 31 décembre 2024 et 2023 (voir Note 21).

La Note 24 détaille les échéances de ces passifs à la fin des exercices 2024 et 2023 et la Note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces passifs financiers.

Informations sur les délais moyens de paiement aux fournisseurs. Troisième Disposition additionnelle « Obligation de divulgation » prévue par la Loi 15/2010, du 5 juillet

Vous trouverez ci-dessous les informations requises par la troisième disposition additionnelle de la loi 15/2010, du 5 juillet (modifiée par la deuxième disposition finale de la Loi 31/2014, du 3 décembre), préparées conformément à la résolution de l'Institut espagnol de comptabilité et d'audit (ICAC) du 29 janvier 2016 sur les informations à inclure dans les notes aux états financiers en ce qui concerne le délai moyen de paiement aux fournisseurs dans les transactions commerciales. Les informations obligatoires susmentionnées sont les suivantes :

	Jours	
	2024	2023
Délai moyen de paiement des fournisseurs	30	28
Ratio des transactions réglées	30	28
Ratio des transactions non encore réglées	14	27

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Total des paiements effectués	78 222	97 489
Total des paiements en cours	1 143	517

Le volume monétaire et le nombre de factures payées dans les délais légaux sont détaillés ci-dessous :

	Milliers d'euros
	2024
Volume monétaire	51 731
% du total des paiements effectués	69,44 %
Nombre de factures totales (n°)	3 226
% du total des factures	62,40 %

Conformément à la résolution de l’ICAC, le délai moyen de paiement aux fournisseurs a été calculé en prenant en compte les transactions commerciales relatives à la fourniture de biens ou de services.

Le « Délai moyen de paiement aux fournisseurs » est la période qui s’écoule entre la date de réception des factures (sans différences significatives par rapport aux dates correspondantes des factures) et la date de paiement.

14. Capital libéré et primes d’émission

Le 27 mars 2024, Liberty Partners, S.L.U., l’actionnaire unique d’Allfunds Bank S.A.U., a accepté d’augmenter le capital social de la Banque par le biais d’une augmentation de capital d’un montant de 12 000 milliers d’euros. Cette augmentation a été réalisée par l’émission de 20 000 actions, d’une valeur nominale de 30,00 euros chacune et d’une prime d’émission de 570 euros par action, entièrement souscrites et payées par Liberty Partners, S.L.U.

Le 8 février 2023, Allfunds Digital S.L.U., filiale directe d’Allfunds Bank S.A.U., a réalisé l’acquisition de 65 % de Mainstreet Partners pour 33 000 milliers de livres sterling (37 400 milliers d’euros). Pour financer cette acquisition, Liberty Partners, S.L.U., actionnaire unique d’Allfunds Bank S.A.U., a procédé à la même date, le 8 février 2023, à une augmentation de capital de 44 000 milliers d’euros par l’émission de 100 865 actions, chacune d’une valeur nominale de 30,00 euros et d’une prime d’émission de 406,23 euros par action, entièrement souscrites et payées par Liberty Partners, S.L.U. (l’actionnaire unique de la Banque).

Le 1^{er} décembre 2023, dans le cadre de l’acquisition de l’activité LPA d’Iccrea Bank par Allfunds Bank S.A.U., l’actionnaire unique de la Banque a procédé à une augmentation de capital par un apport en numéraire d’un montant de 100 000 milliers d’euros. Cette opération a été réalisée par l’émission de 6 282 actions, d’une valeur nominale de 30,00 euros chacune et d’une prime d’émission de 15 888,50 euros par action, entièrement souscrites et payées par Liberty Partners, S.L.U.

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, le capital social de la Banque s’élevait à 81 048 et 80 448 milliers d’euros et était représenté par 2 701 606 et 2 681 606 actions nominatives entièrement souscrites et payées, d’une valeur nominale de 30 euros chacune et avec une prime d’émission de 1 197 992 et 1 186 592 milliers d’euros, toutes avec le même dividende et le même droit de vote, et son unique actionnaire était Liberty Partners, S.L.U.

15. Résultats non distribués

Le solde du poste « Bénéfices non distribués » dans les bilans ci-joints comprend le montant net du bénéfice ou de la perte cumulé(e) comptabilisé(e) au cours des exercices précédents dans le compte de résultat qui, lors de la répartition du bénéfice, a été affecté(e) aux capitaux propres et n’a pas été distribué(e) aux actionnaires de la Banque.

Le détail des « Bénéfices non distribués » aux 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d’euros	
	2024	2023
Bénéfices non distribués :		
Juridique	16 090	15 447
Réserve non disponible	15 685	13 845
Vers les réserves volontaires	206 504	208 065
	238 279	237 357

Réserve légale

En vertu du Décret royal législatif 1/2010, du 2 juin, approuvant la Loi consolidée sur les sociétés à responsabilité limitée espagnoles, les entités espagnoles doivent transférer 10 % du bénéfice net de chaque année à la réserve légale. Ces transferts doivent être effectués jusqu’à ce que le solde de cette réserve atteigne 20 % du capital social. La réserve légale peut être utilisée pour augmenter le capital à condition que le solde de la réserve ne soit pas inférieur à 10 % du montant du capital social augmenté. Au cours de l’exercice 2024, la banque a enregistré des pertes, ce qui l’a empêchée de procéder à de nouvelles dotations à la réserve légale. Cependant, suite aux augmentations de capital réalisées au cours de la même période, le montant nécessaire pour atteindre 20 % du capital social a augmenté et, au 31 décembre 2024, la réserve légale n’est pas entièrement constituée.

Réserve non disponible

L’Article 25 de la Loi 27/2014, du 27 novembre, sur l’Impôt sur les sociétés introduit le chiffre de la réserve de capitalisation, qui consiste en une réserve indisponible permettant une réduction de la base imposable de 10 % du montant de l’augmentation des fonds propres avec une limite de 10 % de la base imposable avant la compensation des bases imposables négatives, le cas échéant, à condition que ladite augmentation soit maintenue pendant 5 ans à compter de la clôture de la période imposable à laquelle correspond cet ajustement, sauf en cas d’existence de pertes comptables dans l’entreprise. En conséquence de ce qui précède, la Banque a constitué en 2016 une réserve de capitalisation d’un montant de 4 636 milliers d’euros, qui a été transférée aux réserves volontaires en 2023.

Au cours de l'exercice 2019, la Banque a doté la réserve de capitalisation d'un montant de 5 318 milliers d'euros par imputation sur les réserves volontaires en raison de l'augmentation des fonds propres au cours de l'exercice 2018.

En outre, un montant de 10 866 milliers d'euros est inclus (8 527 milliers d'euros au 31 décembre 2023) correspondant au montant total des réserves spéciales établies au Luxembourg comme condition essentielle à la réduction totale de la quote-part de l'impôt sur la fortune nette (« Impôt sur la fortune nette »). Chaque année, une réserve spéciale doit être prélevée sur les bénéfices de l'année précédente, qui doit rester indisponible et identifiée pendant 5 ans.

Plus précisément, au cours de l'exercice 2024, nous avons procédé (i) à la libération des réserves spéciales correspondant aux années 2018 (en raison du respect de la période légale de maintien) et (ii) à la dotation de la réserve spéciale correspondant à l'année 2024 avec un prélèvement sur les bénéfices de l'année 2023, pour un montant de 3 334 milliers d'euros.

Selon le Décret-loi 104/2023 du 10 août 2023 converti en la Loi n° 136 du 9 octobre 2023, un impôt extraordinaire a été introduit pour les banques opérant en Italie, qui taxe les bénéfices extraordinaires, équivalant à 40 % de la marge d'intérêt pour l'année précédant le 1^{er} janvier 2024 qui dépasse d'au moins 10 % la même marge par rapport à l'année précédant le 1^{er} janvier 2022. La taxe ne peut excéder 0,26 % du montant total de l'exposition au risque sur une base individuelle, déterminé conformément aux sections 3 et 4 de l'article 92 du Règlement (UE) n° 575/2023 en référence à la date de clôture de l'exercice 2022. Cet impôt extraordinaire doit être payé dans le sixième mois suivant la fin de l'exercice 2023. En ce sens, la Loi de conversion 136/2023 a introduit l'article 5-bis au Décret-loi 104/2023, qui prévoit la possibilité pour les banques opérant en Italie, même par le biais d'un établissement permanent, comme la Banque, de ne pas payer l'impôt si une réserve non distribuable ou restreinte d'au moins 2,5 fois l'impôt calculé est enregistrée lors de l'approbation des comptes annuels.

Etant donné que le montant de l'impôt calculé conformément au Décret-loi 104/2023, sur la base de l'exposition au risque sur une base individuelle comme indiqué, est égal à 1 928 milliers d'euros et que le bénéfice de la succursale italienne inclus dans ces comptes annuels est supérieur au montant qui doit être affecté à la réserve non distribuable, le Conseil d'administration de la Banque proposera à l'actionnaire unique l'affectation d'une réserve non distribuable d'un montant de 4 819 milliers d'euros imputée aux réserves volontaires, conformément à l'article 26 du Décret-loi 104/2023.

16. Postes pour mémoire

Les « Postes pour mémoire » des bilans aux 31 décembre 2024 et 2023 correspondent à des soldes représentant des droits, des obligations et d'autres situations juridiques qui, à l'avenir, pourraient avoir une incidence sur l'actif net, ainsi qu'à tout autre solde nécessaire pour refléter toutes les transactions effectuées par la Banque, même si elles n'ont pas d'incidence sur l'actif net de celle-ci.

Les obligations conditionnelles détenues par la Banque qui peuvent donner lieu à la comptabilisation d'actifs financiers se réfèrent dans leur intégralité à celles qui sont à la disposition de tiers. Leur détail aux 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
A la disposition de tiers :		
Etablissements de crédit	94 657	86 375
Autres secteurs résidents	3 016	2 982
Autres secteurs non-résidents	24 651	24 926
	122 324	114 283

Par ailleurs, au 31 décembre 2024, la Banque détenait des fonds hors bilan sous administration relatifs à des parts d'organismes de placement collectif (OPC) s'élevant à 1 556 931 et 1 383 562 millions d'euros aux 31 décembre 2024 et 2023. Le détail est le suivant :

	Millions d'euros	
	2024	2023
Fonds hors bilan		
Actifs sous gestion	1 462 782	1 239 748
Actifs distribués	94 149	143 814
	1 556 931	1 383 562

La Banque classe comme actifs sous gestion les fonds pour lesquels elle agit en tant qu'intermédiaire pour les souscriptions et les rachats d'investissements dans des organismes de placement collectif ; la Banque reçoit les ordres correspondants de ses clients, les transmet aux sociétés de gestion des organismes de placement collectif pour exécution et est également responsable du règlement des transactions et de la gestion des positions qui en résultent pour ses clients.

En outre, la Banque classe comme actifs sous distribution les fonds de la clientèle couverts par des accords de distribution entre la Banque et des gestionnaires de fonds dans lesquels les clients agissent en tant que sous-distributeurs de la Banque et la Banque fournit des services liés à la distribution (distribution de placements dans des organismes de placement collectif, négociation, calcul et paiement des commissions reversées, transmission de données et de documentation sur les organismes de placement collectif, etc.) mais ne participe pas au courtage des souscriptions et des rachats de placements dans des organismes de placement collectif ni au règlement ou à la gestion de ces positions.

17. Valeurs notionnelles des dérivés de couverture

Le détail des montants notionnels et/ou contractuels des dérivés de transaction détenus par la Banque aux 31 décembre 2024 et 2023 :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Achats et ventes de devises non échues (*) :		
Achats	96 555	131 905
Ventes	308 746	261 336
(*) Concerne les achats et ventes de devises de gré à gré.		

Les transactions susmentionnées ont une échéance inférieure à un an.

Les montants notionnels et/ou contractuels des contrats susmentionnés ne reflètent pas le risque réel assumé par la Banque, étant donné que la position nette de ces instruments financiers résulte de leur compensation et/ou de leur combinaison. Cette position nette est utilisée par la Banque essentiellement pour couvrir le risque de change.

18. Produits d'intérêts

Le poste « Produits d'intérêts » pour les exercices 2024 et 2023 du compte de résultat ci-joint comprend les intérêts courus dans l'année sur tous les actifs financiers avec un rendement implicite ou explicite, calculés en appliquant le procédé du taux d'intérêt effectif, indépendamment de l'évaluation à la juste valeur (à l'exception des produits dérivés).

Le détail des principaux postes de revenus d'intérêts perçus par la Banque en 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Prêts et avances aux banques centrales	67 906	50 066
Prêts et avances aux établissements de crédit	32 939	23 724
Prêts et avances aux clients	1 399	1 404
Rendement des actifs liés aux régimes de retraite	154	333
Autres intérêts	161	875
	102 559	76 402

19. Charges d'intérêts

« Charges d'intérêts » pour les exercices 2024 et 2023 dans les comptes de résultat ci-joints comprend les intérêts courus dans l'année sur tous les passifs financiers avec un rendement implicite ou explicite, calculés en appliquant le procédé du taux d'intérêt effectif, indépendamment de l'évaluation à la juste valeur (à l'exception de ceux qui auraient pu résulter de produits dérivés).

Le détail des principaux postes d'intérêts et charges assimilées comptabilisés par la Banque en 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Dépôts auprès d'établissements de crédit	554	352
Soldes de trésorerie auprès des banques		
Dettes de location	543	444
Dépôts de la clientèle		
Coût financier des engagements de pension (Note 10)	190	328
Autres intérêts	467	559
	1 754	1 683

20. Produits de commissions

Le poste « Revenus de commissions » comprend le montant de toutes les commissions accumulées en faveur de la Banque au cours de l'exercice, à l'exception de celles qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif sur les instruments financiers, le cas échéant.

Le détail du poste « Revenus de commissions » dans les comptes de résultat ci-joints en 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Revenus de commissions provenant de ce qui suit :		
Commercialisation des produits		
Fonds d'investissement	442 467	392 495
	442 467	392 495
Services d'investissement		
Administration et garde	11 331	9 060
Négociation de titres	4 462	2 427
	15 793	11 487
Autres		
Change	24 037	19 481
Autres frais et commissions	37 086	30 630
	61 123	50 111
	519 383	454 093

21. Frais de commissions

Il s'agit du montant total des commissions payées ou à payer par la Banque qui ont été comptabilisées au cours de l'exercice, à l'exception de celles qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif des instruments financiers.

22. Frais d'administration

22.1 Frais de personnel

Les « frais de personnel » comprennent toutes les rémunérations perçues au cours de l'exercice, à quelque titre que ce soit, par les employés permanents ou temporaires, indépendamment de leur fonction ou de leur poste.

Le détail des « Frais de personnel » en 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Salaires et traitements	88 385	76 567
Coûts de la sécurité sociale	15 464	12 536
Indemnités de fin de contrat	2 227	3 446
Contributions aux régimes à cotisations		
Fonds de pension (Note 2-m)	165	1 306
Allocation aux régimes de retraite à prestations définies (Note 10)	733	905
Plan d'incitation à long terme (Note 4)	8 249	7 350
Frais de formation	249	405
Autres frais de personnel	3 72	3 319
	120 687	105 834

En 2021, 2022, 2023 et 2024, le Conseil d'administration a approuvé le lancement d'une incitation à long terme basée sur les actions d'Allfunds Group Plc pour les directeurs exécutifs, les autres membres du groupe identifié et les employés clés du groupe (« ILP »). Le tableau suivant résume les principaux indicateurs associés au LTIP et correspondant à l'exercice en cours.

Date d'attribution	2022	2023	2023	2024
	1 ^{er} avril 2022	14 avril 2023	7 juillet 2023	26 avril 2024
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
Date d'acquisition	2024	2025	2025	2026
Valeur cotée (date d'attribution) (euros)	10,33	6,23	5,32	6,04
Valorisation TSR (Euro)	5,78	7,48	7,48	7,48
Nombre d'actions	917 843	1 168 167	629 122	910 792
<i>dont :</i>				
Basé sur le temps	400 437	798 097	56 888	831 852
Basé sur l'Ebitda	258 703	185 035	286 117	39 470
Basé sur le TSR	258 703	185 035	286 117	39 470
Montant total de l'incitation (en milliers d'euros)	8 304	7 504	3 965	5 496
<i>dont :</i>				
Basé sur le temps	4 137	4 969	303	5 020
Basé sur l'Ebitda	2 672	1 151	1 522	238
Basé sur le TSR	1 495	1 384	2 140	238
Montant comptabilisé dans les résultats 2024 (en milliers d'euros)	3 145	3 007	1 712	1 582
<i>dont :</i>				
Basé sur le temps	1 458	1 920	122	1 455
Sur la base de l'Ebitda (*)	1 128	547	728	66
Basé sur le TSR	559	540	862	61
Plan global d'incitation à long terme (milliers d'euros)				9 448
Actions non acquises (LTIP accordé 2021 - 2 ^{ème} tranche - basé sur le TSR)				
Plan final d'incitation à long terme (milliers d'euros)				8 375
(*) Ajusté en fonction des performances réelles obtenues.				

Au cours de l'exercice 2024, le Conseil d'administration de la Société a approuvé un nouveau plan de rémunération variable pour le groupe identifié, dans le cadre duquel 50 % de la rémunération variable s'accumulera au cours des quatre prochaines années. En outre, il a été approuvé que 50 % du paiement de cette rémunération soit effectué par la remise d'actions de la Société mère. Le montant de la rémunération variable différée pour les quatre prochaines années est soumis à des conditions de permanence et de performance de la Société. Le nombre d'actions à livrer par la Société dans le cadre de cette rémunération variable s'élève à 592 575 actions.

Le nombre moyen d'employés de la Banque, par catégorie professionnelle, en 2024 et 2023 était le suivant :

	Nombre moyen d'employés	
	2024	2023
Cadres supérieurs et PDG	22	18
Autres cadres et dirigeants	11	12
Cadres intermédiaires	238	233
Professionnels	549	576
	820	839

Aux 31 décembre 2024 et 2023, le nombre d'employés de la Banque, par catégorie professionnelle et par sexe, était le suivant :

	2024		2023	
	Femmes	Homme	Femmes	Hommes
Cadres supérieurs et PDG	3	19	1	18
Autres cadres et dirigeants	5	6	5	8
Cadres intermédiaires	104	148	95	134
Professionnels	257	299	263	285
	369	472	364	445

Au 31 décembre 2024, le Conseil d'administration de la Banque se compose de 4 femmes et de 8 hommes (4 femmes et 8 hommes au 31 décembre 2023).

En outre, il est précisé qu'en 2024 et 2023, la Banque compte respectivement 10 et 9 employés dont le handicap est égal ou supérieur à 33 %.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, en vertu des conventions collectives actuellement en vigueur et d'autres accords, la Banque avait des obligations de contributions définies pour compléter les prestations du système public de sécurité sociale revenant à certains employés des succursales de Milan et de Londres, du bureau de Madrid, et à leurs ayants droit bénéficiaires, en cas de retraite, d'invalidité permanente ou de décès.

22.2 Autres charges administratives

Le détail des « Autres charges administratives générales » en 2024 et 2023 dans les comptes de résultat ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Biens, agencements et fournitures	2 525	2 230
Technologies de l'information	27 930	27 842
Communications	9 931	7 211
Publicité	1 946	1 443
Frais de justice et honoraires d'avocats	3 279	2 476
Rapports techniques	8 503	6 339
Services de surveillance et de transport de	212	20
Primes d'assurance et d'auto-assurance	1 694	2 463
Organes de direction et de contrôle	545	54
Frais de représentation et de voyage du	2 136	1 881
Cotisations aux associations	622	53
Services administratifs sous-traités	13 312	13 327
Prélèvements et taxes	9 982	11 730
Contributions aux fondations	178	16
Autres dépenses	284	38
	83 079	78 776

En 2024, les « Rapports techniques » dans le tableau ci-dessus comprennent, entre autres, les honoraires pour les services d'audit et autres services fournis par l'auditeur ou les sociétés qui lui sont liées par le contrôle, la propriété commune ou la gestion, qui sont détaillés ci-dessous :

	Milliers d'euros
Services d'audit	991
Services autres que l'audit	48
<i>Services requis par les réglementations</i>	48
<i>Autres services de vérification</i>	
<i>Services fiscaux</i>	
<i>Autres services</i>	
Total des services professionnels	1 472

Les services fournis par les auditeurs de la Banque satisfont aux exigences d'indépendance prévues par la réglementation applicable en Espagne et n'ont pas impliqué l'exécution de travaux incompatibles avec la fonction d'audit.

23. Autres produits d'exploitation et autres charges d'exploitation

Le solde des « Autres produits d'exploitation » dans les comptes de résultat ci-joints au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Capitalisation des frais de personnel interne (Note 9)	6 364	4 710
Autres	4 087	3 249
	10 451	7 959

Le solde des « Autres charges d'exploitation » dans les comptes de résultat ci-joints au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et 2023 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2024	2023
Contribution au Fonds de Résolution Unique (Note 1.h)		2 024
Pertes	4 556	3 433
Autres	51	35
	4 607	5 492

24. Périodes d’échéance résiduelle et taux d’intérêt moyens

Le détail, par échéance, des soldes de certains postes des bilans ci-joints aux 31 décembre 2024 et 2023, ainsi que des taux d’intérêt moyens pour ces deux années, est le suivant :

31 décembre 2024

	Milliers d’euros							Taux d’intérêt annuel moyen (%)
	Demande	Moins d’un mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Actifs :								
Trésorerie et soldes de trésorerie auprès des banques centrales (Note 5)	1 606 380						1 606 380	3,74 %
Autres Dépôts à vue (Note 5)	1 003 107						1 003 107	4,31 %
Actifs financiers au coût amorti (Note 6)-								
Titres de créance								3,31
Prêts et avances aux banques centrales								3,74
Prêts et avances aux établissements de crédit		16 030	38 502	38 502			93 034	4,98
Prêts et avances aux clients	176 47	91	51	502	1 715	444	179 27	1,50
	2 785 963	16 121	38 553	39 004	1 715	444	2 881 800	
Passif :								
Passifs financiers au coût amorti (Note 13)-								
Dépôts auprès d’établissements de crédit	556 49						556 49	0,12
Dépôts des clients	1 228 335						1 228 33	0,00
Autres passifs financiers	410 58	152 975	759	4 329	10 947	575	580 16	0,12
	2 195 410	152 975	759	4 329	10 947	575	2 364 995	

31 décembre 2023

	Milliers d’euros							Moyenne annuelle
	Demande	Moins d’un mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Actif :								
Trésorerie et soldes de trésorerie auprès des	1 337 236				726	413	1 337 23	3,30
Autres Dépôts à vue (Note 5)	749 86						749 86	4,70
Actifs financiers au coût amorti (Note 6)-								
Titres de créance				4 937			4 937	1,63
Prêts et avances aux banques centrales		12 807					12 807	3,30
Prêts et avances aux établissements de crédit		35 971	51 669	36 199			123 83	4,66
Prêts et avances aux clients	136 56	475	33	170			138 37	3,53
	2 223 660	49 253	51 702	41 306	726	413	2 367 060	
Passif :								
Passifs financiers au coût amorti (Note 13)-								
Dépôts auprès d’établissements de crédit	431 09	62 480	838	4 862	14 966	1 005	431 09	0,12
Dépôts des clients	1 127 407						1 127 40	0,00
Autres passifs financiers	322 25						406 40	0,12
	1 880 754	62 480	838	4 862	14 966	1 005	1 964 905	

Ce tableau, établi conformément à la législation applicable à la Banque, ne reflète pas la position de liquidité de la Banque puisqu’il considère les dépôts à vue et les autres dépôts de la clientèle comme n’importe quel autre passif, alors que leur stabilité est une caractéristique typique de la banque commerciale. Compte tenu de cet effet, les différences entre l’actif et le passif pour chacune des périodes d’échéance se situent dans des seuils raisonnables au regard du volume d’activité géré, et les administrateurs n’envisagent pas de problèmes de liquidité ou de stress pour la Banque.

25. Transactions avec des parties liées

a) Transactions avec des entreprises liées

Le détail des soldes les plus significatifs de la Banque aux 31 décembre 2024 et 2023 et des résultats des transactions effectuées au cours de ces années avec ses entreprises apparentées est le suivant :

	Milliers d'euros			
	2024		2023	
	Actionnaires	Entités du Groupe Allfunds	Actionnaires	Entités du Groupe Allfunds
Actif :				
Dépôts auprès d'établissements de crédit	195 111		134 877	-
Prêts et avances aux établissements de crédit	10		10	-
Prêts et avances aux clients	1 11	31 235	643	839
Instruments de capitaux propres		27		
Immobilisations incorporelles (*)	165 805		188 876	-
Autres actifs	2 926		7 729	-
Passif :				
Dépôts auprès d'établissements de crédit	58 426		72 133	-
Autres passifs financiers		3 688	-	2 647
Négociation de produits dérivés			-	-
Autres passifs	1 077	(1 173)	31 407	-
Capitaux propres :				
Dividendes intérimaires	(55 500)		(57 000)	-
Contribution aux réserves	8 24		7 350	-
Profits et pertes :				
Débit				
Charges d'intérêts			-	-
Frais de commissions	459		126 040	-
Autres charges administratives	1 02		3 167	-
Frais de personnel	8 24		7 350	-
Amortissements	23 076		23 078	-
Dépréciation d'actifs financiers			-	-
Crédit-				
Produits d'intérêts		250	-	-
Revenus de dividendes			-	-
Revenus de commissions	26 021		37 247	-
Autres produits d'exploitation		805	-	-

(*) Comprend les soldes avec le groupe BNP en 2024 et 2023.

b) Transactions avec les membres du conseil d'administration et les cadres supérieurs de la Banque

Certains employés de la Banque ont investi dans le Management Equity Plan de LHC Manco Limited. Ensemble, les employés, par l'intermédiaire de LHC Manco Limited, détiennent indirectement 0,284 % d'Allfunds Bank S.A.U. Ces employés ont acquis des actions de LHC Manco Limited volontairement et à leur juste valeur, sous réserve d'une série de conditions limitant la capacité de les céder et leur prix de cession.

Les actions ayant été émises et acquises à leur juste valeur marchande, il n'y a pas eu de différence entre la valeur reçue par l'employé et la valeur payée par l'employé. Par conséquent, aucune dépense n'a été comptabilisée dans ces états financiers.

Les informations relatives à la rémunération des membres du Conseil d'administration et des cadres supérieurs de la Banque sont détaillées dans la Note 4.

26. Juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition suivante, par catégorie d'actifs et de passifs financiers, de la juste valeur des instruments financiers de la Banque aux 31 décembre 2024 et 2023 :

	Milliers d'euros			
	2024		2023	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers :				
Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	2 609 487	2 609 487	2 087 100	2 087 100
Actifs financiers détenus à des fins de transaction - Produits dérivés	927	927	2 859	2 859
	11 235	11 235	11 275	11 275
Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	272 313	275 338	4 937 275 0	4 937
Actifs financiers au coût amorti - Titres de créance			23	279 518
Actifs financiers au coût amorti - Prêts et avances				
	2 893 962	2 896 987	2 381 194	2 385 689
Passifs financiers :				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction - Produits dérivés	1 896	1 896	1 266	1 266
	2 364 995	2 364 995	1 964 905	1 964 905
Passifs financiers au coût amorti				
	2 366 891	2 366 891	1 966 171	1 966 171

La méthodologie utilisée pour calculer la juste valeur de chaque catégorie d'actifs et de passifs financiers est la suivante :

- Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue : concernent des actifs financiers convertibles en espèces sur demande et, par conséquent, leur juste valeur a été considérée comme coïncidant avec leur valeur comptable.

- Produits dérivés de transaction (actifs et passifs) : la juste valeur des produits dérivés de transaction a été obtenue en actualisant les flux de trésorerie estimés sur la base des courbes à terme des sous-jacents respectifs, cotées sur le marché.

- Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat : le montant comptabilisé dans cette rubrique concerne des instruments de capitaux propres non cotés sur des marchés organisés et pour lesquels aucune autre référence valable pour l'estimation de la juste valeur n'était disponible, en conséquence de quoi la Banque les a comptabilisés au coût dans le bilan puisqu'il n'était pas possible d'estimer leur juste valeur de manière fiable. Dans ces cas, la Banque a estimé la dépréciation potentielle de ces instruments sur la base des capitaux propres de l'entreprise détenue, corrigés du montant des plus-values latentes existant à la date de l'évaluation.

- Actifs financiers au coût amorti - Titres de créance : pour obtenir la juste valeur, le modèle de la valeur actualisée a été utilisé, qui actualise les flux futurs en utilisant des taux fondés sur des données de marché observables directement ou indirectement.

- Actifs financiers au coût amorti - Prêts et avances : la juste valeur des actifs financiers au coût amorti a été obtenue en utilisant le modèle de la valeur actualisée, qui actualise les flux de trésorerie futurs en utilisant des taux d'intérêt basés sur des données de marché directement ou indirectement observables pour calculer le taux d'actualisation.

- Passifs financiers au coût amorti - Prêts et avances : il s'agit de passifs financiers au coût amorti à un taux d'intérêt minimum et dont l'échéance est principalement inférieure à un an et, par conséquent, il a été considéré que leur juste valeur coïncidait avec leur valeur comptable puisqu'il n'y avait pas de différences significatives.

Conformément à la législation applicable, voici certaines informations concernant la classification des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon les définitions suivantes :

- Niveau 1 : instruments financiers dont la juste valeur a été déterminée par référence aux prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs, sans apporter de modifications à ces actifs.

- Niveau 2 : instruments financiers dont la juste valeur a été estimée par référence à des prix cotés sur des marchés organisés pour des instruments similaires ou en utilisant d'autres techniques d'évaluation dans lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché directement ou indirectement observables.

- Niveau 3 : instruments dont la juste valeur a été estimée à l'aide de techniques d'évaluation dont l'une ou l'autre des données importantes ne repose pas sur des données de marché observables.

Le détail des instruments financiers détenus par la Banque aux 31 décembre 2024 et 2023 selon le procédé d'évaluation à la juste valeur est le suivant :

	Milliers d'euros					
	31-12-2024			31-12-2023		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers :			275 338			279 518
Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	2 609 487					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction - Produits dérivés				2 087 100		
Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		927		4 937	2 859	
Actifs financiers au coût amorti - Titres de créance						
Actifs financiers au coût amorti - Prêts et créances		11 235			11 275	
	2 609 48	12 162	275 338	2 092 037	14 134	279 518
Passifs financiers :						
Passifs financiers détenus à des fins de transaction - Produits dérivés		1 896			1 266	
Passifs financiers au coût amorti			2 364 995			1 964 905
	—	1 896	2 364 995	—	1 266	1 964 905

27. Gestion des risques

a) Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit est l'éventualité d'une perte résultant de l'incapacité des clients ou des contreparties à s'acquitter de leurs obligations de paiement envers la Banque. Plus précisément, l'exposition concerne principalement des institutions réglementées (qui sont les seuls clients autorisés de la Banque) auxquelles la Banque a accordé des lignes de crédit liées au règlement d'opérations de courtage.

Afin de gérer et de contrôler ce risque, l'Unité de contrôle des risques a mis en place un système de limites de découvert par contrepartie, basé sur une méthodologie interne d'attribution de notes qui aboutit à une probabilité de défaut pour chaque contrepartie. Cette probabilité attribuée est revue et mesurée au moins une fois par an, afin que les limites puissent être adaptées au profil de risque de chaque client.

Les limites de contrepartie sont contrôlées par un système intégré fonctionnant en temps réel, ce qui permet à la Banque de connaître à tout moment la ligne de crédit non utilisée pour chaque contrepartie.

Comme on peut le voir dans les sections suivantes de la présente note et dans les différentes sections de ces annexes aux états financiers, aux 31 décembre 2024 et 2023, les principales positions d'actifs détenues par la Banque concernent celles détenues auprès d'institutions financières de l'Union européenne et les soldes de nature éminemment temporaire associés à son activité, les soldes non performants (dépréciés) représentant 0,42 % et 0,34 %, respectivement, de ses actifs aux 31 décembre 2024 et 2023 et le ratio de couverture à ces dates étant de 71 % et 74 %, respectivement.

Compte tenu des activités qu'elle exerce, la Banque n'accorde pas de financement pour la construction et la promotion immobilière, ni de financement aux ménages pour l'achat d'un logement.

En 2024 et 2023, ainsi qu'au cours des années précédentes, la Banque n'a procédé à aucune renégociation ou restructuration significative de ses soldes débiteurs, tels que ces termes sont définis dans la législation applicable.

b) Exposition au risque de règlement

Le risque de règlement est le risque découlant de l'inexécution ou du défaut de règlement des transactions par les contreparties.

La Banque a élaboré une procédure pour limiter et calculer l'exposition au risque de règlement par contrepartie, en établissant des alertes et des indicateurs de consommation comme limites conformément à la méthodologie interne décrite ci-dessus. Le contrôle est effectué par l'Unité de contrôle des risques. Des procédures automatiques de livraison contre paiement (ordre collatéralisé) sont également mises en place pour les contreparties identifiées comme sensibles par le Comité des risques de la Banque.

c) Exposition au risque de taux d'intérêt

La Banque n'a pas d'exposition significative à ce risque car ses principaux agrégats de bilan sont soit à vue, soit à échéance à court terme et l'équilibre entre l'actif et le passif est parfait, ce qui signifie que l'exposition au risque de taux d'intérêt est pratiquement nulle.

d) Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Banque ne dispose pas de liquidités suffisantes pour honorer ses engagements de paiement. En raison de la nature du modèle d'entreprise de la Banque, qui agit en tant qu'intermédiaire dans l'achat et la vente de fonds d'investissement avec règlement au moment du paiement, dans le cadre duquel les clients déposent des fonds sur des comptes courants, et compte tenu du fait que la Banque conserve ces fonds sur des comptes très liquides tels que la facilité de dépôt de la Banque centrale européenne, les comptes de correspondants et les dépôts monétaires à court terme, l'exposition de la Banque au risque de liquidité est considérée comme étant faible. A titre d'exemple, et comme indiqué dans la Note 24 des présents comptes annuels, la Banque s'acquittera de ses engagements de paiement dus dans un délai inférieur à un mois en utilisant des soldes sur demande.

Le Conseil d'administration de la Banque a établi des critères prudents pour la gestion et la dilution des pertes liées au risque de liquidité. La gestion du risque de liquidité est dûment instrumentée et documentée, et elle est également pleinement conforme à la législation applicable en matière de liquidité. La Banque prépare périodiquement divers rapports réglementaires relatifs à la liquidité, tels que les états LQ, le ratio de couverture de la liquidité (LCR), le ratio de financement net stable (NSFR) et les paramètres supplémentaires de surveillance de la liquidité (ALMM), ainsi que les tests de résistance de la liquidité dans le cadre du processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (ICLAAP), afin de mesurer l'adéquation des fonds propres et de la liquidité de la Banque à l'exercice de son activité dans des conditions de marché normales et dans des situations de crise.

En complément du suivi effectué par l'Unité de Contrôle des Risques, le Département Règlement du Domaine Transactions effectue un suivi permanent des processus de règlement des ordres dans chacune des devises dans lesquelles la Banque opère, assurant ainsi un double contrôle des liquidités de la Banque.

e) Exposition au risque opérationnel

Le risque opérationnel est défini comme « le risque de perte résultant de déficiences ou de défaillances des processus internes, des ressources humaines ou des systèmes, ou résultant de causes externes ». Ce risque est lié à des événements de nature purement opérationnelle, ce qui le différencie du risque de marché ou de crédit.

L'objectif de la Banque en matière de contrôle et de gestion du risque opérationnel est d'identifier, de prévenir, de mesurer, d'atténuer et de surveiller ce risque. La priorité est donc d'identifier et d'éliminer tout groupe de risques opérationnels.

Afin de réduire ce risque, les principaux processus opérationnels sont analysés périodiquement. Ces processus sont contenus dans des manuels de procédures et comprennent les mesures nécessaires pour effectuer un contrôle opérationnel complet.

En tant que mécanisme supplémentaire d'atténuation du risque opérationnel, la Banque détient des polices d'assurance renouvelables annuellement qui offrent une couverture contre les pertes résultant d'événements liés au risque opérationnel. Ces politiques couvrent les domaines suivants :

- Malhonnêteté des employés,
- Responsabilité professionnelle,
- Cybersécurité et ransomware,
- Dommages matériels et responsabilité civile,
- Responsabilité civile des administrateurs et dirigeants (D&O).

f) Exposition à d'autres risques de marché

Outre les risques susmentionnés, la Banque est exposée au risque structurel de taux de change découlant de ses transactions en devises. Ce risque est suivi et géré quotidiennement et l'impact sur le compte de résultat est limité par la fixation de limites maximales d'exposition et l'application ultérieure de procédures visant à garantir que ces limites ne sont pas dépassées, ainsi que par l'utilisation de couvertures. Cette fonction est partagée entre les domaines de la finance et de la gestion des risques.

g) Concentration des risques

Ci-après le détail, aux 31 décembre 2024 et 2023, des informations sur la concentration des risques, ventilées par zone géographique et secteur d'activité des contreparties de la Banque à ces dates, qui comprend les postes « Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue » (à l'exception de la trésorerie), « Actifs financiers détenus à des fins de transaction », « Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat » et « Actifs financiers au coût amorti ».

31 décembre 2024

	Milliers d'euros				
	Espagne	Autres pays de l'UE	Amérique	Reste du monde	Total
Banques centrales et établissements de crédit	396 386	1 842 390	154 654	307 319	2 700 749
Secteur public Administration centrale					
Autres institutions financières	23 777	107 052	4 906	54 65	190 389
Sociétés non financières et entrepreneurs individuels	959	492	12	395	1 858
<i>Autres objectifs - PME et entrepreneurs individuels</i>	959	492	12	395	1 858
Autres ménages et ISBLSM (*) -	931			3	962
<i>Prêts à la consommation</i>	931			3	962
<i>Autres objectifs</i>					
Total	422 053	1 949 934	159 572	362 398	2 893 958

(*) ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.

31 DECEMBRE 2023

	Milliers d'euros				
	Espagne	Autres pays de l'UE	Amérique	Reste du monde	Total
Banques centrales et établissements de crédit	357 998	1 509 682	139 366	219 410	2 226 456
Secteur public Administration centrale		4 937			4 937
Autres institutions financières	10 956	120 850	4 070	12 110	147 986
Sociétés non financières et entrepreneurs individuels	245	496	12	39 4	1 147
<i>Autres objectifs - PME et entrepreneurs individuels</i>	245	496	12	394	1 147
Autres ménages et ISBLSM (*) -	664	1			665
<i>Prêts à la consommation</i>	664	1			665
<i>Autres objectifs</i>					
Total	369 863	1 635 966	143 448	231 914	2 381 191

(*) ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.

31 décembre 2024

	Milliers d'euros				
	Pays basque	Cantabrie	Catalogne	Madrid	Total Espagne
Banques centrales et établissements de crédit	6	18 169	77 008	301 203	396 386
Secteur public Gouvernement central					
Autres institutions financières				23 777	23 777
Sociétés non financières et entrepreneurs individuels				95	959
<i>Autres objectifs - PME et entrepreneurs individuels</i>				95	959
Autres ménages et ISBLSM (*) -				93	931
<i>Prêts à la consommation</i>				93	931
<i>Autres objectifs</i>					
	6	18 169	77 008	326 870	422 053

(*) ISBLSM : Institutions à but non lucratif au service des ménages.

31 DECEMBRE 2023

	Milliers d'euros			
	Cantabrie	Communauté valencienne	Madrid	Total Espagne
Banques centrales et établissements de crédit	9 980	90 128	257 889	357 998
Secteur public Gouvernement central				
Autres institutions financières			10 956	10 956
Sociétés non financières et entrepreneurs individuels			245	245
<i>Autres objectifs - PME et entrepreneurs individuels</i>			245	245
Autres ménages et ISBLSM (*) -			664	664
<i>Prêts à la consommation</i>			664	664
<i>Autres objectifs</i>				
	9 980	90 128	269 754	369 863

(*) ISBLSM : Institutions à but non lucratif au service des ménages.

Annexe I

Investissements dans des filiales indirectes, des coentreprises et des entreprises associées

Nous présentons ci-dessous le détail des pourcentages de participation indirecte et d'autres informations pertinentes de ces entités au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 :

31 décembre 2024

Nom de la Société	Site/Siège social	Secteur d'activité	Participation au capital	Milliers d'euros			
				Données de l'entreprise détenue (*)			Valeur comptable nette
				Capital social	Bénéfices non distribués et primes d'émission	Bénéfice/perte	
Allfunds Data Analytics Limited	Royaume-Uni	Fournisseur de solutions de programmation informatique et de données	100 %	216	204	113	216
Mainstreet Capital Partners Limited	Royaume-Uni	Services de conseil en matière d'ESG	65 %	87	11 414	(2 510)	87
Allfunds Tech Solutions France	France	Activités de programmation informatique	100 %	328	237	428	992
Allfunds Tech Solutions Germany GmbH	Allemagne	Activités de programmation informatique	100 %	125	(66)	(69)	(10)
Allfunds Tech Solutions Sweden AB	Suède	Activités de programmation informatique	100 %	14	279	(238)	55
Allfunds Tech Solutions Switzerland AG	Suisse	Activités de programmation informatique	100 %	1 680	(775)	(591)	315
Allfunds Tech Solutions UK Limited	Royaume-Uni	Activités de programmation informatique	100 %	207	1 158	(12)	1 285
Mainstreet Analytics Limited	Royaume-Uni	Services de conseil en matière d'ESG	65 %	151	112	7	151

(*) Les états financiers de ces entités pour 2024 n'ont pas encore été approuvés par leur actionnaire. Toutefois, les administrateurs de la Banque considèrent que les états financiers susmentionnés seront approuvés sans modification.

31 DECEMBRE 2023

Nom de la Société	Site/Siège social	Secteur d'activité	Participation au capital	Milliers d'euros			
				Données de l'entreprise détenue (*)			Valeur comptable nette
				Capital social	Bénéfices non distribués et primes d'émission	Bénéfice/perte	
Allfunds Data Analytics Limited	Royaume-Uni	Fournisseur de solutions de programmation informatique et de données	100 %	216	527	(383)	216
Mainstreet Capital Partners Limited	Royaume-Uni	Services de conseil en matière d'ESG	65 %	87	13 072	(1 658)	87
Allfunds Tech Solutions France	France	Activités de programmation informatique	100 %	328	45	192	563
Allfunds Tech Solutions Germany GmbH	Allemagne	Activités de programmation informatique	100 %	125	(81)	10	54
Allfunds Tech Solutions Sweden AB	Suède	Activités de programmation informatique	100 %	9	92	(215)	(115)
Allfunds Tech Solutions Switzerland AG	Suisse	Activités de programmation informatique	100 %	1 768	(581)	(250)	937
Allfunds Tech Solutions UK Limited	Royaume-Uni	Activités de programmation informatique	100 %	199	829	245	1 273
Mainstreet Analytics Limited	Royaume-Uni	Services de conseil en matière d'ESG	65 %	144	66	40	143

Annexe II

Rapport bancaire annuel

Ces informations ont été préparées conformément à l'Article 89 de la Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la Directive 2002/87/CE et abrogeant les Directives 2006/48/CE et 2006/49/CE (communément appelée CRD IV) et sa transposition en droit interne espagnol conformément à l'Article 87 et à la Disposition transitoire douze de la Loi 10/2014, du 26 juin, relative à la réglementation, à la surveillance et à l'adéquation des fonds propres des établissements de crédit, publiée au Journal officiel de l'Etat du 27 juin 2014.

En application de l'Article précité, à partir du 1^{er} janvier 2015, les établissements de crédit doivent pour la première fois publier, en précisant par pays où ils sont établis, les informations suivantes sur une base consolidée pour le dernier exercice complet :

- Nom, nature et localisation géographique de l'activité.
- Chiffre d'affaires.
- Nombre de salariés en équivalent temps plein.
- Bénéfice avant impôts.
- Impôt sur le revenu.
- Subventions ou aides publiques reçues.

Conformément à ce qui précède, Allfunds Banks, S.A.U. (la « Banque ») fournit par la présente les informations requises mentionnées ci-dessus.

Nom, nature et localisation géographique de l'activité.

- Ces informations sont disponibles dans les Notes 1 et 7 des présents états financiers d'Allfunds Bank S.A.U., pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et les exercices précédents, qui donnent des détails sur les sociétés qui opèrent dans chaque juridiction, y compris leur nom, leur

emplacement géographique et la nature de leur activité, entre autres choses. Ces comptes annuels sont accessibles au public sur le site Web de la Banque à l'adresse suivante :

<https://www.allfundsbank.com/lr/web/public/company-information>

Comme le montrent les informations ci-dessus, la principale activité exercée par le groupe Allfunds Bank dans les différentes juridictions où il opère est la fourniture de services d'investissement et, plus précisément, la commercialisation de parts/actions d'organismes de placement collectif.

- Les informations correspondant au chiffre d'affaires et au nombre de salariés en équivalent temps plein sont présentées ci-dessous, accompagnées de quelques notes explicatives sur la base de présentation de ces informations :

Compétence	Millions d'euros	Nombre de salariés en équivalent temps plein
	Chiffre d'affaires	
Chili		4
Dubaï (EAU)		
Colombie		2
Singapour	1	21
Espagne	266	452
Italie	242	111
Luxembourg	74	26
France	32	14
Pologne	11	136
Royaume-Uni	41	36
Suisse	40	23
Suède	5	8
Etats-Unis d'Amérique		3
Total	712	841
Ajustements d'intégration	(108)	
Allfunds Bank S.A.U.	604	

Aux fins du présent rapport, le chiffre d'affaires est considéré comme le revenu brut, tel qu'il est défini et présenté dans le compte de résultat qui fait partie des états financiers d'Allfunds Bank S.A.U..

Les données sur le chiffre d'affaires par pays, présentées dans le tableau précédent, ont été obtenues à partir des registres comptables statutaires pour 2024 de la Banque avec la localisation géographique correspondante et ont été converties en euros.

Les « ajustements d'intégration » dans le tableau ci-dessus comprennent les ajustements nécessaires pour convertir les informations agrégées ci-dessus en informations sur la Banque et comprennent donc des ajustements pour l'uniformité et pour éliminer les transactions entre les succursales de la Banque.

Le nombre de salariés en équivalent temps plein a été obtenu à partir des effectifs de chaque entreprise/pays à la fin de l'année 2024.

Le compte de résultat consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 comprend un bénéfice avant impôt pour Allfunds Bank S.A.U. de 66 millions d'euros et un impôt sur le revenu de 111 millions d'euros :

Compétence	Millions d'euros	
	Bénéfice avant impôt	Impôt sur le revenu
Espagne	(109)	(40)
Italie	140	(52)
Luxembourg	37	(9)
Royaume-Uni	9	(4)
France	(5)	(6)
Pologne	1	
Singapour	(7)	
Suisse	26	
Suède	1	
Total	93	(111)
Ajustements de consolidation	(27)	
Groupe bancaire consolidé Allfunds	66	

Au 31 décembre 2024, le rendement des actifs (ROA) du Groupe est estimé à (1,15 %).

Rapport des administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Allfunds Bank, S.A.U.

Les états financiers d’Allfunds Bank, S.A.U. (ci-après, « la Banque ») pour l’exercice 2024 comprennent le bilan, le compte de résultat, l’état des produits et charges comptabilisés, l’état des variations totales des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les Notes. Ces états financiers ont été vérifiés par Ernst & Young (EY), S.L. Le rapport de gestion ci-joint résume les principales caractéristiques des performances de la Banque et met en évidence les perspectives les plus pertinentes.

Rapport des administrateurs pour 2024

Au cours de l’exercice 2024, le bénéfice net de la Banque est passé à un résultat négatif de 45 496 milliers d’euros, soit une baisse de 139,25 % par rapport à l’exercice précédent. Cette baisse est principalement due à la dépréciation de l’activité d’Investlab enregistrée au cours de l’année. Parmi les recettes, les commissions nettes, qui constituent la composante la plus importante, ont augmenté de 13,80 % par rapport à l’exercice 2023.

La répartition, par zone géographique, des positions des clients au 31 décembre 2024 est la suivante :

Zone géographique	Millions d’euros
Europe continentale, à l’exception de l’Espagne et du Portugal	1 006 883
Espagne et Portugal	226 827
Royaume-Uni et Irlande	158 352
Amérique	51 007
Moyen-Orient, Asie et Océanie	53 862

Environnement économique

En 2024, l’économie mondiale a fait preuve d’une résistance remarquable, avec une croissance du PIB mondial de 3,1 %. Ce rebond est principalement dû à la reprise aux Etats-Unis et dans diverses économies émergentes, ainsi qu’aux mesures de relance budgétaire mises en œuvre en Chine. Cependant, les tensions géopolitiques, notamment les crises au Moyen-Orient et en Europe de l’Est, ont eu un impact négatif sur la production et le transport des matières premières, en particulier le pétrole.

En Europe, l’économie a connu une reprise modérée, soutenue par une augmentation des salaires réels et de l’emploi. Bien que la confiance des consommateurs soit restée faible, la demande nationale s’est renforcée grâce à l’assouplissement des conditions de financement. Sur le front extérieur, les exportations ont bénéficié de la stabilité de la demande mondiale, bien que les défis liés à la compétitivité aient persisté. En conséquence, le PIB réel de la zone euro a augmenté d’environ 0,7 %, reflétant un environnement économique influencé par l’incertitude géopolitique et les ajustements de la politique fiscale.

En Espagne, la croissance économique a atteint 3,2 %, dépassant les attentes et atteignant un nombre record de personnes employées sur le marché du travail. L’inflation a été ramenée à 2,8 %, ce qui a renforcé le pouvoir d’achat des consommateurs. Cependant, la productivité du travail a montré des signes de ralentissement, avec une croissance de seulement 0,85 %.

Aux Etats-Unis, l’économie a progressé de 2,8 % en 2024, avec une augmentation du PIB de 0,6 % au dernier trimestre de l’année. Malgré ces progrès, le pays a dû faire face à des défis importants, tels qu’un déficit commercial record et une baisse des dépenses de consommation. L’inflation, quant à elle, s’est rapprochée de l’objectif de 2 %, bien que des inquiétudes subsistent quant à la stabilité économique.

En Asie, la région Asie de l’Est et Pacifique a enregistré une croissance de 4,8 % en 2024, bien qu’un ralentissement à 4,4 % soit prévu pour 2025. La Chine, la plus grande économie de la région, a connu une croissance de 4,8 %, mais elle est confrontée à des défis structurels, notamment la faible confiance des consommateurs.

A l’horizon 2025, les principaux défis pour l’économie mondiale sont les niveaux élevés d’endettement public et privé, qui créent des pressions financières, en particulier dans les marchés émergents. En outre, les tensions commerciales et le renforcement du protectionnisme, comme l’imposition de droits de douane, pourraient perturber les chaînes d’approvisionnement mondiales et faire grimper les prix des biens essentiels. Les conflits géopolitiques et l’incertitude continuent d’assombrir les perspectives de croissance mondiale.

Perspectives de croissance

Les projections économiques pour les années à venir indiquent un scénario de reprise progressive et de stabilisation du paysage mondial. La croissance mondiale devrait atteindre un taux stable de 3,3 % en 2025 et 2026, consolidant ainsi une trajectoire ascendante après les fluctuations précédentes.

En Espagne, la croissance du PIB devrait se modérer, s'établissant à 2,5 % en 2025 et diminuant légèrement à 2,2 % en 2026. Cette performance économique reflète un environnement stable, complété par une prévision de l'IPC qui, après avoir connu une modération en 2024, devrait rester autour de 2,3 % en 2025.

L'Europe montre également des signes de reprise, avec une croissance attendue du PIB réel dans la zone euro qui atteindra 1,3 % en 2025, puis augmentera modérément pour atteindre 1,5 % en 2026. Ces progrès devraient être dus à des facteurs tels que l'augmentation des revenus des ménages, la vigueur du marché de l'emploi et l'assouplissement des conditions de financement.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'économie américaine continue de démontrer sa résistance face aux défis mondiaux. Avec une consommation nationale solide et un marché du travail stable, le pays devrait atteindre une croissance de 2,4 % en 2025 et de 2,1 % en 2026, réaffirmant ainsi sa capacité de résilience.

Par ailleurs, l'économie asiatique fait preuve d'un dynamisme notable, sous l'impulsion de la Chine, dont la croissance devra it atteindre 4,5 % en 2025, selon les données du Fonds monétaire international. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, la croissance est estimée à 4,6 % pour 2025, bien qu'un léger ralentissement à 4,1 % soit prévu pour 2026.

Ce contexte économique mondial laisse présager une reprise soutenue, nuancée par les caractéristiques spécifiques de chaque région, où les défis et les opportunités s'entremêlent dans un équilibre dynamique qui façonnera les années à venir.

Performance des transactions

En 2024, nos principaux objectifs sont les suivants :

- Les succès remportés auprès de nos clients continuent de consolider notre position de dirigeant sur le marché, tant en Europe que dans le monde. De même, nous avons réussi à attirer de nouveaux flux d'investissement et de nouveaux clients, en nous alignant sur la croissance structurelle du marché. Nous entretenons des relations solides et durables avec nos clients tout en élargissant et en développant notre offre de produits pour répondre à leurs besoins actuels. Cette année, nous avons réussi à intégrer de nouveaux distributeurs et gestionnaires de fonds, pour atteindre un total de 890 distributeurs et 1 404 gestionnaires de fonds avec un accord global au 31 décembre 2024.

- En 2024, Allfunds a atteint un record historique de 1,56 trillion d'euros d'actifs sous gestion, s'assurant ainsi une part de marché de 12,6 % dans l'industrie européenne des fonds. Ce succès est dû à une plus grande pénétration du modèle d'architecture ouverte et à une diversification stratégique qui a renforcé sa position dans le secteur.

- Nous avons lancé deux initiatives dans le domaine des marchés privés. La division Allfunds Alternatives Solutions (AAS) a pour objectif de fournir aux clients du secteur de la gestion de patrimoine un meilleur accès aux investissements alternatifs et aux marchés privés, grâce à une équipe dédiée et leader dans le secteur. Nous avons également créé Allfunds Private Partners (APP), en partenariat avec certaines des plus grandes sociétés mondiales de ce segment, qui considèrent Allfunds comme leur partenaire idéal pour accéder à une opportunité de croissance importante et inexploitée en Europe. L'APP vise à promouvoir, éduquer et distribuer les produits de cette classe d'actifs émergente en Europe.

- Nous continuons à mener l'innovation en encourageant l'adoption de notre technologie Blockchain Allfunds par le secteur et en défendant nos services d'hébergement de fonds.

- En ce qui concerne nos services numériques, nous avons augmenté leur pénétration, à la fois au sein de notre clientèle existante et grâce à des efforts accrus de vente croisée, en promouvant Allfunds Connect parmi les distributeurs et les Gestionnaires de fonds déjà établis.

- Notre plateforme est fermement établie comme le leader incontesté du secteur en raison de l'étendue et de la diversité de ses services, devenant ainsi la référence en matière d'excellence dans le secteur. Grâce à sa grande évolutivité et aux investissements continus réalisés pour l'améliorer, Allfunds a la capacité d'intégrer de nouveaux distributeurs à des coûts marginaux exceptionnellement bas.

Evolution des types d'entités

Les canaux de distribution dans lesquels la Banque opère sont un élément très important pour l'obtention de revenus de la part de la Banque :

- La distribution directe de fonds (détail et portefeuilles) représente 14,08 % contre 14,52 % en 2023.

- Les établissements de crédit et la banque privée représentent 47,70 % du volume total échangé par type de client, contre 48,16 % en 2023.

- Les entités d'assurance et les fonds de pension représentaient 20,82 % en 2024, contre 21,15 % en 2023.

- Les entités autres que celles-ci représentaient 17,41 % en 2024, contre 16,17 % du volume total négocié en 2023.

Bilan

Au 31 décembre 2024, les commissions à recevoir s'élèvent à 114 616 euros, soit une augmentation de 13,50 % par rapport à l'exercice 2023.

Au 31 décembre 2024, le montant total des actifs de la Banque s'élève à EUR 3 948 187 milliers, ce qui représente une augmentation de 7,95 % par rapport à la fin de l'année 2023.

De la même manière que les années précédentes, les postes liés au solde des comptes (dépôts dans les établissements de crédit), sont ceux qui représentent le poids relatif le plus important de l'actif du solde. La position détenue sur ces comptes s'élève à 1 096 141 milliers d'euros, soit une augmentation de 25,46 % par rapport à la fin de l'année précédente.

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à 622 443 milliers d'euros, en hausse de 29,71 % par rapport à l'année précédente.

Les immobilisations corporelles (mobilier, matériel informatique et installations), nettes d'amortissement, s'élèvent à 22 341 milliers d'euros, soit une augmentation de 24,07 %.

La Banque offre à ses clients la possibilité d'ouvrir des comptes courants en son sein, afin de leur fournir un meilleur service d'intermédiation dans l'achat et la vente d'actions et de participations dans des OPC. Le solde maintenu, au 31 décembre 2024, sur ces comptes s'élève à 1 784 827 milliers d'euros, en augmentation de 14,52 % par rapport à l'année précédente.

Revenus

Le résultat net de la Banque est passé à un résultat négatif de 45 496 milliers d'euros à la fin de l'exercice, principalement en raison de la dépréciation de l'activité d'Investlab au cours de l'année. Cela représente une baisse de 139,25 % par rapport à la clôture de l'exercice 2023.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 34,91 % par rapport à 2023, atteignant un montant positif de 100 805 milliers d'euros, en raison de l'augmentation des rendements due à la hausse des taux d'intérêt.

Les revenus nets de commissions se sont élevés à 496 303 milliers d'euros, ce qui représente une augmentation de 13,80 % par rapport à 2023. En 2024, 82 %, et en 2023, 85 %, représentent le pourcentage de la marge brute de la Banque attribué à ces chiffres.

Les frais administratifs, qui comprennent les frais de personnel et les autres frais administratifs généraux, s'élèvent à 203 766 milliers d'euros, soit 10,38 % de plus qu'en 2023.

Chiffres hors bilan

Comme les années précédentes, la principale activité de la Banque est la prestation de services de courtage dans la distribution d'OPC étrangers, qu'elle exerce sans prendre possession des actifs dans lesquels les investissements sont réalisés. Par conséquent, aucun des actifs des clients n'est comptabilisé dans le bilan de la Banque.

Le volume du patrimoine des clients intermédiés au 31 décembre 2024 s'élève à 1 556 931 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 12,53 %.

Capital social et actions de trésorerie

Au 31 décembre 2024, le capital social de la Banque s'élevait à 81 048 milliers d'euros, représenté par 2 701 606 actions nominatives, d'une valeur nominale de 30 euros chacune, entièrement souscrites et libérées.

A ce jour, le propriétaire de la Banque est Liberty Partners, S.L.U.

Au cours de l'année 2024, aucune transaction n'a été effectuée sur des actions propres ou actions de trésorerie.

Politique de recherche et de développement

L'année 2025 se concentrera principalement sur les trois lignes suivantes :

- Allfunds stimulera l'innovation en matière d'intelligence artificielle et d'optimisation de l'infrastructure en collaboration avec Google Cloud. Grâce à ce partenariat, une nouvelle gamme de widgets avancés a été développée, intégrant les données de navigation de plus de 800 institutions financières avec des algorithmes d'intelligence artificielle. Ces outils fournissent une analyse approfondie des tendances du marché et du comportement des investisseurs, permettant aux gestionnaires d'actifs de prendre des décisions stratégiques en connaissance de cause dans le secteur WealthTech.

- Secondairement, les capacités de la solution FAST ont été étendues, rationalisant le processus de transfert des portefeuilles de fonds communs de placement entre les fournisseurs financiers par le biais de la numérisation. FAST a connu une croissance significative en Espagne, améliorant sa fonctionnalité à la suite d'un processus de collaboration avec 18 institutions financières locales et internationales. En outre, des possibilités d'expansion ont été identifiées sur le marché italien, où des efforts sont en cours avec les principaux acteurs financiers locaux et internationaux pour encourager son adoption.

- Enfin, la Banque a adopté le nouveau cadre NIST CSF 2.0, qui intègre la fonction de « Gouvernance » afin de garantir l'alignement entre la

direction générale et la sécurité de l'information. Parallèlement, le Plan de gestion de la sécurité informatique a été prolongé jusqu'en 2025 et comprend des stratégies clés telles que DORA, Zero Trust et les solutions en nuage. En outre, la certification ISAE 3402 (SOC 1 Type 2) a été renouvelée, ce qui garantit l'excellence des processus financiers et technologiques.

Personnel

Les principales données à cet égard figurent dans la Note 22.1 des états financiers consolidés.

Politiques de gestion des risques financiers

Les principaux risques découlant de l'activité de la Banque sont les suivants : risque opérationnel, risque de liquidation, risque de liquidité, risque de crédit, risque d'intérêt et risque de marché. L'entité a mis en place une série de procédures pour identifier, évaluer, suivre, gérer, atténuer et valider ces risques qui répondent à l'aversion pour le risque établie par le Conseil d'administration de la Banque en tant qu'organe directeur suprême.

A cette fin, la direction générale met à la disposition de la Banque les ressources humaines et technologiques nécessaires pour développer les meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Les actions menées par la Banque en matière de gestion des risques sont décrites dans la Note 27 du Rapport sur les comptes annuels.

Perspectives

La politique de gestion de la Banque à l'horizon 2025 comprend les objectifs suivants :

- Continuer à gagner des parts de marché, en particulier sur les nouveaux marchés que nous venons de pénétrer.
- Poursuivre l'ajout de Fund Houses à la plateforme.
- Intégration de grands Distributeurs spécifiques dans la mesure du possible.
- Monétiser « Connect » et le renforcer par des collaborations avec des tiers. La part du revenu net provenant de l'offre numérique devrait représenter 30 % du revenu total à moyen terme.
- Lancer l'offre d'investissements alternatifs.
- Poursuivre l'initiative d'harmonisation des fonds.
- Diriger la transformation de la blockchain et rassembler les actifs pour All Solutions, notre plateforme de sous-conseils.
- Maintenir son efficacité opérationnelle et la qualité de ses services, Allfunds continuera d'investir dans sa plateforme afin de conserver des capacités et des normes de premier ordre.
- Allfunds évaluera les possibilités d'étendre sa présence mondiale et d'accéder à de nouveaux marchés.
- La stratégie de fusion et d'acquisition d'Allfunds complétera ses ambitions de croissance organique.
- Finaliser l'intégration des entreprises récemment acquises.

Environnement

Compte tenu des activités de la Banque, il n'y a pas d'implications environnementales à cet égard (voir la Note 1-f des états financiers).

Délai moyen de paiement aux fournisseurs

Le délai moyen de paiement des fournisseurs en 2024 était de 30 jours, ce qui était inférieur au délai maximum fixé par la législation applicable (voir la Note 13.3 des états financiers ci-joints).

Evénements postérieurs à l'exercice de référence

Depuis le 31 décembre 2024 et jusqu'à la date de publication des présents comptes annuels, il n'y a pas eu d'événements ultérieurs significatifs autres que ceux décrits dans la Note 9.

Rapport d'information non financière

Les informations non financières de la Banque et de ses filiales sont incluses dans le rapport de gestion consolidé de la société mère du groupe, Allfunds Group plc. Allfunds Group plc est une société domiciliée au Royaume-Uni, dont les actions sont admises à la négociation sur Euronext Amsterdam. La déclaration d'informations non financières de cette société et de son groupe pour l'exercice 2024, qui a été préparée conformément aux dispositions de l'Article 262 de la Loi espagnole sur les sociétés, est appelée Rapport ESG 2024 et est disponible sur son site web, www.allfunds.com.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège de la succursale, 18-20 Place de la Madeleine 75008 PARIS